

COMMUNE D'ETTERBEEK

GEMEENTE ETTERBEEK

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL
UITTREKSEL UIT HET NOTULENBOEK VAN DE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD

Séance du**17.09.2007****Zitting van**

Manque communications en nl
PRESENTS / AANWEZIGEN :

M./Dhr. Vincent DE WOLF, Bourgmestre-Président/Burgemeester-Voorzitter, M./Dhr Didier van EYLL, Marie-Rose GEUTEN, MM./HH. Bernard de MARCKEN de MERKEN, Frank VAN BOCKSTAL, Jean-Luc ROBERT, Jean-Claude LAURENT, Echevins/ Schepenen ; Mme/Mw. Eliane PAULISSEN-DE MEULEMEESTER, MM./HH. Stéphane VAN VAERENBERGH, André du BUS de WARNAFFE, Laurent VLEMINCKX, Mme/Mw. Gisèle MANDAILA, M./HH. Jean LAURENT, Rachid MADRANE, Rik JELLEMA, Ahmed M'RABET, Patrick LENAERS, Mmes/Mw en Marie-Pascale MINET, Kathy MOTTET, MM./Dhren Nourdine TAYBI, Mme/Mw. Sandrine ES, MM./HH. Christophe GASIA, Mme/Mw. Christina KARKAN, MM./HH. Rik BAETEN, Patrick CUISINIER, Mme/Mw. Corinne DE HENAU-MIKOLAJCZAK, M/Dhr Charles de BERGEYCK, Mme/Mw. Jacqueline BERGER, MM/HH. Jean CORNIL, Mmes/Mwen. Chantal HOORNAERT, Claire ALLARD, Conseillers communaux/ Gemeenteraads-leden ; M./Dhr. Christian DEBATY, Secrétaire Communal/Gemeentesecretaris.

Absents et excusés / afwezigen en verontschuldigen :

Mme/Mw Françoise BERTIEAUX, M./Dhr Isi HALBERTHAL, Mme/Mw Françoise CARTON de WIART, M./Dhr.Ibrahim HANNA.

Madame Sandrine ES vote la première aux appels nominaux par ordre alphabétique.
Mevrouw Sandrine ES wordt de eerste te stemmen bij naamafroeping in alfabetische volgorde.

Les points en urgences sont adoptés à l'unanimité.
De punten in spoedeisendheid worden met éénparigheid van stemmen aangenomen.

La séance est ouverte à 20 h00.
De zitting wordt om 20 u 00 geopend.

SEANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

(1) Communications.
Mededelingen.

Monsieur le bourgmestre fait rapport sur la situation de la Mission Locale de l'Emploi.

Monsieur le Bourgmestre fait mention du suivi de l'audit que la commune a mené.
Il donne la parole au Secrétaire communal pour qu'il rappelle les noms des fonctionnaires qui ont œuvré à cet égard.

Il y a Monsieur Jean-Michel SUENENS, du service du Personnel, au niveau des contrats, Madame Danielle MILDE, la comptable de la Régie foncière, en ce qui concerne tous les aspects financiers et comptables de la Mission locale, Madame Annick PETIT au niveau du contentieux et des statuts, et le Secrétaire communal qui avait plus un rôle d'organisateur.

Monsieur le Bourgmestre remercie ces personnes et rappelle qu'en avril il avait fait rapport, en comité secret, sur les problèmes de la Mission locale dans la mesure ou un certain nombre de noms de personnes avaient été

cités. Le travail qui a été mené, fait apparaître des anomalies graves dans trois niveaux : au niveau juridique, statutaire et légal (quant à la loi sur les asbl), au niveau de la gestion du personnel, et enfin au niveau financier. En ce qui concerne les statuts, ceux-ci n'avaient pas été mis à jour par rapport à la nouvelle loi sur les asbl, mais ce qu'il faut surtout relever, c'est que depuis 2001 on ne retrouve aucun procès-verbal d'Assemblée générale et aucune n'a pu apprécier les Comptes, les budgets et ceux-ci n'ont pas pu être publiés au Moniteur. Il y a eu, semble-t-il, confusion entre l'Assemblée générale et Conseil d'Administration. Le nombre de personnes qui se réunissaient au Conseil d'Administration était très faible, certains étaient munis de procuration et il ne se tenait qu'une fois par an.

En ce qui concerne la gestion du personnel, aucun membre du personnel n'a été engagé par le Conseil d'Administration et ce dernier n'a jamais ratifié l'engagement antérieur d'un membre du personnel. Aucune procédure d'engagement n'a été mis au point et lorsqu'on ouvre un dossier concernant un membre du personnel on ne trouve ni diplôme, ni certificat de bonne vie et mœurs, ni visite médicale, ni curriculum vitae. Il n'y a dans certains cas aucun contrat de travail et les autres sont complètement disparates. De même, les paiements sont disproportionnés et injustifiés par rapport au montant prévu dans le contrat de travail. Il s'agit souvent de remboursement de frais forfaitaires, de frais de déplacement ou de restaurant et ces frais continuent même quand le membre du personnel est absent pour maladie.

Il n'y a aucune comptabilisation des jours de maladie ou de congés, aucune communication n'est faite au Secrétariat social à cet égard. Aucun contrôle des présences n'existe. Les communications d'absences se faisaient par E-mail. Les traitements mensuel se faisaient à 100% même en période de maladie. Nous avons également découvert une personne qui était payée 57h30 alors qu'elle ne prestait que 37h30/semaine.

En ce qui concerne les comptes annuels, ceux-ci n'ont plus été présentés à l'Assemblée générale depuis 2001 et n'ont donc plus été publiés. Pour 2005, la comptable de la Régie Foncière a constaté une différence, dans le bilan, entre l'actif et le passif, de l'ordre de 123.000 €, qui, visiblement, ont été rajoutés pour que les comptes tombent juste, s'agissant de caisse fictive.

Au niveau des trous de caisse, il y a trois niveaux de problèmes.

D'une part, de l'argent est pris dans la caisse sans pièce justificative. En 2004, il y avait 97.500 € de trou dans la caisse, en 2005, le montant était de 87.000 €, et en 2006, de 29.000 €. Pour ces trois années, le trou de caisse s'élève à 213.526 €.

Le deuxième volet se rapporte aux avances caisse. Il faut savoir que pendant la gestion du Directeur décédé, les avances caisses se sont élevées à 153.164 € et que la famille de l'intéressé a remboursé 62.400 € ; il reste un solde non remboursé de 90.764 €.

Pour l'ensemble des autres membres du personnel qui ont perçu des avances caisse, la majeure partie a été remboursées et pour le reste, des plans d'apurement sont en cours.

Il apparaît que la comptabilité présente de graves déficiences à l'égard des débiteurs de l'asbl. La Mission locale travaillait avec l'asbl PROFORAL qui lui doit toujours 81.508 €.

Le troisième volet concerne les dépenses justifiées par des pièces, mais, en fait, injustifiables. Par exemple, des voitures ont été achetées pour accomplir une mission spécifique dans le cadre d'un contrat de subsidiation, mais en réalité, elles servent à tout autre chose ; c'est injustifiable.

Il en est de même pour des frais de mise en forme, de lunettes, d'habillement, de restaurant, de forfaits pour des kilomètres de voiture.

Les statuts ont déjà été refaits et approuvés par le Conseil d'administration et le seront par l'Assemblée générale. Les statuts seront conformes à la loi sur les asbl. Une Assemblée va être convoquée pour approuver les comptes et des délégations de pouvoirs seront détaillées (pouvoir de l'administrateur délégué, pouvoir du directeur). Au niveau de la gestion du personnel, des contrats standardisés pour tous vont être établis par des avenants. Chaque membre du personnel sera reçu par le directeur adjoint qui sera chargé d'analyser dossier par dossier les anomalies, les divergences par rapport au contrat et par rapport au paiement. Sa mission sera de ramener le personnel dans les termes du contrat.

Si des situations exceptionnelles doivent être tranchées parce qu'on estime qu'il y a lieu de majorer ce qui était prévu au contrat, le Conseil d'administration tranchera.

Une procédure d'engagement sera mise en place, de même qu'un système de gestion des congés et un enregistrement fiable des présences.

Sur le plan financier, la décision a été prise de se constituer partie civile contre tout auteur ou complice afin de récupérer la somme de 304.290 € qui correspond aux différents postes, rectifier le bilan et les comptes des résultats avec approbation de la comptabilité, faire approuver les comptes rectifiés tant pour 2005 que pour 2006. Réduire les dépenses de caisse, veiller à ce qu'il y ait un contrôle mensuel de chaque caisse par le nouveau comptable, veiller à encoder les dépenses de caisse justifiées par des tickets ou des factures, fixer le principe que la Mission locale n'est pas là pour faire des prêts au personnel, que la demande d'un prêt doit être exceptionnelle, justifiée, les modalités de remboursement fixées par un contrat et le tout approuvé par le Conseil d'administration.

Une mise à jour de la comptabilité sera établie afin d'identifier les clients qui sont débiteurs envers l'asbl et récupération de ces créances. Il faut savoir qu'aucun inventaire n'existe du matériel de bureau, des appareils photos, gsm. En ce qui concerne les remboursements de frais, une convention sera adoptée par le Conseil d'Administration qui spécifiera qui peut rentrer des notes de frais, quels types de frais peuvent être acceptés, et le document type justifiant qui doit être introduit.

Monsieur André du BUS de WARNAFFE prend la parole et dit que grâce à la clarté de cet exposé on constate une note positive qui montre que la situation a été bien reprise en main. Que les grandes difficultés ont été cernées et qu'ainsi la Mission locale peut redémarrer.

On peut cependant regretter qu'il n'y ait pas une conséquence politique plus marquée liée à la responsabilité du Conseil d'Administration, de l'Administrateur délégué, du Président.

Le Bourgmestre ajoute qu'en ce qui concerne la gestion des bâtiments, tant de la rue de la Confiance que de la chaussée de Wavre, ceux-ci étaient occupés sans contrat, sans que les règles en matière d'incendie et d'occupation ne soient respectées. Depuis lors, la Mission locale a été déménagée vers le home Jourdan. La cohabitation se passe très bien avec les locataires du home, des rencontres ont lieu et cela fait des échanges inter-générationnels.

En ce qui concerne les conséquences politiques, tout le monde sait que la gestion était du ressort de l'administrateur délégué et de l'Echevin de la Politique d'insertion professionnelle. L'Echevin a fait confiance à un homme qui l'a trahi ; il en a tiré les conséquences politiques en donnant sa démission d'administrateur délégué.

* * *

Arrêté du Bourgmestre ordonnant l'évacuation du bâtiment sis 337 chaussée Saint-Pierre.

Le Bourgmestre,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 133, §2 et l'article 135;

Considérant que le minage situé sous la voirie et sous le bâtiment met en péril la stabilité du bâtiment sis 337 chaussée Saint Pierre;

Considérant qu'il y a lieu d'interdire l'habitabilité du bâtiment, en attente d'une stabilisation technique du bâtiment;

Considérant que le Bourgmestre ff. a ordonné à la société Kumpen, agissant au nom de l'Intercommunale Vivaqua et au nom de la Région de Bruxelles-Capitale de stabiliser techniquement le bâtiment et ce dans les délais les plus brefs;

Vu l'urgence ;

ORDONNE

Article 1: l'interdiction d'habiter le bâtiment sis chaussée Saint-Pierre n°337.

Article 2: le présent arrêté sera notifié, par les soins de la Police, au propriétaire et aux occupants du bâtiment sis chaussée Saint-Pierre 337 et à la société Kumpen.

Article 3: le présent arrêté ordonne à la société Kumpen de procéder aux travaux de stabilisation du bâtiment dès ce jeudi 9 août 2007.

Article 4: le présent arrêté autorise la société Kumpen à travailler sous le bâtiment sis chaussée Saint-Pierre 337 préalablement à l'autorisation du propriétaire.

Article 5: le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa notification.

Article 6: copie du présent arrêté est transmise au Chef de Corps de la Police communale, pour exécution immédiate.

Article 7: la destruction ou l'enlèvement de l'affiche prévue à l'article 2 seront punis de la peine établie par l'article 500 du Code pénal.

* * *

Arrêté du Bourgmestre ordonnant l'évacuation du bâtiment sis 337 chaussée Saint-Pierre.

Le Bourgmestre,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 133, §2 et l'article 135;

Vu l'arrêté du Bourgmestre ff. du 08.08.2007 déclarant l'inhabitabilité du bâtiment sis 337 Chaussée Saint Pierre et ordonnant à la société Kumpen de procéder à des travaux de stabilisation dudit bâtiment ;

Vu le rapport du 13 août 2007 de Monsieur WERTZ, Ingénieur Civil du bureau B-Group et agissant au nom du propriétaire de l'immeuble;

Considérant que les travaux d'investigation effectués démontrent qu'un accès peut être laissé aux occupants durant une durée limitée et qu'un accès complet peut être laissé à l'entrepreneur chargé des travaux;

Vu l'urgence ;

ARRETE LES DISPOSITIONS SUIVANTES:

Article 1: interdiction d'occuper le bâtiment sis chaussée Saint-Pierre n°337.

Article 2: en dérogation à l'article 1, le bâtiment sera accessible:

- le 13 août 2007 de 16h à 20h aux personnes y domiciliées aux fins d'y récupérer les affaires dont ils sont privés depuis le 8 août 2007;
- à l'entreprise Kumpen sous contrôle de Monsieur Ir. Wertz chaque fois que les travaux l'exigent;
- sans interruption pour les conseillers techniques éventuels dûment mandatés par Monsieur Ir. Wertz;

Article 3: le présent arrêté sera notifié, par les soins de la Police, au propriétaire et aux occupants du bâtiment sis chaussée Saint-Pierre 337 et à la société Kumpen.

Article 4: le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa notification.

Article 5: copie du présent arrêté est transmise au Chef de Corps de la Police communale, pour exécution immédiate.

Article 6: la destruction ou l'enlèvement de la présente affiche seront punis de la peine établie par le Code pénal.

* * *

**Arrêté du Bourgmestre ordonnant l'évacuation du bâtiment sis
337 Chaussée Saint Pierre - Levée**

Le Bourgmestre,

Vu l'arrêté du Bourgmestre f.f. du 08.08.2007 déclarant l'inhabitabilité du bâtiment sis 337 Chaussée Saint Pierre et ordonnant à la société Kumpen de procéder à des travaux de stabilisation dudit bâtiment ;

Vu l'arrêté du Bourgmestre du 13.08.2007 interdisant l'occupation dudit bâtiment ;

Vu le rapport du 17 août 2007 de Monsieur Wertz, Ingénieur Civil du bureau B-Group et agissant au nom du propriétaire de l'immeuble;

Considérant que les travaux d'investigation effectués démontrent que la stabilité de l'immeuble est assurée sous réserve de travaux rapides au réseau d'égouttage privatif;

ARRÊTE LES DISPOSITIONS SUIVANTES :

Article 1: les arrêtés des 08.08.2007 et 13.08.2007 sont levés.

Article 2: l'occupation de l'immeuble est autorisée sous réserve pour le propriétaire d'effectuer dans les délais les plus brefs les travaux de rénovation de son réseau d'égouttage privatif.

Article 3: le présent arrêté sera notifié au propriétaire et aux occupants du bâtiment sis chaussée Saint-Pierre 337.

Article 4: le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa notification.

Article 5: copie du présent arrêté est transmise au Chef de Corps de la police locale, pour information.

* * *

Par arrêté royal du 09.08.2007 du Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoir locaux, les délibérations du 25.06.2007 relatives

- à la Convention de Prêt à Usage – Immeuble sis rue Général Leman 95
- au marché de services – Emprunt à Dexia Banque en vue du financement de la rénovation de divers trottoirs sont annulées.

De heer Burgemeester maakt rapport betreffende de toestand van de « Mission locale de l'Emploi ».

De heer Burgemeester maakt melding van de audit uitgevoerd door de Gemeente.

Hij geeft nadien het woord aan de Gemeentesecretaris opdat deze de namen van de ambtenaren zou geven die zich voor de audit ingespannen hebben

Dhr Jean-Michel SUENENS, van de dienst Personeel, voor wat de contracten betreft, was aanwezig alsook Mevrouw Danielle Milde, boekhoudster van de Regie van Grondbeleid, voor wat al de financiële en boekhoudkundige aspecten van de «Mission Locale» betreft, Mevrouw Annick Petit op het niveau van de geschillen en de statuten en de Gemeentesecretaris die meer een coördinerende of een organiserende rol had.

De heer Burgemeester dankt al deze personen en laat weten dat hij in april rapport, in besloten zitting, over bepaalde problemen van de “Mission Locale” voor zover er een zeker aantal personen vernoemd werden. Het verrichte werk laat op drie niveaus ernstige afwijkingen verschijnen: op het juridisch, statutaire en wettelijk niveau (voor wat de wet op de vzw's betreft), op het niveau van het beheer van het personeel en tenslotte op het financieel niveau.

Wat de statuten aangaat, werden ze niet eens aangepast volgens de nieuwe wet op de VZW's, maar wat vooral dient opgemerkt te worden is dat men sinds 2001 geen enkel spoor van een P-V van een Algemene vergadering kan terugvinden, dat geen algemene vergadering de rekeningen en begroting heeft kunnen beoordelen en dat de begrotingen en rekening niet gepubliceerd werden in het Staatsblad. Het blijkt dat er een zeker verwarring bestond tussen de Algemene vergadering en de Raad van Bestuur. Het aantal personen die in de Raad van Bestuur vergaderde was bijzonder zwak, enkele hadden een volmacht, en de Raad vergaderde slechts één keer per jaar.

Voor wat het beheer van het personeel betreft, werd er nooit een personeelslid aangeworven door de Raad van Bestuur en deze laatste heeft nooit een vroegere aanwerving van een personeelslid bekrachtigd. Er is nooit sprake geweest van een aanwervingsprocedure en wanneer men een dossier van een personeelslid opent is er geen diploma te vinden, noch een bewijs van goed zedelijk gedrag, noch een medisch onderzoek noch een curriculum vitae. In sommige gevallen is er zelfs geen werkcontract aanwezig en bij andere gevallen zijn ze nogal uiteenlopend. Zelfs de betalingen zijn overmatig en ongegrond in vergelijking met het bedrag voorzien in het werkcontract. Het betreft in het algemeen over terugbetalingen van forfaitaire bedragen, verplaatsingskosten of restaurantkosten, en deze kosten blijven oplopen zelfs indien het personeelslid afwezig is wegens ziekte.

Er bestaat geen boekhouding voor de ziekteverlofdagen en/of voor de verlofdagen; geen sporen van vermeldingen of verklaringen aan het social secretariat voor wat dit betreft. Er bestaat geen controle van de afwezigheden. De vermeldingen voor afwezigheid gebeurden via E-Mail. De maandwedden werden 100% gestort, zelfs bij afwezigheid wegens ziekte. Wij hebben ook ontdekt dat een persoon een wedde kreeg voor een prestatie van 57u30 per week terwijl ze maar 37u30/week presteerde.

Voor wat de jaarlijkse rekeningen betreft, werden ze sinds 2001 niet meer aan de Algemene vergadering voorgelegd en dus werden ze niet gepubliceerd. Voor 2005 stelde de boekhoudster van de Regie van Grondbeleid een verschil van 123.000 € vast tussen het activa en het passiva van het balans en die klaarblijkelijk bijgevoegd werd opdat de rekeningen juist zouden uitvallen, daar het om een fictief fonds ging.

Wat het tekort in de fondsen betreft, zijn er problemen op drie niveaus:

Enerzijds wordt er geld uit de kassa gehaald zonder bewijsstukken in te leveren. In 2004 was er een tekort van 97.500 € in de kassa, in 2005 een tekort van 87.000 € en in 2006 was er een tekort van 29.000 €, kortom, voor de drie jaren liep het tekort op tot 213.526 €.

Het tweede luik betreft de voorschoten. Men moet weten dat tijdens het beheer van de overleden directeur, de voorschoten opliepen tot 153.164 € en dat de familie van de betrokken zo'n 62.400 € terugbetaald heeft; er blijft dus een niet terugbetaalde saldo van 90.764 €.

Voor het geheel van de andere leden van het personeel die voorschoten ontvangen hebben, werd er al groot deel terugbetaald, en voor het overige, zijn er aflossingsplannen aan de gang.

Het blijkt dat de boekhouding zware tekorten vertoont wegens de schuldenaars van de vzw. De «Mission Locale» werkte met de vzw «PROFORAL » die nog altijd 81.508 € verschuldigd is.

Het derde luik betreft uitgaven gerechtvaardigd door stukken, maar in feite toch ongerechtvaardigd. Bijvoorbeeld: er werden voertuigen aangekocht om een specifieke taak uit te voeren in het kader van een subsidiëringscontract, maar in werkelijkheid werden voor andere doeleinden gebruikt: dit is onaanvaardbaar. Hetzelfde geldt voor de fitnesskosten, kleding, brillen, restaurants, vervoerskosten op forfaitaire basis per kilometer, enz...

De statuten werden opnieuw vastgelegd en goedgekeurd door de Raad van Bestuur en zullen het zijn door de Algemene Raad. De statuten zullen overeenkomen met de wet op de vzw's. Een algemene vergadering zal binnenkort opgeroepen worden om de rekeningen goed te keuren en opdrachten van de bevoegdheden zullen uitvoerig uitgelegd worden (de bevoegdheden van de afgevaardigde bestuurder, van de Directeur, ...). Op het gebied van het beheer van het personeel zullen er voor iedereen gestandaardiseerde contracten opgemaakt worden via avenanten. Elk personeelslid zal door de adjunct-directeur ontvangen worden. Deze zal belast worden met de analyse van dossier per dossier om de mogelijke afwijkingen te ontdekken en de verschillen in vergelijking met het contract en in vergelijking met de uitbetalingen op te sporen. Zijn opdracht zal er in bestaan het personeel terug in de termen van het contract te brengen.

Indien bij uitzonderlijke toestanden beslissingen moeten genomen worden, want men is van mening wat er op het contract voorzien is op te trekken, zal de Raad van Bestuur de knoop doorhakken.

Een aanwervingsprocedure zal binnenkort opgestart worden plus ook nog een beheerssysteem voor het verlof en een betrouwbare registratie van aanwezigheden; er zullen dossiers van het personeel in de personeelsdienst van de Gemeente opgemaakt worden en eens de dossiers in orde zullen ze naar de Mission locale opgestuurd worden.

Op het financieel vlak werd de beslissing genomen om zich burgerlijke partij te stellen tegen al de auteurs of medeplichtigen teneinde het bedrag van 304.290 €, die overeenkomst met de verschillende begrotingsposten, in te vorderen; de balans en de resultatenrekeningen corrigeren met de goedkeuring van de boekhouding en de gecorrigeerde rekeningen zowel voor 2005 als voor 2006 laten goedkeuren. De kasuitgaven verminderen, zorgen voor een maandelijkse controle van elke kassa door de nieuwe boekhouder, zorgen voor een correcte imputing van de kasuitgaven gerechtvaardigd door bonnen of facturen, het principe goed vastleggen dat de Mission Locale niet bedoeld is om leningen aan het personeel toe te kennen, dat elke aanvraag voor een lening uitzonderlijk en gerechtvaardigd moet blijven, dat de modaliteiten voor de terugbetaling, vastgelegd moeten worden door een contract en altijd door de Raad van Bestuur moeten goedgekeurd worden.

Een up-to-date stelling van de boekhouding zal uitgevoerd worden om de klanten te identificeren die schuldenaar zijn ten opzichte van de vzw en voor de terugwinning van deze schuldvorderingen. Men moet weten dat er geen inventaris opgemaakt werd van de kantoorbenodigdheden, van de fotoapparaten, gsm's. Wat de terugbetaling van de kosten betreft, zal er een overeenkomst goedgekeurd worden door de Raad van Bestuur die zal verduidelijken wie wel onkostennota's mag indienen, welke type van kosten mogen aanvaard worden plus ook het document met de rechtvaardiging van de ingediende onkostennota's.

De heer Du BUS de WARNAFFE neemt het woord en zegt dat door deze klare uiteenzetting men toch iets positief kon waarnemen door het feit dat de toestand beter onder controle komt te staan. De grootste moeilijkheden werden afgebakend en de Mission Locale kan zodoende terug beginnen te werken.

Men kan het alleen maar jammer vinden dat er een geen grotere politieke weerslag aanwezig die gebonden zou zijn aan de verantwoordelijkheid van de Raad van Bestuur, de gedelegeerd bestuurder en de Voorzitter.

De Burgemeester zegt dat wat het beheer van de gebouwen betreft, zowel in de Vertrouwenstraat als in de Waverssesteenweg, deze zonder contract bezet worden, zonder dat de regels inzake brand en bezetting gerespecteerd worden. Sindsdien is de Mission Locale naar de Home Jourdan verhuisd. De samenleving met de bewoners van de home is uitstekend, er gebeuren wel eens ontmoetingen en dat ligt aan de basis van intergenerationale uitwisselingen.

Wat de politieke gevolgen betreft, weet iedereen dat het beheer tot de bevoegdheid behoort van gedelegeerd bestuurder en van de Schepen voor het professioneel inschakelingsbeleid. De Schepen had vertrouwen in een man die hem verraden heeft; hij heeft er de politieke gevolgen uit getrokken door zijn ontslag in de hoedanigheid van gedelegeerd bestuurder afgevaardigde aan te bieden

**Besluit van de Burgemeester houdende het bevel van de ontruiming van het gebouw
gelegen nr 337 in de Sint-Pieterssteenweg.**

Gelet op de nieuwe Gemeentewet, en in het bijzonder artikel 133&2 en artikel 135;

Overwegende dat de erbarmelijke staat onder het wegnemen en onder het gebouw de stabiliteit van het gebouw, gelegen 337 Sint-Pieterssteenweg, in gevaar brengt;

Overwegende dat moet gezorgd worden om de bewoonbaarheid van het gebouw te verbieden, in afwachting van een technische stabilisatie van het gebouw;

Overwegende dat de wn Burgemeester aan de maatschappij Kumpen, handelend in naam van de Intercommunale Vivaqua en namens het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, het bevel gegeven heeft om het gebouw technisch te stabiliseren en dit in de kortst mogelijke tijd;

Gelet op het dringend karakter;

BEVEELT

Artikel 1: Het is verboden om het gebouw, gelegen 337 Sint-Pieterssteenweg, te bewonen;

Artikel 2: Onderhavig besluit zal door de Politie aan de eigenaar en aan de inwoners van het gebouw, gelegen 337 Sint-Pieterssteenweg, bekend gemaakt worden, alsook aan de maatschappij Kumpen;

Artikel 3: Onderhavig besluit beveelt aan de maatschappij Kumpen om over te gaan tot stabiliseringswerken van het gebouw, en dit vanaf 9 augustus 2007;

Artikel 4: Onderhavig besluit staat de maatschappij Kumpen toe om onder het gebouw, gelegen 337 Sint-Pieterssteenweg, te werken vóór de toestemming van de eigenaar;

Artikel 5: Onderhavig besluit treedt in werking op de dag van zijn bekendmaking;

Artikel 6: Een afschrift van onderhavig besluit zal aan de Chef van het plaatselijk Politiekorps overhandigd worden;

Artikel 7: De vernietiging of het wegnemen van de affiche voorzien op artikel 2 zal gestraft worden met de straf voorzien door artikel 500 van het Strafwetboek.

* * *

**Besluit van de Burgemeester houdende de ontruiming van het gebouw
gelegen nr 337 in de Sint-Pieterssteenweg.**

De Burgemeester,

Gelet op de nieuwe Gemeentewet, en in het bijzonder artikel 133&2 en artikel 135;

Gelet op het Besluit van de wn. Burgemeester van 08.08.2007 verklarende de onbewoonbaarheid van het gebouw gelegen 337 Sint-Pieterssteenweg en bevelende de Maatschappij KUMPEN om over te gaan tot stabiliseringswerken van voornoemd gebouw;

Gelet op het verslag van 13 augustus 2007 van Dhr WERTZ , Burgerlijk Ingenieur van Bgroep en handelende namens de eigenaar van het gebouw;

Overwegende dat de uitgevoerde onderzoekswerken aantonen dat een toegang voor een bepaalde duur aan de bewoners kan gelaten worden en dat een volledige toegang aan de ondernemer met de werken belast kan gelaten worden;

Gelet op het dringend karakter;

BESLIST

de volgende bepalingen:

Artikel 1: het is verboden om het gebouw gelegen 337 Sint-Pieterssteenweg te bezetten;

Artikel 2: in afwijking van artikel 1 zal het gebouw toegankelijk zijn:

op 13 augustus 2007, van 16u tot 20u voor de personen die er gedomicilieerd zijn teneinde hun

spullen en zaken, waarvan ze sinds 8 augustus 2007 ontzegd zijn, terug te halen;

voor de maatschappij Kumpen onder de toezicht van Dhr Wertz telkens als de werken het eisen;

zonder onderbreking voor de technische raadgevers, eventueel in opdracht van Dhr. Wertz.

Artikel 3: onderhavig besluit zal, via de politie aan de eigenaar en aan de bezetters van het gebouw, gelegen 337 Sint-Pieterssteenweg, aangekondigd worden alsook aan de maatschappij Kumpen;

Artikel 4: onderhavige besluit treedt in werking op de dag van de bekendmaking;

Artikel 5: een afschrift van onderhavige besluit zal aan de Chef van het plaatselijk Politiekorps overhandigd worden;

Artikel 6: de vernietiging of het wegnemen van de affiche voorzien op artikel 2 zal gestraft worden met de straf voorzien door artikel 500 van het Strafwetboek.

Gedaan te Etterbeek, op 13 augustus 2007.

* * *

**Besluit van de Burgemeester houdende de ontruiming van het gebouw
gelegen nr 337 in de Sint-Pieterssteenweg. - Opheffing**

Gelet op de nieuwe Gemeentewet, en in het bijzonder artikel 133&2 en artikel 135;

Gelet op het Besluit van de wn. Burgemeester van 08.08.2007 verklarende de onbewoonbaarheid van het gebouw gelegen 337 Sint-Pieterssteenweg en bevelende de Maatschappij KUMPEN om over te gaan tot stabliseringswerken van voornoemd gebouw;

Gelet op het verslag van 13 augustus 2007 van Dhr WERTZ , Burgerlijk Ingenieur van Bgroep en handelende namens de eigenaar van het gebouw;

Overwegende dat de uitgevoerde onderzoekingswerken aantonen dat een toegang voor een bepaalde duur aan de bewoners kan gelaten worden en dat een volledige toegang aan de ondernemer met de werken belast kan gelaten worden;

Gelet op het dringend karakter;

BESLIST

de volgende bepalingen

Artikel 1: de besluiten van 08.08.2007 en 13.08.2007 worden opgehoften;

Artikel 2: de bezetting van het gebouw is toegelaten onder voorbehoud van de eigenaar om in de korst mogelijke tijd de renovatiewerken uit te voeren van zijn privé-aansluiting aan de openbare riolering.

Artikel 3: onderhavige besluit zal aan de eigenaar en aan de bewoners van het gebouw gelegen 337 Sint-Pieterssteenweg aangekondigd worden.

Artikel 4: onderhavige besluit treedt in werking op de dag van de bekendmaking;

Artikel 5: Een afschrift van onderhavige besluit zal aan de Chef van het plaatselijk Politiekorps overhandigd worden;

* * *

Bij besluit van 09.08.2007 van de Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke regering, belast met plaatselijke besturen, de beraadslagingen van 25.06.2007, in verband met

- Een leenovereenkomst betreffende het gebouw gelegen 95 General Lemanstraat

- Een lening gunt aan Dexia Bank met het oog op de financiering van de renovatie van verschillende voetpaden
Worden vernietigd.

**(2) Sanctions administratives communales - Médiateur en matière d'amendes administratives - Subsidies du Ministère de la fonction publique, de l'Intégration sociale, de la politique des grandes villes et de l'Egalité des chances - Convention.
Gemeentelijke administratieve sancties - Bemiddelaar op het gebied van de administratieve sancties - Subsidies van het Ministerie van Ambtenarenzaken, Maatschappelijke Integratie, grootstedenbeleid en Gelijke Kansen - Overeenkomst.**

A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Le Conseil communal,

Vu l'article 117 alinéa 1 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 119 bis de la nouvelle loi communale, introduit par la loi du 13.05.1999 relative aux sanctions administratives dans les communes, modifiée à plusieurs reprises ;

Vu la délibération du Conseil communal du 20.02.2006 arrêtant le nouveau règlement général de police ;

Vu l'article 119 ter de la nouvelle loi communale, qui stipule que le conseil communal peut prévoir une procédure de médiation dans le cadre des compétences attribuées par l'art. 119bis, et que celle-ci est obligatoire au cas où elle se rapporte aux mineurs ayant atteint l'âge de 16 ans accomplis aux moments des faits ;

Vu le courrier du 13.06.2007 du Ministre de la Fonction publique, de l'Intégration sociale, de la Politique des grandes villes et de l'Egalité des chances, par lequel la commune est avertie de la mise à disposition, par le gouvernement fédéral, d'un médiateur par zone de police, chargé de la médiation prévue dans la loi sur les sanctions administratives ;

Considérant que ce médiateur aura son bureau à l'administration communale de Woluwe-Saint-Lambert, mais agira sur l'ensemble du territoire de la zone de police ;

Considérant qu'il convient donc de déterminer les modalités pratiques de cette collaboration ;

DECIDE

d'approuver la convention reprise ci-dessous :

Convention de collaboration entre la commune de WOLUWE-SAINT-LAMBERT, la commune d'ETTERBEEK et la commune de WOLUWE-SAINT-PIERRE, dans le cadre de la politique de sécurité et de l'approche de la délinquance juvénile du gouvernement fédéral.

Entre :

La commune de Woluwe-Saint-Lambert, représenté par M. Olivier MAINGAIN, Bourgmestre et M. Jacques VLASSCHAERT, Secrétaire communal, agissant en vertu d'une délibération du Conseil communal en date du 17 septembre 2007,

La commune de Etterbeek, représenté par M. Vincent DE WOLF, Bourgmestre et M. Christian DEBATY, Secrétaire communal, agissant en vertu d'une délibération du Conseil communal en date du 17 septembre 2007,

et

La commune de Woluwe-Saint-Pierre, représenté par M. Willem DRAPS, Bourgmestre ff. et M. Georges MATHOT, Secrétaire communal, agissant en vertu d'une délibération du Conseil communal en date du 17 septembre 2007,

il a été convenu et est accepté ce qui suit :

Préambule :

La loi du 13 mai 1999 modifiant la nouvelle loi communale a introduit la possibilité pour les villes et communes de prévoir, dans certaines conditions, des sanctions administratives contre les infractions à ses règlements et ordonnances.

Par ailleurs, la loi du 17 juin 2004 a inséré dans la nouvelle loi communale le recours à la médiation. Le conseil peut ainsi prévoir une procédure de médiation dans le cadre des sanctions administratives. Celle-ci est d'ailleurs obligatoire au cas où elle se rapporte aux mineurs ayant atteint l'âge de 16 ans accomplis aux moments des faits.

En date du 28 avril 2006, le gouvernement fédéral a décidé d'élargir les possibilités d'imposer des sanctions administratives dans la lutte contre les phénomènes en matière de nuisances. Il met ainsi à la disposition des communes de la zone de police Montgomery 5343 un poste de médiateur à temps plein, afin de favoriser la mise en place de la procédure de la médiation dans le cadre des sanctions administratives communales.

La présente convention a pour objectif de préciser les modalités pratiques de cette mise à disposition.

Dispositions générales concernant l'exécution de la convention :

Article 1er :

Les communes de Woluwe-Saint-Lambert, Etterbeek et Woluwe-Saint-Pierre s'engagent à collaborer ensemble afin d'affecter le poste de médiateur financé par le gouvernement fédéral, à la mise en place et l'application, sur leur territoire communal, de la procédure de médiation, telle qu'elle est prévue dans le cadre des sanctions administratives communales.

La priorité sera donnée à l'organisation de la procédure de médiation à l'égard des mineurs de plus de 16 ans.

Article 2 :

La commune de Woluwe-Saint-Lambert se chargera du recrutement du médiateur qui devra disposer d'une licence ou d'un master en droit ou en criminologie. Les communes d'Etterbeek et de Woluwe-Saint-Pierre sont associées à la procédure de recrutement. Le médiateur devra en outre être doté d'une expérience professionnelle dans le domaine de la médiation ou être en possession d'un diplôme de formation à la médiation ou encore, être prêt à suivre une telle formation.

Article 3 :

La commune de Woluwe-Saint-Lambert sera l'employeur légal de la personne engagée pour le poste de médiateur.

Elle établira un contrat de travail, entre la personne recrutée et la commune dans lequel il sera précisé la spécificité de la mission de médiateur en lien avec la présente convention, ainsi que les tâches attachées à sa fonction telles qu'elles auront été définies à l'article 4.

La commune de Woluwe-Saint-Lambert assurera par ailleurs la gestion administrative et financière liée à la vie du contrat de travail du médiateur.

Article 4 :

Conformément aux dispositions légales concernant la procédure de médiation, dans le cadre des sanctions administratives, les communes de Woluwe-Saint-Lambert, Etterbeek et Woluwe-Saint-Pierre fixent au médiateur les tâches suivantes :

Exemples de tâches :

- Mettre en place la procédure de médiation au sein des communes de Woluwe-Saint-Lambert, Etterbeek et Woluwe-Saint-Pierre;
- Se charger de tout courrier relatif à la médiation dans le cadre des sanctions administratives communales;
- Auditionner les parties et trouver un accord entre l'auteur et la victime;
- Rédiger des rapports concernant les accords survenus dans le cadre des médiations;
- Faire connaître les résultats de la médiation auprès du fonctionnaire sanctionnateur de la commune concernée et du Parquet compétent;
- Participer (organiser) aux (des) réunions de concertation entre les acteurs communaux impliqués par les sanctions administratives communales;
- Participer aux réunions d'échanges d'expérience organisées par l'Etat fédéral ;
- Rédiger le rapport annuel selon le prescrit du point III, section 3.

Article 5 :

Les communes de Woluwe-Saint-Lambert, Etterbeek et Woluwe-Saint-Pierre décident de localiser les activités du médiateur dans la commune de Woluwe-Saint-Lambert

Celle-ci mettra à la disposition du médiateur un local adapté, afin que celui-ci puisse effectuer ses séances de médiation dans des conditions optimales.

Par ailleurs, la commune fournira le support administratif nécessaire à l'exercice de la mission de médiateur.

Article 6 :

Dès la mise en place de la présente convention, les communes transmettront au médiateur leurs règlements et ordonnances de police administrative assortis en tout ou en partie de sanctions administratives. Il en ira de même de toutes modifications ultérieures de ces règlements.

Les communes s'engagent à informer leur fonctionnaire sanctionnateur, le chef de corps de leur zone de police, ainsi que les agents désignés par leur Conseil communal pour constater ou déclarer une infraction aux règlements communaux, de la présente convention et des coordonnées précises de la personne désignée pour exercer la fonction de médiateur.

Les communes en informeront également leur Procureur du Roi.

Article 7 :

Dans l'exercice de sa mission, le médiateur bénéficiera d'une indépendance dans l'exercice quotidien de sa fonction.

Celui-ci communiquera les résultats de la médiation au fonctionnaire sanctionnateur de la commune concernée, dans les plus brefs délais.

Article 8 :

Les communes de Woluwe-Saint-Lambert, Etterbeek et Woluwe-Saint-Pierre prennent note du soutien méthodologique concernant la mise en œuvre de la procédure de médiation, mis en place par le gouvernement fédéral et offert à la demande par le Service Politique des grandes villes du SPP Intégration sociale. Elles laissent la liberté au médiateur d'y recourir, selon ses besoins.

Les communes de Etterbeek et Woluwe-Saint-Pierre prennent également note de la convention qui a été signée entre la commune de Woluwe-Saint-Lambert et le Ministre de la Politique des grandes villes, dans le cadre de la politique de sécurité et de l'approche de la délinquance juvénile du gouvernement fédéral.

Elles autorisent le médiateur à participer aux réunions d'échanges d'expérience organisées par le Service politique des grandes villes du SPP Intégration sociale, à l'attention des médiateurs engagés dans les différentes villes et communes du pays, dans le cadre de la présente mesure.

Dispositions financières :

Section 1 : Financement pris en charge par l'Etat fédéral :

Article 9 :

La commune de Woluwe-Saint-Lambert bénéficiera de la subvention forfaitaire accordée par l'Etat fédéral afin de prendre en charge les frais relatifs à la rémunération du travailleur, ainsi qu'une partie des frais de fonctionnement et d'investissement nécessaires à l'exercice de sa fonction.

Elle est chargée de la gestion administrative et financière liée à cette subvention pour le compte des communes d' Etterbeek et de Woluwe-Saint-Pierre.

Article 10 :

Les communes reconnaissent avoir pris connaissance du fait que, dans le cadre de la subvention fédérale,

- seuls seront pris en compte :
 - ♣ les frais de personnel (médiateur), de fonctionnement et d'investissement qui ont un lien réel avec la mise en œuvre de la présente convention;
 - ♣ les dépenses pour lesquelles des factures ou des notes de frais peuvent être présentées.
- ne peuvent être pris en compte :
 - ♣ les frais d'amortissement pour l'utilisation d'infrastructures existantes (bâtiments, matériel, installations, mobilier, ...);
 - ♣ la "facturation interne" : par exemple la facturation d'un loyer pour la mise à disposition de bâtiments et d'infrastructures appartenant à une autorité locale ou à une association, ...;
 - ♣ les frais liés au fonctionnement structurel de la commune ou tout autre partenaire impliqué dans la mise en œuvre de la présente convention;
 - ♣ les frais pour lesquels une autre source de financement a déjà été obtenue.

Section 2: Répartition des frais de fonctionnement et d'investissement:

Article 11 :

Dans un délai de trois mois après la date anniversaire de l'engagement du médiateur, la commune de Woluwe-Saint-Lambert établit un décompte des frais de fonctionnement et d'investissements relatifs aux activités du médiateur.

Dans l'hypothèse d'un dépassement éventuel du subside attribué, les communes d'Etterbeek et de Woluwe-Saint-Pierre verseront chacune à Woluwe-Saint-Lambert 1/3 du montant dudit dépassement.

Le paiement aura lieu dans les 2 mois de l'envoi du décompte

Section 3 : Rapport annuel :

Article 12 :

Le médiateur s'engage à rédiger pour chaque commune concernée le rapport annuel demandé dans le cadre de la subvention fédérale. Pour réaliser ce rapport, il utilisera le canevas qui aura été préalablement fourni par le Service fédéral Politique des grandes villes.

La commune de Woluwe-Saint-Lambert se chargera de compiler les différentes parties du rapport, afin d'en faire un tout et de l'envoyer au Service fédéral Politique des grandes villes en temps voulu.

Section 4 : Communication :

Article 13 :

Les parties s'engagent à échanger en temps utiles toute information pertinente liée à la bonne exécution de la convention.

En outre, les communes s'engagent dans leur communication, à faire connaître du public l'origine des fonds utilisés et la présente convention, notamment par la mention « avec le soutien de la Politique fédérale des grandes villes », ainsi que l'apposition du logo de l'État fédéral et de la Politique des grandes villes.

DUREE DE LA CONVENTION

Article 14 :

La présente convention entre en vigueur le 01 octobre 2007. Sa durée est annuelle.

Elle pourra être reconduite, moyennant la signature d'une nouvelle convention.

Pour la commune d'Etterbeek : M. Vincent DE WOLF, Bourgmestre et M. Christian DEBATY, Secrétaire communal.

Pour la commune de Woluwe-Saint-Pierre : M. Willem DRAPS, le Bourgmestre f.f. et M. Georges MATHOT, Secrétaire communale.

Pour la commune de Woluwé Saint-Lambert : M ; Olivier MAINGAIN, Bourgmestre et M. Jacques VLASSCHAERT, Secrétaire communal.

De Gemeenteraad,

Gelet op artikel 117 lid 1 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 119 bis van de Nieuwe Gemeentewet, ingevoerd door de wet van 13.05.1999 met betrekking op de administratieve sancties in de gemeenten, verschillende keren gewijzigd;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 20.02.2006 houdende de bekrachtiging van het nieuw algemeen politiereglement;

Gelet op artikel 119 ter van de Nieuwe Gemeentewet, dat bepaalt dat de Gemeenteraad een bemiddelingsprocedure mag voorzien in het kader van de bevoegdheden toegekend door art. 119bis, en dat deze verplicht is in het geval dat deze betrekking heeft op minderjarigen die de volle leeftijd van 16 jaar hebben bereikt op het moment van de feiten;

Gelet op het schrijven van 13.06.2007 van de Minister van Ambtenarenzaken, Maatschappelijke Integratie, Grootstedenbeleid en Gelijke Kansen, waarbij de Gemeente verwittigd wordt van het ter beschikking te stellen, door de Federale Regering, van een bemiddelaar per politiezone, belast met de bemiddeling voorzien door de wet op de administratieve sancties;

Overwegende dat deze bemiddelaar zijn kantoor in het gemeentebestuur van Sint-Lambrechts-Woluwe zal hebben, maar over heel het territorium van de politiezone zal handelen;

Overwegende dat het geschikt is om de praktische modaliteiten van deze samenwerking te bepalen;

BESLIST

de overeenkomst hierboven goed te keuren

Samenwerkingsovereenkomst tussen de Gemeente SINT-LAMBRECHTS-WOLUWE, de Gemeente Etterbeek en de Gemeente SINT-PIETERS-WOLUWE, in het kader van het veiligheidsbeleid en de aanpak van de federale Regering m.b.t. de jeugdcriminaliteit.

Tussen:

De Gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe, vertegenwoordigd door dhr. Olivier MAINGAIN, Burgemeester, en dhr. Jacques VLASSCHAERT, Gemeentesecretaris, handelend in uitvoering van de zitting van de Gemeenteraad van 17 september 2007,

De Gemeente Etterbeek, vertegenwoordigd door dhr. Vincent DE WOLF, Burgemeester, en dhr. Christian DEBATY, Gemeentesecretaris, handelend in uitvoering van de zitting van de Gemeenteraad van 17 september 2007,

en

De Gemeente Sint-Pieters-Woluwe, vertegenwoordigd door dhr. Willem DRAPS, Burgemeester wd. en dhr. Georges MATHOT, Gemeentesecretaris, handelend in uitvoering van de zitting van de Gemeenteraad van 17 september 2007,

wordt het volgende overeengekomen en aanvaard:

Vooraf :

De wet van 13 mei 1999 tot wijziging van de nieuwe gemeentewet gaf de steden en gemeenten de mogelijkheid om onder bepaalde voorwaarden administratieve sancties te voorzien tegen inbreuken op hun reglementen en verordeningen.

Bovendien werd bij de wet van 17 juni 2004 het bemiddelingsinstrument in de nieuwe gemeentewet ingevoegd. De Raad kan dus een bemiddelingsprocedure voorzien in het kader van de administratieve sancties. Dit is bovendien verplicht wanneer het minderjarigen betreft die al 16 jaar geworden zijn op het ogenblik van de feiten.

Op 28 april 2006 besliste de federale Regering om de mogelijkheden tot oplegging van administratieve sancties uit te breiden voor een betere bestrijding van verschillende soorten overlast. De Regering stelt derhalve een voltijdse bemiddelaar ter beschikking van de gemeenten van de politieke zone Montgomery 5343, voor een vlottere implementering van de bemiddelingsprocedure in het kader van de gemeentelijke administratieve sancties.

Het doel van deze overeenkomst is de bepaling van de praktische modaliteiten van deze terbeschikkingstelling.

Algemene bepalingen m.b.t. de uitvoering van de overeenkomst :

Artikel 1:

De Gemeenten Sint-Lambrechts-Woluwe, Etterbeek en Sint-Pieters-Woluwe verbinden zich ertoe om samen te werken voor het inzetten van de door de federale Regering gefinancierde bemiddelaar voor de implementering en toepassing, op het grondgebied van deze gemeenten, van de bemiddelingsprocedure, zoals voorzien in het kader van de gemeentelijke administratieve sancties.

De prioriteit gaat daarbij uit naar de organisatie van de bemiddelingsprocedure ten aanzien van minderjarigen van 16 jaar en ouder.

Artikel 2:

De Gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe zal instaan voor de aanwerving van de bemiddelaar, die moet beschikken over een licentie of master in de rechten of in de criminologie. De Gemeenten Etterbeek en Sint-Pieters-Woluwe kunnen bij de aanwervingprocedure worden betrokken. De bemiddelaar moet bovendien beroepservaring hebben in het bemiddelingsdomein of moet houder zijn van een diploma van een bemiddelingsopleiding of moet bereid zijn een dergelijke opleiding te volgen.

Artikel 3:

De Gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe zal de wettelijke werkgever van de nieuw aangeworven bemiddelaar zijn.

Deze zal een arbeidsovereenkomst opstellen tussen de aangeworven bemiddelaar en de Gemeente, waarin de specifieke opdracht van de bemiddelaar wordt beschreven m.b.t. deze overeenkomst, alsook de taken die aan deze functie verbonden zijn, zoals gedefinieerd in artikel 4.

De Gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe zal bovendien instaan voor het administratieve en financiële beheer van de arbeidsovereenkomst opgemaakt met de bemiddelaar.

Artikel 4:

In overeenstemming met de wettelijke bepalingen inzake de bemiddelingsprocedure in het kader van de gemeentelijke administratieve sancties, leggen de Gemeenten Sint-Lambrechts-Woluwe, Etterbeek en Sint-Pieters-Woluwe het takenpakket van de bemiddelaar als volgt vast:

Voorbeelden van taken:

- Implementering van de bemiddelingsprocedure in de Gemeenten Sint-Lambrechts-Woluwe, Etterbeek en Sint-Pieters-Woluwe;
- Instaan voor alle correspondentie aangaande de bemiddeling in het kader van de gemeentelijke administratieve sancties;
- De partijen horen en een regeling trachten te treffen tussen dader en slachtoffer;
- Verslagen opmaken m.b.t. de regelingen die in het kader van de bemiddeling werden overeengekomen;
- De bemiddelingsresultaten overmaken aan de sanctionerende ambtenaar van de betrokken gemeente en het bevoegde parket;
- Deelnemen aan (organiseren van) vergaderingen voor overleg tussen de verschillende actoren op gemeentelijk niveau die betrokken zijn bij de gemeentelijke administratieve sancties;
- Deelnemen aan de meetings voor de uitwisseling van ervaringen, georganiseerd door de federale Staat
- Het jaarverslag opstellen volgens het voorschrift van punt III, afdeling 3.

Artikel 5:

De Gemeenten Sint-Lambrechts-Woluwe, Etterbeek en Sint-Pieters-Woluwe beslissen om de activiteiten van de bemiddelaar te situeren in de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe.

Deze zal een aangepast lokaal ter beschikking stellen van de bemiddelaar, opdat zijn bemiddelingssessies in optimale omstandigheden kunnen verlopen.

De Gemeente zal daarnaast de administratieve ondersteuning verlenen nodig voor de uitoefening van de functie van bemiddelaar.

Artikel 6:

Bij aanvang van deze overeenkomst zullen de Gemeenten aan de bemiddelaar hun reglementen en administratieve politieverordeningen overmaken, allemaal of deels vergezeld van de bijbehorende administratieve sancties. Dit geldt tevens voor alle latere wijzigingen aan deze reglementen.

De Gemeenten verbinden zich ertoe hun sanctionerende ambtenaar, de korpschef van hun politiezone, alsook de agenten die door de Gemeenteraad werden aangesteld voor vaststelling of aangifte van overtredingen op de gemeentereglementen, op de hoogte te brengen van deze overeenkomst en van de precieze details van de persoon die wordt aangesteld in de functie van bemiddelaar.

De Gemeenten zullen eveneens hun procureur des Konings inlichten.

Artikel 7:

Wat de vervulling van zijn opdrachten betreft, zal de bemiddelaar autonomie genieten bij de dagelijkse uitoefening van zijn functie.

Hij zal de bemiddelingsresultaten zo snel mogelijk aan de sanctionerende ambtenaar van de betrokken Gemeente meedelen.

Artikel 8:

De Gemeenten Sint-Lambrechts-Woluwe, Etterbeek en Sint-Pieters-Woluwe nemen nota van de methodologische ondersteuning die de federale Regering voorziet voor de implementering van de bemiddelingsprocedure en die op verzoek door de Dienst Grootstedenbeleid van de POD Maatschappelijke Integratie wordt geboden. Ze laten de bemiddelaar vrij om er al dan niet gebruik van te maken, volgens zijn behoeften.

De Gemeenten Etterbeek en Sint-Pieters-Woluwe nemen tevens nota van de overeenkomst die werd ondertekend tussen de Gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe en de Minister van Grootstedenbeleid, in het kader van het veiligheidsbeleid en de aanpak van de federale Regering m.b.t. de jeugdcriminaliteit.

Ze geven de bemiddelaar de toestemming om deel te nemen aan de vergaderingen voor de uitwisseling van ervaringen die door de Dienst Grootstedenbeleid van de POD Maatschappelijke Integratie worden georganiseerd en die bedoeld zijn voor de bemiddelaars die werkzaam zijn in de verschillende steden en gemeenten van het land, in het kader van de huidige maatregel.

Financiële bepalingen:

Afdeling 1 : Financiering ten laste van de federale Staat :

Artikel 9:

De Gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe zal een forfaitaire toelage ontvangen van de federale Staat voor de tenlasteneming van de kosten voor bezoldiging van de medewerker, alsook een deel van de werkings- en investeringskosten nodig voor de correcte uitoefening van zijn functie.

De Gemeente wordt belast met het administratieve en financiële beheer van deze toelage voor rekening van de Gemeenten Etterbeek en Sint-Pieters-Woluwe.

Artikel 10:

De Gemeenten bevestigen dat ze kennis hebben genomen van het feit dat, in het kader van de federale toelage,

- enkel rekening zal worden gehouden met:
 - ♣ de personeelskosten (bemiddelaar), de werkings- en investeringskosten die effectief verband houden met de uitvoering van deze overeenkomst;
 - ♣ de uitgaven waarvoor facturen of onkostennota's kunnen worden voorgelegd.
- worden dus niet in aanmerking genomen:
 - ♣ de afschrijvingskosten voor het gebruik van bestaande infrastructuren (gebouwen, materieel, inrichtingen, meubilair, ...);
 - ♣ "interne facturatie": bijvoorbeeld de facturatie van huurgeld voor de terbeschikkingstelling van gebouwen en infrastructuren die eigendom zijn van een plaatselijke overheid of vereniging, ...;
 - ♣ de kosten verbonden aan de structurele werking van de Gemeente of een andere partner betrokken bij de implementering van deze overeenkomst;
 - ♣ kosten waarvoor reeds een andere bron van financiering werd gevonden.

Afdeling 2 : Verdeling van de werking en investeringkosten :

Artikel 11:

Binnen drie maanden na de verjaardagsdatum van de indienstneming van de bemiddelaar, stelt de Gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe een afrekening op van de kosten van werking en investeringen betreffende de activiteiten van de bemiddelaar.

In de veronderstelling van een eventuele overschrijding van de toegekende subsidie, zullen de Gemeenten Etterbeek en Sint-Pieters-Woluwe elk aan Sint-Lambrechts-Woluwe 1/3 van het bedrag van bovenvermelde overschrijding betalen.

De betaling zal binnen de 2 maanden van de zending van de afrekening plaatsvinden

Afdeling 3 : Jaarverslag :

Artikel 12:

De bemiddelaar verbindt zich ertoe om voor elke gemeente, het jaarverslag op te maken dat wordt gevraagd in het kader van de federale toelage. Voor de opstelling van dit verslag zullen ze gebruik maken van het modeldocument dat eerder door de federale Dienst Grootstedenbeleid werd toegezonden.

De Gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe zal dan instaan voor de bundeling van de verschillende delen tot één verslag, dat vervolgens binnen de vooropgestelde termijn wordt verstuurd naar de federale Dienst Grootstedenbeleid.

Afdeling 4 : Communicatie :

Artikel 13:

De partijen verbinden zich ertoe te gelegener tijd alle relevante informatie uit te wisselen die betrekking heeft op de goede uitvoering van de overeenkomst.

Bovendien verbinden de Gemeenten zich ertoe om in hun communicatie de oorsprong van de aangewende fondsen en deze overeenkomst bij het publiek bekend te maken, met name via de vermelding « met de steun van het federale Grootstedenbeleid », alsook het aanbrengen van het logo van de federale Staat en van Grootstedenbeleid.

Duur van de overeenkomst :

Artikel 14:

Deze overeenkomst gaat in op 01 oktober 2007 en is één jaar geldig.

Deze kan worden verlengd mits ondertekening van een nieuwe overeenkomst.

Opgemaakt te Sint-Lambrechts-Woluwe in drie exemplaren, op XXXX 2007.

Voor de Gemeente Etterbeek : Dhr Vincent DE WOLF, Burgemeester en dhr Christian DEBATY, Gemeentesecretaris.

Voor de Gemeente Sint-Pieters-Woluwe : Dhr Willem DRAPS, de wn. Burgemeester en dhr Georges MATHOT, Gemeentesecretaris.

Voor de Gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe : Dhr Olivier MAINGAIN, Burgemeester en dhr Jacques VLASSCHAERT, Gemeentesecretaris.

- (3) Conseil communal - Section des chefs de groupe politique - Règlement d'ordre intérieur - Modifications.
Gemeenteraad - Sectie van de politieke fractieleiders - Reglement van inwendig orde - Wijzigingen.**

Ce point est retiré de l'ordre du jour du conseil communal.

Dit punt is van de dagorde van de gemeenteraad uitgeschrapt.

- (4) Service de Prévention - Cadre temporaire des APS sous statut Activa - Ajout de 2 emplois équivalents temps plein au cadre des APS sous statut Activa pour une période de 4 mois.
Preventiedienst - Tijdelijk kader van de stadswachters onder het statuut Activa - Toevoeging van 2 betrekkingen gelijkgesteld aan een voltijdse werkduur aan het tijdelijk kader van de stadswachters onder het Activa statuut.**

A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Le Conseil communal,

Vu les délibérations du Conseil communal des 10 février 1994 et 10 avril 1995, portant conclusion d'un Contrat de Sécurité entre l'Etat fédéral, représenté par le Ministre de l'Intérieur, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et la commune d'Etterbeek ;

Vu la décision du Conseil communal en sa séance du 26.01.2004 créant le cadre temporaire des Agents de Prévention et de Sécurité sous statut Activa ;

Vu la convention proposée par le SPF Intérieur relative à l'octroi d'une subvention supplémentaire pour l'année 2007 pour 2 emplois Equivalent Temps plein d'Assistant de Prévention et de Sécurité sous statut Activa ;

Considérant qu'il serait judicieux d'accepter l'extension de cadre proposée par le SPF Intérieur car la mission des Agents de Prévention et de Sécurité apporte pleine satisfaction à la population etterbeekoise ;

Considérant que le nouveau cadre temporaire serait alors constitué de

13 Equivalents Temps plein : A.P.S., sous statut Activa, de niveau E à D, dans les liens d'un contrat à durée indéterminée ;

2 Equivalents Temps plein : A.P.S., sous statut Activa, de niveau E à D, dans les liens d'un contrat à durée déterminée du 1^{er} septembre 2007 au plus tôt jusqu'au 31 décembre 2007.

Considérant que les contrats à durée déterminée des 2 Equivalents Temps plein supplémentaires pourraient être reconduit en 2008 après autorisation du SPF Intérieur ;

Vu l'accord du Comité d'accompagnement ;

Considérant que le projet de la présente délibération a été soumis à la négociation avec les organisations syndicales représentatives dont protocole ci-annexé ;

Vu les articles 100, 117 et 145 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE

d'approuver l'extension du cadre temporaire des APS sous statut Activa de 2 emplois Equivalent Temps plein supplémentaires pour la période du 01.09.2007 au 31/12/2007.

Copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, à M. le Receveur communal et au Service du Personnel.

De Gemeenteraad,

Preventiedienst - Tijdelijk kader van de stadswachters onder het statuut Activa – Toevoeging van 2 betrekkingen gelijkgesteld aan een voltijdse werkduur aan het tijdelijk kader van de stadswachters onder het Activa statuut.

Gezien de beraadslagingen van de Gemeenteraad van 10 februari 1994 en 10 april 1995 houdende een besluitvorm van het Veiligheidscontract tussen de Federale Staat, vertegenwoordigt door de Minister van Binnenlandse zaken, door de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeente Etterbeek ;

Gezien de beslissing van de Gemeenteraad van 26.01.2004 die een tijdelijk kader van Stadswachters onder het statuut Activa scheidt ;

Gezien de conventie voorgesteld door het FOD Binnenlandse zaken betreffende de toekenning van bijkomende subsidies voor het jaar 2007 voor 2 betrekkingen gelijkgesteld aan een voltijdse werkduur van stadswachters onder het Activa statuut ;

Overwegende dat het verstandig zou zijn om deze kaderuitbreiding, voorgesteld door het FOD Binnenlandse zaken, te aanvaarden omdat de opdracht van de stadswachters volledige tevredenheid brengt aan de bevolking van Etterbeek ;

Overwegende dat het nieuw tijdelijk kader zal dus bestaan uit :

13 betrekkingen gelijkgesteld aan een voltijdse werkduur : stadswachters, onder het statuut Activa, van niveau E tot D, in de hoedanigheid van een arbeidsovereenkomst van onbepaalde duur;

2 betrekkingen gelijkgesteld aan een voltijdse werkduur : stadswachters, onder het statuut Activa, van niveau E tot D, in de hoedanigheid van een arbeidsovereenkomst van bepaalde duur van ten vroegste 1 september 2007 tot 31 december 2007.

Overwegende dat de arbeidsovereenkomsten van bepaalde duur van de 2 bijkomende betrekkingen gelijkgesteld aan een voltijdse werkduur verlenget zullen kunnen worden in 2008 na goedkeuring van het FOD Binnenlandse zaken ;

Gezien het akkoord van het begeleidingscomité ;

Overwegende dat het project van deze beraadslaging onderworpen werd aan de onderhandeling met de vertegenwoordigende vakbondsorganisaties, waarvan protocol in bijlage ;

Gezien de artikels 100, 117 en 145 van de nieuwe gemeentewet ;

BESLIST

Om de toevoeging van 2 bijkomende betrekkingen gelijkgesteld aan een voltijdse werkduur aan het tijdelijk kader van de stadswachters onder het Activa statuut goed te keuren voor de periode van 1 september 2007 tot 31 december 2007.

Afschrift van deze beraadslaging zal worden overgemaakt aan de H. Minister en Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de dienst Personeelsbeleid.

- (5) Régie Foncière - Fixation des conditions de divers marchés publics - Article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale - Communication pour information.
Regie van Grondbeleid - Vastellen van de voorwaarden van verschillende overheidsopdrachten - Artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet - Mededeling ter kennisgeving.**

A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Le Conseil Communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil Communal pour fixer, dans le cas d'un recours à la procédure négociée sans publicité, les conditions du marché s'il est fait application de l'article 17 § 2-1° a) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Attendu qu'il s'agit des marchés par procédure négociée dont la dépense à approuver ne dépasse pas le montant de 67.000 €, hors T.V.A. ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa plus prochaine séance ;

Attendu que les décisions suivantes ont été prises par le Collège des Bourgmestre et Echevins :

Date : 21 juin 2007.

Objet : Patrimoine immobilier géré par le service de la Régie Foncière – Fourniture de revêtements vinyliques - Choix du mode de passation du marché par procédure négociée sans publicité préalable – Désignation de l'adjudicataire – Exercice 2007.

Estimation de la dépense : 6.000,00 €, hors T.V.A.

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2007 de la Régie Foncière.

Date : 28 juin 2007.

Objet : Patrimoine immobilier géré par le service de la Régie Foncière – Fourniture de matériel électrique - Choix du mode de passation du marché par procédure négociée sans publicité préalable – Désignation de l'adjudicataire – Exercice 2007

Estimation de la dépense : 13.000,00 €, hors T.V.A.

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2007 de la Régie Foncière.

DECIDE

De prendre pour information les décisions du Collège de Bourgmestre et Echevins dont question ci-dessus et ce en application de l'article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de bevoegdheid van de Gemeenteraad uit te oefenen voor het vaststellen van de voorwaarden van de opdrachten die worden gegund bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking met toepassing van artikel 17 § 2-1° a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten ;

Aangezien dat het opdrachten betreft gegund bij onderhandelingsprocedure waarvan de goed te keuren uitgave het bedrag van 67.000 €, B.T.W. niet begrepen, niet overschrijdt ;

Aangezien dat de beslissingen in dit kader genomen door het College van Burgemeester en Schepenen moeten ter kennisgeving medegedeeld worden aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering ;

Aangezien dat de volgende beslissingen werden genomen door het College van Burgemeester en Schepenen :

Datum : 21 juni 2007.

Onderwerp : Onroerend patrimonium beheerd door de dienst van de Regie van Grondbeleid – Levering van vinyl vloerbekleding – Keuze van de gunningswijze van de opdracht bij onderhandelingsprocedure zonder voorafgaandelijke publiciteit – Aanduiding van de aannemer – Dienstjaar 2007.

Raming van de uitgave : 6.000,00 €, zonder B.T.W.

Begrotingsartikel : 614.01 van de gewone begroting 2007 van de Regie van Grondbeleid.

Datum : 28 juni 2007.

Onderwerp : Onroerend patrimonium beheerd door de dienst van de Regie van Grondbeleid – Levering van elektrisch materiaal – Keuze van de gunningswijze van de opdracht bij onderhandelingsprocedure zonder voorafgaandelijke publiciteit – Aanduiding van de aannemer – Dienstjaar 2007.

Raming van de uitgave : 13.000,00 €, zonder B.T.W.

Begrotingsartikel : 614.01 van de gewone begroting 2007 van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST

Kennis te nemen van bovenvermelde beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen en dit in toepassing van artikel 234 derde lid van de nieuwe gemeentewet.

- (6) Convention 2007 APS Contingent complémentaire - Approbation.
Overeenkomst 2007 Bijkomende Stadswachten Contingent - Goedkeuring.**

A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Le Conseil communal,

Vu la lettre du Ministère de l'Intérieur du 19 juillet 2007 décidant d'octroyer un subside à la Commune d'Etterbeek pour l'engagement d'un contingent APS complémentaire pour l'année 2007;

Attendu qu'à cet effet, une convention a été établie par le Ministère de l'Intérieur;

Considérant que cette convention constitue une annexe au Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention 2007-2010 de la Commune d'Etterbeek;

DECIDE

D'approuver l'annexe au Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention 2007-2010 de la Commune d'Etterbeek.

De Gemeenteraad,

Gelet op de brief van het Ministerie van binnenlandse Zaken van 19 juli 2007 die besluit om een subsidie toe te staan aan de gemeente Etterbeek voor de verplichting van een bijkomend contingent stadswachten, voor de jaar 2007;

Overwegende dat met het oog hierop, een overeenkomst door het Ministerie van Binnenlandse Zaken gesloten is;

Overwegende dat deze overeenkomst een bijlage bij de Strategische veiligheids- en preventieplan 2007-2010 van de Gemeente Etterbeek vormt;;

BESLIST

De bijlage bij de Strategische veiligheids- en preventieplan 2007-2010 van de Gemeente Etterbeek hier bijgevoegde goed te keuren.

Voir annexe – Zie bijlage

L'urgence est votée à 26 oui et 5 non.

De spoedeisendheid is met 26 ja-stemmen en 5 neen-stemmen gestemd.

- (7) Règlement général sur la bâtisse de la commune d'Etterbeek du 16 janvier 1948 - article 23: Arrières bâtiments - Interprétation en fonction des articles 88 et 94 du COBAT - Abrogation Algemeen Bouwreglement van de gemeente Etterbeek van 16 januari 1948 - artikel 23: Achtergebouwen - Interpretatie volgens artikels 88 en 94 van de BWRO - Intrekking**

Par 26 oui et 5 non, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met 26 ja-stemmen en 5 neen-stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Ont voté oui/Hebben ja gestemd

Sandrine ES, Christophe GASIA, Marie-Rose GEUTEN, Chantal HOORNAERT, Christina KARKAN, Rik JELLEMA, Jean-Claude LAURENT, Jean LAURENT, Patrick LENAERS, Rachid MADRANE, Gisèle MANDAILA, Marie-Pascale MINET, Ahmed M'RABET, Eliane PAULISSEN-DE MEULEMEESTER, Jean-Luc ROBERT, Nouridine TAYBI, Frank VAN BOCKSTAL, Didier van EYLL, Laurent VLEMINCKX, Claire ALLARD, Rik BAETEN, Jacqueline BERGER, Jean CORNIL, Patrick CUISINIER, Bernard de MARCKEN de MERKEN, Vincent DE WOLF.

Ont voté non/Hebben neen gestemd

Kathy MOTTET, Stéphane VAN VAERENBERGH, Charles de BROUCHOVEN de BERGEYCK, Corinne DE HENAU-MIKOLAJCZAK, André du BUS de WARNAFFE.

Le Conseil communal,

Vu la nouvelle loi communale, notamment en son article 117 ;

Vu le Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire (COBAT) et plus particulièrement ses articles 88 à 97 ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 mai 2001 adoptant le Plan Régional d'Affectation du Sol (PRAS) ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 novembre 2006 arrêtant les titres Ier à VIII du Règlement Régional d'Urbanisme applicable à tout le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale (RRU) ;

Vu le règlement général sur les bâtisses adopté par le Conseil communal de la commune d'Etterbeek le 16 janvier 1948 ;

Considérant que l'article 23 du règlement général sur les bâtisses du 16 janvier 1948 est relatif aux arrière-bâtiments ; que cet article interdit notamment la construction et la transformation d'arrière-bâtiments, sauf exception (1°) ; qu'il interdit également que les arrière-bâtiments comportent des locaux à usage d'habitation (2°) ;

Considérant pourtant que le PRAS permet la construction de logements dans la plupart des zones, en ce compris, dans certains cas, en intérieur d'îlot ;

Considérant qu'il y a donc contradiction entre ces deux textes ;

Considérant que l'intérêt général et la sécurité juridique imposent d'éviter toute difficulté d'interprétation liée au caractère contradictoire dudit règlement par rapport au PRAS ;

Considérant qu'en effet, interdire de manière systématique la construction d'arrière-bâtiments affectés au logement, alors que le PRAS le permet, est contradictoire aux dispositions dudit plan reprises ci-dessous ;

Considérant que, par ailleurs, cet article 23 ne correspond plus à une conception contemporaine du bon aménagement des lieux ;

Considérant qu'en effet, la construction d'arrière-bâtiments devrait être autorisée, pour autant que les prescriptions du titre I du RRU en matière d'implantation soient respectées ou qu'il y soit dérogé conformément à l'article 155, § 2 du COBAT ;

Considérant en outre qu'il n'y a pas lieu d'interdire les locaux à usage d'habitation là où cette destination est autorisée par le PRAS ; qu'en effet le PRAS stipule en son article 2.5 1° que : "*seuls les actes et travaux relatifs au logement, aux équipements d'intérêt collectif ou de service public ainsi qu'aux commerces en liseré de noyau commercial peuvent porter atteinte aux intérieurs d'îlots*" ;

Considérant par conséquent qu'il y a lieu d'abroger les alinéas 1° et 2° de l'article 23 du règlement général sur les bâtisses du 16 janvier 1948 ;

Considérant que, suite à l'abrogation des alinéas 1° et 2° de l'article 23, le maintien des alinéas 3° à 5° ne se justifie plus ;

Considérant en outre que ces alinéas 3° à 5° sont également obsolètes et ne correspondent plus au bon aménagement des lieux ; que ceux-ci font également double emploi avec les dispositions du titre I du RRU ;

Considérant que les dispositions du PRAS, et notamment sa prescription 0.6. qui précise que "*dans toutes les zones, les actes et travaux améliorent, en priorité, les qualités végétales, ensuite, minérales, esthétiques et paysagères des intérieurs d'îlots et y favorisent le maintien ou la création des surfaces de pleine terre*", ainsi que celles du titre I du RRU sont suffisantes pour encadrer la construction d'arrière-bâtiments ;

Considérant que la sécurité juridique et le bon aménagement du territoire commandent d'abroger la totalité de l'article 23 du règlement général sur les bâtisses du 16 janvier 1948 ;

DECIDE

Article 1.-: Est adoptée provisoirement la décision d'abroger l'article 23 du règlement général sur les bâtisses du 16 janvier 1948.

Article 2.-: La présente délibération, ainsi que la version coordonnée du règlement général sur les bâtisses ci-annexée, seront soumises par le Collège à une enquête publique, conformément à l'article 92 du COBAT ainsi qu'aux formalités légales en la matière.

De Gemeenteraad,

Gelet op de nieuwe Gemeentewet en in het bijzonder artikel 117;

Gelet op het Brussels Wetboek voor Ruimtelijke Ordening (BWRO) en in het bijzonder artikels 88 tot 97;

Gelet op het Besluit van de Regering van het Brussels Hoofdsteljk Gewest van 3 mei 2001 houdende de goedkeuring van het Gewestelijk Bestemmingsplan (GBP);

Gelet op het Besluit van de Regering van het Brussels Hoofdsteljk Gewest van 21 november 2006 houdende vaststelling van de titels I tot VIII van het Gewestelijk Stedenbouwkundige Verordening (G.S.V.) van toepassing op heel het grondgebied van het Brussels Hoofdsteljk Gewest

Gelet op het algemeen bouwreglement goedgekeurd door de Gemeenteraad van de Gemeente Etterbeek op 16 januari 1948;

Overwegende dat artikel 23 van het algemeen bouwreglement van 16 januari 1948 gericht is op de achtergebouwen, dat dit artikel in het bijzonder het bouwen en de verandering van achtergebouwen verbiedt, behalve uitzondering (1°); dat dit artikel ook verbiedt dat de achtergebouwen lokalen zouden kunnen bevatten die als woning zouden gebruikt kunnen worden (2°);

Overwegende dat het GBP de oprichting van woongebouwen in de meeste zones toelaat, met inbegrip, in sommige gevallen, in een binnenhuizenblok;

Overwegende dat er dus een tegenstelling tussen deze twee teksten bestaat;

Overwegende dat het algemeen belang en de juridische veiligheid voorschrijven alle interpretatiemoeilijkheden te vermijden verbonden met het tegenstrijdig karakter van voornoemd reglement in verband met het GBP te vermijden;

Overwegende dat het systematisch verbieden van het bouwen van achtergebouwen bestemd voor de huisvesting, terwijl het GBP het toelaat, inderdaad in tegenstrijd is met de schikkingen van het plan hieronder hernomen;

Overwegende dat bovendien, artikel 23 niet meer overeenkomt met een hedendaagse opvatting van de goede plaatselijke ordening;

Overwegende dat het bouwen van achtergebouwen zou moeten toegelaten worden, voor zover dat de voorschriften van titel I van de G.S.V op het gebied van de implatingen zouden eerbiedigd worden of tenzij ervan wordt afgeweken overeenkomstig artikel 155 §2 van de BWRO;

Overwegende dat er bovendien geen reden is om de lokalen bestemd voor de woonfunctie te verbieden, daar waar alleen deze bestemming toegelaten wordt door het GBP ; dat inderdaad het GBP de nadruk legt in zijn artikel 2.5 1° «*enkel de handelingen en werken die betrekking hebben op de huisvesting, op de voorzieningen van collectief belang of van openbare diensten, alsmede op de handelszaken binnen een lint voor handelskernen de binnenterreinen van huizenblokken aantasten mogen aantasten*»;

Overwegende dat er bijgevolg reden is om alinea 1° en 2° van artikel 23 van het algemeen bouwreglement van 16 januari 1948 in te trekken;

Overwegende dat, ingevolge de intrekking van alinea's 1° en 2° van artikel 23, het behoud van alinea 3° tot 5° niet meer gerechtvaardigd is;

Overwegende bovendien dat deze alinea's van 3° tot 5° volkomen ouderwets zijn en niet meer overeenkomen met de goede plaatselijke ordening; dat deze ook een herhaling zouden vormen met de schikkingen bepaald in de G.S.V;

Overwegende dat de schikkingen van het GBP, en in het bijzonder zijn voorschrift 0.6 dat verduidelijkt dat «*In alle gebieden verbeteren de handelingen en de werken, bij voorrang, de groene, en nadien de minerale, esthetische en landschapskwaliteit van de binnenterreinen van huizenblokken en bevorderen zij er de instandhouding of de aanleg van oppervlakten in volle grond*»

Overwegende dat de juridische veiligheid en de goede ordening van het gebied de intrekking bevelen van het geheel van artikel 23 van het algemeen bouwreglement van 16 januari 1948;

BESLIST

Artikel 1: de beslissing om de voorlopige intrekking van artikel 23 van het algemeen bouwreglement van 16 januari 1948 goed te keuren;

Artikel 2: de onderhavige beslissing zal, alsook de gecoördineerde versie van het algemeen bouwreglement hier in bijlage, door het College onderworpen worden aan een penbaar onderzoek overeenkomstig artikel 92 van het BWRO alsook aan de wettelijke formaliteiten op dat gebied.

Voir annexe – Zie bijlage.

Messieurs Jean LAURENT, Laurent VLEMINCKX et Madame Eliane PAULISSEN-DE MEULEMEESTER sortent de séance.

De Heren Jean LAURENT, Laurent VLEMINCKX en Mevrouw Eliane PAULISSEN-DE MEULEMEESTER verlaten de zitting.

(21) C.P.A.S. - Compte 2006 O.C.M.W. - Reken ing 2006

Par 23 oui et 5 abstentions, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met 23 ja-stemmen en 5 onthoudingen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Ont voté oui/Hebben ja gestemd

Sandrine ES, Christophe GASIA, Marie Rose GEUTEN, Chantal HOORNAERT, Christina KARKAN, Rik JELLEMA, Jean Claude LAURENT, Patrick LENAERS, Rachid MADRANE, Gisèle MANDAILA, Marie Pascale MINET, Ahmed M'RABET, Jean Luc ROBERT, Nourdine TAYBI, Frank VAN BOCKSTAL, Didier van EYLL, Laurent VLEMINCKX, Claire ALLARD, Rik BAETEN, Jacqueline BERGER, Jean CORNIL, Patrick CUISINIER, Bernard de MARCKEN de MERKEN,

Se sont abstenu/Hebben zich onthouden

Kathy MOTTET, Stéphane VAN VAERENBERGH, Charles de BROUCHOVEN de BERGEYCK, Corinne DE HENNAU-MIKOLAJCZAK, André du BUS de WARNAFFE.

Le Conseil,

Attendu qu'en séance du 27 août 2007, le Conseil de l'aide sociale a arrêté provisoirement les comptes de 2006 suivant les directives des articles 89 et 111 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale;

	Exploitation	Investissement	Total
Droits constatés (irrecouvrables déduits)	38.195.248,64	418.127,30	38.613.375,94
Engagements (engagements abandonnés déduits)	37.513.807,80	1.099.185,19	38.612.992,99
Résultat comptable	681.440,84	- 681.057,89	382,95

Encaissements	32.203.879,30	221.196,50	32.425.075,80
Paielements	36.681.996,43	374.534,28	37.056.530,71
Résultat de trésorerie	- 4.478.117,13	- 153.337,78	- 4.631.454,91

Attendu que le résultat comptable doit être rectifié avec la variation de la provision pour les créances douteuses ;

Attendu que le résultat corrigé s'élève à € 36.880,64 (382,95 + 36.497,69) et que la commune peut diminuer son intervention 2007 du même montant ;

Attendu que l'intervention communale pour l'exercice 2007 s'élèvera dès lors à € 9.464.119,36 au lieu de € 9.501.000,00 ;

APPROUVE

- le compte général de l'exercice 2006 du Centre public d'aide sociale d'Etterbeek.
- le montant de son intervention 2007.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat in zitting van 27 augustus 2007, de Raad voor Maatschappelijk Welzijn de rekeningen over het dienstjaar 2006 voorlopig heeft vastgesteld overeenkomstig de bepalingen van artikel 89 en 111 van de organieke wet van 8 juli 1976 op de openbare centra voor maatschappelijke welzijn ;

	Exploitation	Investeringen	Totaal
Vastgestelde rechten (oninvorderbare afgetrokken)	38.195.248,64	418.127,30	38.613.375,94
Aanwendungen (afgestane Anwendungen afgetrokken)	37.513.807,80	1.099.185,19	38.612.992,99
Boekhoudkundig resultaat	681.440,84	- 681.057,89	382,95

Inningen	32.203.879,30	221.196,50	32.425.075,80
Betalings	36.681.996,43	374.534,28	37.056.530,71
THESAURIERESULTAAT	- 4.478.117,13	- 153.337,78	- 4.631.454,91

Overwegende dat het boekhoudkundig resultaat verbeterd moet worden met de wijziging in het reservefonds voor onzekere vorderingen;

Overwegende dat het verbeterd resultaat vastgesteld wordt op € 36.880,64 (382,95 + 36.497,69) en dat de gemeente haar tussenkomst voor 2007 met hetzelfde bedrag mag verminderen;

Overwegende dat bijgevolg de gemeentelijke tussenkomst € 9.464.119,36 zal bedragen in plaats van € 9.501.000,00;

KEURT GOED

- de algemene rekening over het dienstjaar 2006 van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Etterbeek.
- het bedrag van haar tussenkomst 2007.

Voir annexe – Zie bijlage.

Messieurs Jean LAURENT, Laurent VLEMINCKX et Madame Eliane PAULISSEN-DE MEULEMEESTER rentrent en séance.

De Heren Jean LAURENT, Laurent VLEMINCKX en Mevrouw Eliane PAULISSEN-DE MEULEMEESTER komen in zitting terug.

**(8) Voirie - Renouvellement de divers trottoirs - Programme 2007 - Choix du marché - Demande de subsides
Wegen - Vernieuwing van verschillende voetpaden - Programma 2007 - Keuze van de opdracht - Toelagenaanvraag**

A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Le Conseil communal,

Attendu qu'un crédit de € 2.200.000,00 est inscrit à l'article 421/731-60 du budget extraordinaire de 2007 en vue de la réalisation de travaux de voirie ;

Attendu que le programme de cette année prévoit, entre autres, le renouvellement de divers trottoirs, à savoir :

- rue Nothomb :	€ 158.000,00
- rue Ernest Havaux :	€ 95.000,00
- rue de Haerne (entre Theux et Victor Jacobs) :	€ 195.000,00
- rue d'Oultremont (côté impair entre Yser et Gérard) :	€ 52.000,00

Total estimation : € 500.000,00 , TVA 21 % comprise

Attendu que ce marché fera l'objet d'une adjudication publique sur base du cahier spécial des charges n° TP/LG/07/03 ;

Attendu que ce marché sera soumis aux règles de publicité prévues par l'Arrêté Royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'Arrêté Royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Vu l'annexe de l'Arrêté Royal précité établissant le cahier général des charges ;

Vu l'article 234 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'Arrêté Royal du 25 janvier 2001 concernant les chantiers temporaires ou mobiles et plus particulièrement l'article 30 relatif à l'établissement, par un coordinateur de chantier, d'un plan de sécurité et de santé ;

Attendu que les subventions régionales (90 %) seront sollicitées pour la présente entreprise et ce dans le cadre du programme triennal d'investissement 2007 - 2009 ;

Attendu que conformément à l'article 28 de l'Ordonnance du 16 juillet 1998, peuvent bénéficier d'un taux majoré (60 %), lorsqu'ils contribuent à la mise en œuvre de politiques prioritaires du Plan Régional de Développement, certains investissements et plus particulièrement la création, l'aménagement, l'amélioration ou la restauration d'itinéraires cyclables et piétons ;

Attendu que ce taux de 60 % peut être porté à 90 % pour les communes qui en font la demande expresse et qui perçoivent pour l'année qui précède le début de chaque triennat, une dotation générale par habitant supérieure à la moyenne générale ;

Attendu que notre commune introduira une demande en ce sens ;

Vu l'article 22 § 1-5° de l'Ordonnance du 16 juillet 1998 relative à l'octroi de subsides destinés à encourager la réalisation d'investissements d'intérêt public ;

Vu l'article 4-3° et 5° de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 fixant la composition des dossiers de demandes de subsides et la nature des pièces justificatives ;

Attendu que conformément à ces deux articles de loi, le demandeur doit, d'une part, établir un programme d'entretien chiffré portant sur les cinq années qui suivent la réception définitive des travaux et, d'autre part, s'engager à ne pas aliéner et ne pas modifier l'affectation du bien pendant une période de vingt ans à dater de la date d'octroi de subsides, sans en avertir au préalable l'Autorité Subsidiante.

DECIDE

1. de procéder aux travaux de renouvellement des trottoirs des rues de Haerne, Nothomb, Ernest Havaux et d'Oultremont ;
2. d'arrêter l'adjudication publique comme mode de passation de marché ;
3. d'arrêter le cahier spécial des charges n° TP/LG/07/2003 ;
4. de fixer le montant de l'estimation totale à € 500.000,00 TVAC ;
5. d'introduire une demande de subsides de 90 % auprès des autorités compétentes et ce dans le cadre du programme triennal d'investissement 2007 - 2009 ;
6. d'approuver le programme d'entretien sur cinq ans des travaux ;
7. de s'engager sur l'honneur à ne pas aliéner et ne pas modifier l'affectation du bien en question, pendant une période de vingt ans à dater de la date d'octroi du subside, sans en avertir au préalable l'Autorité Subsidiante.

La présente délibération sera transmise à l'Autorité de Tutelle et au Pouvoir Subsidiant.

De Gemeenteraad,

Aangezien dat een krediet van € 2.200.000,00 werd ingeschreven op artikel 421/731-60 van de buitengewone begroting van 2007 voor de uitvoering van de wegenwerken;

Aangezien dat het programma van dit jaar, onder andere, de vernieuwing voorziet van de volgende voetpaden:

- Nothombstraat:	€	158.000,00
- Ernest Havauxstraat:	€	95.000,00
- de Haerestraat (tussen Theux en Victor Jacobs):	€	195.000,00
- d'Oultremontstraat (onpare kant tussen Ijzer en Gérard):	€	<u>52.000,00</u>

Totaal raming : € 500.000,00 , BTW 21 % inbegrepen

Aangezien dat deze opdracht het voorwerp zal uitmaken van een openbare aanbesteding op basis van het bijzonder bestek n° TP/LG/07/03;

Aangezien dat deze opdracht zal onderworpen worden aan de bekendmakingsvoorschriften voorzien in het Koninklijk Besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken;

Gezien de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gezien het Koninklijk Besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;

Gelet op de bijlage aan het hiervoor vermeld Koninklijk Besluit houdende vaststelling van de algemene aannemingsvoorwaarden;

Gezien artikel 234 van de nieuwe gemeentewet;

Gezien het Koninklijk Besluit van 25 januari 2001 betreffende de tijdelijke of mobiele bouwplaatsen en in het bijzonder artikel 30 houdende opstelling, door een bouwplaatscoördinator, van een veiligheids- en gezondheidsplan;

Aangezien dat de gewestelijke toelagen (90 %) zullen worden aangevraagd voor deze onderneming en dit in het kader van het driejarig investeringsprogramma 2007 - 2009;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 28 van de Ordonnantie van 16 juli 1998, zekere investeringen van een verhoogd percentage kunnen genieten (60 %) indien zij bijdragen tot de uitvoering van prioritaire beleidslijnen van het Gewestelijk Ontwikkelingsplan en in het bijzonder de realisatie, de aanleg, de verbetering of de restauratie van fietspaden en trottoirs;

Aangezien dat dit percentage van 60 % naar 90 % kan verhoogd worden voor de gemeenten die dit uitdrukkelijk aanvragen en die voor het jaar dat aan elke driejarige periode voorafgaat een algemene dotatie per inwoner ontvangen hebben die het Gewestelijk gemiddelde overschrijdt;

Overwegende dat onze gemeente deze aanvraag zal indienen;

Gezien artikel 22 § 1-5° van de ordonnantie van 16 juli 1998 betreffende de toekenning van subsidies om investeringen van openbaar nut aan te moedigen;

Gezien artikel 4-3° en 5° van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 tot vaststelling van de dossiers voor de aanvragen om subsidie en van de aard van de bewijsstukken;

Overwegende dat overeenkomstig deze twee wetartikels, de aanvrager, enerzijds, een gecijferd onderhoudsprogramma moet opstellen voor de vijf jaren die volgen op de definitieve oplevering van de werken en, anderzijds, zich moet verbinden het goed gedurende twintig jaar, te rekenen vanaf de dag waarop de subsidie werd toegekend, niet te vervreemden of de bestemming ervan te wijzigen zonder dat de Subsidiërende Overheid hiervan vooraf op de hoogte wordt gesteld.

BESLIST

1. over te gaan tot de vernieuwing van de voetpaden van de de Haerne-, Nothomb-, Ernest Havaux- en d'Oultremontstraten;
2. de openbare aanbesteding te weerhouden als gunningswijze van de opdracht;
3. het bijzonder bestek n° TP/LG/07/03 goed te keuren;
4. de totale raming der werken vast te stellen op € 500.000,00, BTW 21 % inbegrepen;
5. een toelagenaanvraag van 90 % bij de bevoegde Overheid in te dienen in het kader van het driejarig investeringsprogramma 2007 - 2009;
6. het vijfjarig onderhoudsprogramma der werken goed te keuren;
7. zich op erewoord te verbinden bovenvermeld goed, gedurende twintig jaar, te rekenen vanaf de dag waarop de subsidie werd toegekend, niet te vervreemden of de bestemming ervan te wijzigen zonder dat de Subsidiërende Overheid hiervan op de hoogte wordt gesteld.

Deze beraadslaging zal verzonden worden aan de Toezichthoudende Overheid en de Subsidiërende Overheid.

- (9) Institut Technique Ernest Richard - Bâtiment I - Renouvellement de la toiture - Programme 2007 - Choix du marché**
Technisch Instituut Ernest Richard - Gebouw I - Vernieuwing van het dak - Programma 2007 - Keuze van de opdracht

A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met éénpaigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Le Conseil communal,

Attendu qu'un crédit de € 825.000,00 est inscrit à l'article 735/724-60 du budget extraordinaire de 2007 en vue de la réalisation de travaux de maintenance extraordinaire dans les bâtiments de l'Institut Technique Ernest Richard ;

Attendu que le programme de cette année prévoit, entre autres, la dernière phase des travaux de renouvellement de la toiture du bâtiment principal de l'école de la place Saint-Pierre ;

Attendu que le coût de ces travaux peut être estimé à € 400.000,00, TVA 21 % comprise ;

Attendu que ce marché fera l'objet d'une adjudication publique sur base du cahier spécial des charges n° TP/AJ/07/09 ;

Attendu que ce marché sera soumis aux règles de publicité prévues par l'Arrêté Royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'Arrêté Royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et de concessions de travaux publics ;

Vu l'annexe de l'Arrêté Royal précité établissant le cahier général des charges ;

Vu l'article 234 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'Arrêté Royal du 25 janvier 2001 concernant les chantiers temporaires ou mobiles et plus particulièrement l'article 30 relatif à l'établissement, par un coordinateur de chantier, d'un plan de sécurité et de santé ;

DECIDE

de procéder aux travaux de renouvellement de la toiture de l'Institut Technique Ernest Richard I ;
d'arrêter l'adjudication publique comme mode de passation de marché ;
d'arrêter le cahier spécial des charges n° TP/AJ/07/09 et ses annexes ;
de fixer le montant de l'estimation à € 400.000,00, TVA 21 % comprise.

La présente délibération sera transmise à l'Autorité de Tutelle.

De Gemeenteraad,

Aangezien dat een krediet van € 825.000,00 werd ingeschreven op artikel 735/724-60 van de buitengewone begroting van 2007 voor de uitvoering van de buitengewone onderhoudswerken in de gebouwen van het Technisch Instituut Ernest Richard;

Aangezien dat het programma van dit jaar, onder andere, de laatste fase voorziet van de vernieuwing van het dak van het hoofdgebouw van de school van het Sint-Pietersplein;

Aangezien dat de kostprijs van deze werken kan geraamd worden op € 400.000,00, BTW 21 % inbegrepen;

Aangezien dat deze opdracht het voorwerp zal uitmaken van een openbare aanbesteding op basis van het bijzonder bestek n° TP/AJ/07/09;

Aangezien deze opdracht zal onderworpen worden aan de bekendmakingsvoorschriften voorzien in het Koninklijk Besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken;

Gezien de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken;

Gezien het Koninklijk Besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;

Gelet op de bijlage aan hiervoor vermeld Koninklijk Besluit houdende vaststelling van de algemene aannemingsvoorwaarden;

Gezien artikel 234 van de nieuwe gemeentewet;

Gezien het Koninklijk Besluit van 25 januari 2001 betreffende de tijdelijke of mobiele bouwplaatsen en in het bijzonder artikel 30 houdende opstelling, door een bouwplaatscoördinator, van een veiligheids- en gezondheidsplan;

BESLIST

over te gaan tot de vernieuwing van het dak van het Technisch Instituut Ernest Richard I; de openbare aanbesteding te weerhouden als gunningswijze van de opdracht; het bijzonder bestek n° TP/AJ/07/09 en zijn bijlagen goed te keuren; de raming der werken vast te stellen op € 400.000,00, BTW 21 % inbegrepen.

Deze beraadslaging zal verzonden worden aan de Toezichthoudende Overheid.

(10) Institut Ernest Richard II et Institut Supérieur de Formation Continue d'Etterbeek - Rénovation partielle de l'installation électrique - Programme 2007 - Choix du marché Instituut Ernest Richard II en Hoger Instituut voor Voortgezet Onderwijs van Etterbeek - Gedeeltelijke renovatie van de elektrische installatie - Programma 2007 - Keuze van de opdracht

A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Le Conseil communal,

Attendu que les crédits de € 825.000,00 et € 85.000,00 sont respectivement inscrits aux articles 735/72407-60 et 741/72407-60 du budget extraordinaire de 2007 en vue de la réalisation de travaux de maintenance extraordinaire dans les bâtiments scolaires communaux ;

Attendu que le programme de cette année prévoit, entre autres, la rénovation partielle de l'installation électrique du bâtiment sis rue Joseph Buedts, 14-18 et comprenant l'Institut Ernest Richard II et l'Institut Supérieur de Formation Continue d'Etterbeek ;

Attendu que le coût de ces travaux est estimé à € 140.000,00, TVA 21% comprise ;

Attendu que cette dépense sera répartie sur l'article budgétaire 735/72407-60 pour € 70.000,00 et sur l'article 741/72407-60 pour € 70.000,00 également ;

Attendu que ce marché fera l'objet d'une adjudication publique sur base du cahier spécial des charges n° TP/PL/07/08 ;

Attendu que ce marché sera soumis aux règles de publicité prévues par l'Arrêté Royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fourniture et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'Arrêté Royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Vu l'annexe à l'Arrêté Royal précité établissant le cahier général des charges ;

Vu l'article 234 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE

1. de procéder aux travaux de rénovation partielle de l'installation électrique de l'Institut Ernest Richard II et de l'Institut de Formation Continue ;
2. d'arrêter l'adjudication publique comme mode de passation de marché ;
3. d'arrêter le cahier spécial des charges n° TP/PL/07/08 et ses annexes ;
4. de fixer le montant de l'estimation à 140.000,00, TVA 21% comprise.

De Gemeenteraad,

Aangezien dat de kredieten van € 825.000,00 en € 85.000,00 respectievelijk werden ingeschreven op de artikels 735/72407-60 en 741/72407-60 van de buitengewone begroting van 2007 voor de uitvoering van buitengewone onderhoudswerken in de gemeentelijke schoolinstellingen;

Aangezien dat het programma dit jaar, onder andere, de gedeeltelijke renovatie van de elektrische installatie voorziet in het gebouw gelegen Joseph Buedtsstraat, 14-18 waarin het Instituut Ernest Richard II en het Hoger Instituut voor Voortgezet Onderwijs van Etterbeek zich bevinden;

Aangezien dat de kostprijs van deze werken kan geraamd worden op € 140.000,00, BTW 21% inbegrepen;

Aangezien dat deze opdracht verdeeld zal worden over het artikel 735/72406-60 voor € 70.000,00 en over het artikel 741/72407-60 voor € 70.000,00 eveneens;

Aangezien dat deze opdracht het voorwerp zal uitmaken van een openbare aanbesteding op basis van het bijzonder bestek n° TP/PL/07/08;

Aangezien dat deze opdracht zal onderworpen worden aan de bekendmakingsvoorschriften voorzien in het Koninklijk Besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken;

Gezien de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gezien het Koninklijk Besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;

Gelet op de bijlage aan het hiervoor vermeld Koninklijk Besluit houdende vaststelling van de algemene aannemingsvoorwaarden;

Gezien het artikel 234 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST

1. over te gaan tot de gedeeltelijke renovatie van de elektrische installatie van het Instituut Ernest Richard II en het Instituut voor Voortgezet Onderwijs;
2. de openbare aanbesteding te weerhouden als gunningswijze van de opdracht;
3. het bijzonder bestek n° TP/PL/07/08 en zijn bijlagen goed te keuren;
4. de raming der werken vast te stellen op € 140.000,00, BTW 21% inbegrepen.

**(11) Hôtel Communal - Travaux de chauffage (4ème phase) - Programme 2007 - Choix du marché
Gemeentehuis - Werken aan de verwarmingsinstallatie (4de fase) - Programma 2007 - Keuze van de opdracht**

*A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :
Met éenparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :*

Le Conseil communal,

Attendu qu'un crédit de 205.000 € est inscrit à l'article 104/724-60 du budget extraordinaire de 2007 en vue de la réalisation de travaux de maintenance extraordinaire dans l'Hôtel Communal;

Attendu que le programme de cette année prévoit, entre autres, des travaux à l'installation de chauffage et plus particulièrement le remplacement partiel des tableaux électriques HVAC et de la régulation;

Attendu que le coût de ces travaux peut être estimé à 180.000 €, TVA 21 % comprise;

Attendu que ce marché fera l'objet d'une adjudication publique sur base du cahier spécial des charges n°TP/PL/07/11;

Attendu que ce marché sera soumis aux règles de publicité prévues par l'Arrêté Royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'Arrêté Royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Vu l'annexe à l'Arrêté Royal précité établissant le cahier général des charges ;

Vu l'article 234 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'Arrêté Royal du 25 janvier 2001 concernant les chantiers temporaires ou mobiles et plus particulièrement l'article 30 relatif à l'établissement, par un coordinateur de chantier, d'un plan de sécurité et de santé;

DECIDE :

1. de procéder à la 4^{ème} phase des travaux de chauffage dans l'Hôtel Communal ;
2. d'arrêter l'adjudication publique comme mode de passation de marché;
3. d'arrêter le cahier spécial des charges n° TP/PL/07/11 et ses annexes;.
4. de fixer le montant de l'estimation à 180.000 €, TVA 21 % comprise.

La présente délibération sera transmise à l'Autorité de Tutelle

De Gemeenteraad,

Aangezien dat een krediet van 205.000 € werd ingeschreven op artikel 104/724-60 van de buitengewone begroting van 2007 voor de uitvoering van buitengewone onderhoudswerken in het Gemeentehuis;

Aangezien dat het programma van dit jaar, onder andere, werken voorziet aan de verwarmingsinstallatie en in het bijzonder de gedeeltelijke vervanging van de HVAC elektrische borden en van de regulatie;

Aangezien dat de kostprijs van deze werken kan geraamd worden op 180.000 € BTW 21 % inbegrepen;

Aangezien dat deze opdracht het voorwerp zal uitmaken van een openbare aanbesteding op basis van het bijzonder bestek n°TP/PL/07/11;

Aangezien dat deze opdracht zal onderworpen worden aan de bekendmakingsvoorschriften voorzien in het Koninklijk Besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken;

Gezien de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gezien het Koninklijk Besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;

Gelet op de bijlage aan het hiervoor vermeld Koninklijk Besluit houdende vaststelling van de algemene aannemingsvoorwaarden;

Gezien artikel 234 van de nieuwe gemeentewet;

Gezien het Koninklijk Besluit van 25 januari 2001 betreffende de tijdelijke of mobiele bouwplaatsen en in het bijzonder artikel 30 houdende opstelling, door een bouwplaatscoördinator, van een veiligheids- en gezondheidsplan;

BESLIST

- 1) over te gaan tot de 4^{de} fase van de werken aan de verwarmingsinstallatie van het Gemeentehuis;
- 2) de openbare aanbesteding te weerhouden als gunningswijze van de opdracht;
- 3) het bijzonder bestek n° TP/PL/07/11 en zijn bijlagen goed te keuren;
- 4) de raming der werken vast te stellen op 180.000 €, BTW 21 % inbegrepen;

Deze beraadslaging zal verzonden worden aan de Toezichthoudende Overheid.

- (12) Région de Bruxelles-Capitale - Ordonnance du 16 juillet 1998 relative à l'octroi de subsides destinés à encourager la réalisation d'investissements d'intérêt public - Triennat 2007-2008-2009 - Approbation du programme**
Brussels Hoofdstedelijk Gewest - Ordonnantie van 16 juli 1998 betreffende de toekenning van subsidies om investeringen van openbaar nut aan te moedigen - Driejarige periode 2007-2008-2009 - Goedkeuring van het programma

A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Le Conseil communal,

Vu l'ordonnance du 16 juillet 1998 relative à l'octroi de subsides destinés à encourager la réalisation d'investissements d'intérêts public, modifiée le 27 juin 2002 ;

Attendu que le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a décidé, en sa séance du 21 décembre 2006, d'octroyer une dotation de € 921.298,18 à Etterbeek pour le triennat 2007-2008-2009 ;

Attendu que les subsides seront sollicités pour les projets suivants :

	PROJETS	ESTIMATION	SUBSIDE SOLLICITÉ	
<u>2007</u>				
01.	Renouvellement de divers trottoirs	€ 500.000,00	90 %	€ 450.000,00
<u>2008</u>				
02.	Construction d'une chapelle place Van Meyel	€ 819.000,00	30 %	€ 245.700,00
03.	Renouvellement de divers trottoirs	€ 255.000,00	90 %	<u>€ 229.500,00</u>
			Total subside sollicité :	€ 925.200,00

Attendu que ce total de subside sollicité sera limité au montant octroyé, soit € 921.298,18 ;

Attendu que ce programme peut être modifié en cours de triennat ;

DECIDE

D'arrêter le programme triennal d'investissement 2007-2008-2009 et d'introduire les demandes de subsides correspondantes en temps utile.

Cette délibération sera transmise au Pouvoir Subsidiant.

De Gemeenteraad,

Gezien de ordonnantie van 16 juli 1998 betreffende de toekenning van subsidies om investeringen van openbaar nut aan te moedigen, gewijzigd op 27 juni 2002;

Overwegende dat de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, in zitting van 21 december 2006, beslist heeft een som van € 921.298,18 toe te kennen aan Etterbeek voor de periode 2007-2008-2009;

Aangezien dat toelagen zullen worden aangevraagd voor de volgende ontwerpen:

	ONTWERPEN	RAMING	GEVRAAGDE TOELAGE
<u>2007</u>			
01.	Vernieuwing van verschillende voetpaden	€ 500.000,00	90 % € 450.000,00
<u>2008</u>			
02.	Bouwen van een kapel Van Meyelplein	€ 819.000,00	30 % € 245.700,00
03.	Vernieuwing van verschillende voetpaden	€ 255.000,00	90 % € 229.500,00
			Totaal gevraagde toelage: € 925.200,00

Aangezien dat het totaal van de aangevraagde subsidie zal beperkt worden tot het toegekende bedrag, hetzij € 921.298,18;

Aangezien dat dit programma mag gewijzigd worden in de loop van deze driejarige periode;

BESLIST

Het driejarig investeringsprogramma 2007-2008-2009 goed te keuren en de overeenstemmende toelageaanvragen in te dienen op het gewenste ogenblik.

Deze beraadslaging zal verzonden worden aan de Subsidiërende Overheid.

**(13) Enseignement primaire - Ecole Claire Joie - Remplacement de châssis - Programme 2007 - Choix du marché - Demande de subsides
Lager onderwijs - School Claire Joie - Vervanging van raamlijsten - Programma 2007 - Keuze van de opdracht - Toelagenaanvraag**

A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met éenparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Le Conseil communal,

Attendu qu'un crédit de € 664.800,00 est inscrit à l'article 722/724-60 du budget extraordinaire de 2007 en vue de la réalisation de travaux de maintenance extraordinaire dans les bâtiments d'enseignement primaire ;

Attendu que le programme de cette année prévoit, entre autres, le remplacement des châssis des façades avant et arrière de l'école Claire Joie ;

Attendu que le coût de ces travaux peut être estimé à € 100.000,00, TVA 21 % comprise ;

Attendu que ce marché fera l'objet d'une adjudication publique sur base du cahier spécial des charges n° TP/PL/07/14 ;

Attendu que ce marché sera soumis aux règles de publicité prévues par l'Arrêté Royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux de fournitures et de services ;

Vu l'Arrêté Royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Vu l'annexe à l'Arrêté Royal précité établissant le cahier général des charges ;

Vu l'article 234 de la nouvelle loi communale ;

Attendu que des subventions (70 %) sont sollicitées auprès de la Communauté française et ce dans le cadre du Programme d'Urgence (PU) ;

DECIDE

de procéder aux travaux de remplacement des châssis dans l'école Claire Joie ;
d'arrêter l'adjudication publique comme mode de passation du marché ;
d'arrêter le cahier spécial des charges n° TP/PL/07/14 et ses annexes ;
de fixer le montant de l'estimation à € 100.000,00, TVA 21 % comprise ;
d'introduire une demande de subsides auprès des autorités compétentes.

La présente délibération sera transmise au Pouvoir Subsidiant.

De Gemeenteraad,

Aangezien dat een krediet van € 664.800,00 werd ingeschreven op artikel 722/724-60 van de buitengewone begroting van 2007 voor de uitvoering van grote onderhoudswerken in de gebouwen voor lager onderwijs;

Aangezien dat het programma van dit jaar, onder andere, de vervanging voorziet van de raamlijsten van de voor- en achtergevel van de school Claire Joie;

Aangezien dat de kostprijs van deze werken kan geraamd worden op € 100.000,00, BTW 21 % inbegrepen;

Aangezien dat deze opdracht het voorwerp zal uitmaken van een openbare aanbesteding op basis van het bijzonder bestek nr. TP/PL/07/14;

Aangezien dat deze opdracht zal onderworpen worden aan de bekenmakingsvoorschriften voorzien in het Koninklijk Besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken;

Gezien de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gezien het Koninklijk Besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;

Gelet op de bijlage aan het hiervoor vermeld Koninklijk Besluit houdende vaststelling van de algemene aannemingsvoorwaarden;

Gezien het artikel 234 van de nieuwe gemeentewet;

Aangezien dat toelagen (70 %) zullen worden aangevraagd voor deze onderneming bij de Franse Gemeenschap en dit in het kader van het "Programme d'Urgence - PU";

BESLIST

over te gaan tot de vervanging van de raamlijsten in de school Claire Joie;
de openbare aanbesteding te weerhouden als gunningswijze van de opdracht;
het bijzonder bestek nr. TP/PL/07/14 en zijn bijlagen goed te keuren;
de raming der werken vast te stellen op € 100.000,00, BTW 21 % inbegrepen;
een toelagenaanvraag bij de bevoegde Overheid in te dienen.

Deze beraadslaging zal verzonden worden aan de Subsidiërende Overheid.

**(14) Enseignement primaire - Ecole Paradis des Enfants - Rénovation de plusieurs toitures - Programme 2007 - Choix du marché - Demande de subsides
Lager onderwijs - School Paradis des Enfants - Vernieuwing van meerdere daken - Programma 2007 - Keuze van de opdracht - Toelagenaanvraag**

*A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :
Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :*

Le Conseil communal,

Attendu qu'un crédit de € 664.800,00 est inscrit à l'article 722/724-60 du budget extraordinaire de 2007 en vue de la réalisation de travaux de maintenance extraordinaire dans les bâtiments d'enseignement primaire ;

Attendu que le programme de cette année prévoit, entre autres, le renouvellement de plusieurs toitures de l'école Paradis des Enfants (aile « maternelle, galerie entre l'aile « maternelle » et l'aile « primaire », aile Malcorps) ;

Attendu que le coût de ces travaux peut être estimé à € 135.000,00, TVA 21 % comprise ;

Attendu que ce marché fera l'objet d'une adjudication publique sur base du cahier spécial des charges n° TP/PL/07/13 ;

Attendu que ce marché sera soumis aux règles de publicité prévues par l'Arrêté Royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux de fournitures et de services ;

Vu l'Arrêté Royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Vu l'annexe à l'Arrêté Royal précité établissant le cahier général des charges ;

Vu l'article 234 de la nouvelle loi communale ;

Attendu que des subventions (70 %) sont sollicitées auprès de la Communauté française et ce dans le cadre du Programme d'Urgence (PU) ;

DECIDE

de procéder aux travaux de renouvellement de toiture dans l'école Paradis des Enfants ;
d'arrêter l'adjudication publique comme mode de passation du marché ;
d'arrêter le cahier spécial des charges n° TP/PL/07/13 et ses annexes ;
de fixer le montant de l'estimation à € 135.000,00, TVA 21 % comprise ;
d'introduire une demande de subsides auprès des autorités compétentes.

La présente délibération sera transmise au Pouvoir Subsidiant.

De Gemeenteraad,

Aangezien dat een krediet van € 664.800,00 werd ingeschreven op artikel 722/724-60 van de buitengewone begroting van 2007 voor de uitvoering van grote onderhoudswerken in de gebouwen voor lager onderwijs;

Aangezien dat het programma van dit jaar, onder andere, de vernieuwing voorziet van meerdere daken van de school Paradis des Enfants (vleugel "peuters", galerij tussen de "peuters" vleugel en de vleugel "lager onderwijs", vleugel "Malcorps");

Aangezien dat de kostprijs van deze werken kan geraamd worden op € 135.000,00, BTW 21 % inbegrepen;

Aangezien dat deze opdracht het voorwerp zal uitmaken van een openbare aanbesteding op basis van het bijzonder bestek nr. TP/PL/07/13;

Aangezien dat deze opdracht zal onderworpen worden aan de bekenmakingsvoorschriften voorzien in het Koninklijk Besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken;

Gezien de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gezien het Koninklijk Besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;

Gelet op de bijlage aan het hiervoor vermeld Koninklijk Besluit houdende vaststelling van de algemene aannemingsvoorwaarden;

Gezien het artikel 234 van de nieuwe gemeentewet;

Aangezien dat toelagen (70 %) zullen worden aangevraagd voor deze onderneming bij de Franse Gemeenschap en dit in het kader van het "Programme d'Urgence - PU";

BESLIST

over te gaan tot de vernieuwing van meerdere dakbedekkingen van de school Paradis des Enfants; de openbare aanbesteding te weerhouden als gunningswijze van de opdracht; het bijzonder bestek nr. TP/PL/07/13 en zijn bijlagen goed te keuren; de raming der werken vast te stellen op € 135.000,00, BTW 21 % inbegrepen; een toelagenaanvraag bij de bevoegde Overheid in te dienen.

Deze beraadslaging zal verzonden worden aan de Subsidiërende Overheid.

**(15) Administration communale - Fixation des conditions de divers marchés publics - Article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale - Communication pour information
Gemeentebestuur - Vaststellen van de voorwaarden van verschillende overheidsopdrachten - Artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet - Mededeling ter kennisgeving**

A l'unanimité des voix, le conseil communal prend la délibération suivante :

Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Le Conseil communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil Communal pour fixer, dans le cas d'un recours à la procédure négociée sans publicité, les conditions du marché s'il est fait application de l'article 17 § 2 - 1° a) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Attendu qu'il s'agit des marchés par procédure négociée dont la dépense à approuver ne dépasse pas le montant de € 67.000,00, hors T.V.A. ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa plus prochaine séance ;

Attendu que les décisions suivantes ont été prises par le Collège des Bourgmestre et Echevins :

Date : 21 juin 2007

Objet : Institut Technique Ernest Richard – Acquisition de matériel – Programme 2007

Estimation de la dépense : € 60.985,00, T.V.A. comprise (subside de € 18.420,00 à prévoir)

Article budgétaire : 735/744-51 du budget extraordinaire de 2007.

Date : 28 juin 2007

Objet : Administration Générale – Acquisition de mobilier – Programme 2007

Estimation de la dépense : € 20.000,00, T.V.A. comprise

Article budgétaire : 104/741-51 du budget extraordinaire de 2007.

Date : 28 juin 2007

Objet : Signalisation – Acquisition de matériel d'équipement – Programme 2007

Estimation de la dépense : € 27.500,00, T.V.A. comprise

Article budgétaire : 423/744-51 du budget extraordinaire de 2007.

Date : 28 juin 2007

Objet : Administration Générale et Services Généraux – Acquisition de matériel – Programme 2007

Estimation T.V.A. comprise et articles budgétaires :

€ 7.300,00 – 104/744-51

€ 6.000,00 – 104/744-98

€ 380,00 – 131/744-51

€ 5.000,00 – 135/744-51

€ 15.500,00 – 763/744-51

Date : 28 juin 2007

Objet : Propreté publique – Acquisition d'un véhicule léger Pick-up – Programme 2007

Estimation de la dépense : € 20.000,00, T.V.A. comprise

Article budgétaire : 875/743-53 du budget extraordinaire de 2007.

Date : 5 juillet 2007

Objet : Divers services et bâtiments communaux – Acquisition de matériel informatique – Programme 2007

Estimation de la dépense : € 80.000,00, T.V.A. comprise

Articles budgétaires : 101-742-53, 139-742-53, 706-742-53, 722-742-53, 734-742-53, 735-742-53, 767-742-53, 844-742-53 et 871-742-53 du budget extraordinaire de 2007.

Date : 5 juillet 2007

Objet : Propreté publique – Acquisition de deux containers – Programme 2007

Estimation de la dépense : € 14.000,00, T.V.A. comprise

Article budgétaire : 875/744-51 du budget extraordinaire de 2007.

Date : 5 juillet 2007

Objet : Parcs et plantations – Acquisition de matériel – Programme 2007

Estimation de la dépense : € 2.500,00, T.V.A. comprise

Article budgétaire : 766/744-51 du budget extraordinaire de 2007.

Date : 5 juillet 2007

Objet : Divers bâtiments d'enseignement primaire – Institut Technique Ernest Richard I – Diverses études – Programme 2007

Estimation de la dépense : € 12.000,00 et 2.600,00, T.V.A. comprise

Articles budgétaires : 722/733-60 et 735/733-60 du budget extraordinaire de 2007.

Date : 23 août 2007

Objet : Cimetière – Remplacement des châssis des trois petites maisons – Programme 2007

Estimation de la dépense : € 26.000,00, T.V.A. comprise

Article budgétaire : 878/724-60 du budget extraordinaire de 2007.

Date : 23 août 2007

Objet : Centre Culturel Senghor – Mise en conformité de l'installation électrique – Programme 2007

Estimation de la dépense : € 12.000,00, T.V.A. comprise

Article budgétaire : 762/724-60 du budget extraordinaire de 2007.

Date : 23 août 2007

Objet : Cimetière – Construction d'un columbarium – Programme 2007

Estimation de la dépense : € 7.500,00, T.V.A. comprise

Article budgétaire : 878/721-60 du budget extraordinaire de 2007.

Date : 23 août 2007

Objet : Divers bâtiments communaux – Acquisition de matériel – Programme 2007

Estimation de la dépense : € 3.500,00, 5.000,00 et 1.000,00, T.V.A. comprise

Articles budgétaires : 706/744-51, 734/744-51 et 844/744-51 du budget extraordinaire de 2007.

Date : 23 août 2007

Objet : Ateliers Toby – Remise en état porte d'entrée – Programme 2007

Estimation de la dépense : € 1.200,00, T.V.A. comprise

Article budgétaire : 137/724-60 du budget extraordinaire de 2007.

Date : 30 août 2007

Objet : Ecole Paradis des Enfants – Remplacement du système de vidéo-parlophonie – Programme 2007

Estimation de la dépense : € 6.200,00, T.V.A. comprise

Article budgétaire : 722/724-60 du budget extraordinaire de 2007.

DECIDE

de prendre pour information les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins dont question ci-dessus et ce en application de l'article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de bevoegdheid van de Gemeenteraad uit te oefenen voor het vaststellen van de voorwaarden van de opdrachten die worden gegund bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking met toepassing van artikel 17 § 2 – 1° a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Aangezien dat het de opdrachten betreft gegund bij onderhandelingsprocedure waarvan de goed te keuren uitgave het bedrag van € 67.000,00, B.T.W. niet inbegrepen, niet overschrijdt;

Aangezien dat de beslissingen in dit kader genomen door het College van Burgemeester en Schepenen moeten ter kennisgeving medegedeeld worden aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering;

Aangezien dat de volgende beslissingen werden genomen door het College van Burgemeester en Schepenen:

Datum: 21 juni 2007

Onderwerp: Technisch Instituut Ernest Richard – Aankoop van materieel – Programma 2007

Raming van de uitgave: € 60.985,00, B.T.W. inbegrepen (subsidie van € 18.420,00 te voorzien)

Begrotingsartikel: 735/744-51 van de buitengewone begroting van 2007.

Datum: 28 juni 2007

Onderwerp: Algemeen Bestuur – Aankoop van meubilair – Programma 2007

Raming van de uitgave: € 20.000,00, B.T.W. inbegrepen

Begrotingsartikel: 104/741-51 van de buitengewone begroting van 2007.

Datum: 28 juni 2007

Onderwerp: Signalisatie – Aankoop van uitrustingsmateriaal – Programma 2007

Raming van de uitgave: € 27.500,00, B.T.W. inbegrepen

Begrotingsartikel: 423/744-51 van de buitengewone begroting van 2007.

Datum: 28 juni 2007

Onderwerp: Algemeen Bestuur en Algemene Diensten – Aankoop van materieel – Programma 2007

Raming B.T.W. inbegrepen en begrotingsartikels:

€ 7.300,00 – 104/744-51

€ 6.000,00 – 104/744-98

€ 3.800,00 – 131/744-51

€ 5.000,00 – 135/744-51

€ 15.500,00 – 763/744-51

Datum: 28 juni 2007

Onderwerp: Openbare Netheid – Aankoop van een licht Pick-Up voertuig – Programma 2007

Raming van de uitgave: € 20.000,00, B.T.W. inbegrepen

Begrotingsartikel: 875/743-53 van de buitengewone begroting van 2007.

Datum: 5 juli 2007

Onderwerp: Verschillende gemeentelijke diensten en gebouwen – Aankoop van informaticamaterieel – Programma 2007

Raming van de uitgave: € 80.000,00, B.T.W. inbegrepen

Begrotingsartikels: 101-742-53, 139-742-53, 706-742-53, 722-742-53, 734-742-53, 735-742-53, 767-742-53, 844-742-53 et 871-742-53 van de buitengewone begroting van 2007.

Datum: 5 juli 2007

Onderwerp: Openbare Netheid – Aankoop van twee containers – Programma 2007

Raming van de uitgave: € 14.000,00, B.T.W. inbegrepen

Begrotingsartikel: 875/744-51 van de buitengewone begroting van 2007.

Datum: 5 juli 2007

Onderwerp: Parken en plantsoenen – Aankoop van materieel – Programma 2007

Raming van de uitgave: € 2.500,00, B.T.W. inbegrepen

Begrotingsartikel: 766/744-51 van de buitengewone begroting van 2007.

Datum: 5 juli 2007

Onderwerp: Verschillende gebouwen voor lager onderwijs – Technisch Instituut Ernest Richard I – Verschillende studies – Programma 2007

Raming van de uitgave: € 12.000,00 en 2.600,00, B.T.W. inbegrepen

Begrotingsartikels: 722/733-60 en 735/733-60 van de buitengewone begroting van 2007.

Datum: 23 augustus 2007

Onderwerp: Begraafplaats – Vervanging van de raamlijsten van de drie huisjes – Programma 2007

Raming van de uitgave: € 26.000,00, B.T.W. inbegrepen

Begrotingsartikel: 878/724-60 van de buitengewone begroting van 2007.

Datum: 23 augustus 2007

Onderwerp: Cultureel Centrum Senghor – In conformiteit stellen van de elektrische installatie – Programma 2007

Raming van de uitgave: € 12.000,00, B.T.W. inbegrepen

Begrotingsartikel: 762/724-60 van de buitengewone begroting van 2007.

Datum: 23 augustus 2007

Onderwerp: Begraafplaats – Bouwen van een columbarium – Programma 2007

Raming van de uitgave: € 7.500,00, B.T.W. inbegrepen

Begrotingsartikel: 878/721-60 van de buitengewone begroting van 2007.

Datum: 23 augustus 2007

Onderwerp: Verschillende gemeentelijke gebouwen – Aankoop van materieel – Programma 2007

Raming van de uitgave: € 3.500,00, 5.000,00 en 1.000,00, B.T.W. inbegrepen

Begrotingsartikels: 706/744-51, 734/744-51 en 844/744-51 van de buitengewone begroting van 2007.

Datum: 23 augustus 2007

Onderwerp: Toby werkplaatsen – Herstelling van de ingangdeur – Programma 2007

Raming van de uitgave: € 1.200,00, B.T.W. inbegrepen

Begrotingsartikel: 137/724-60 van de buitengewone begroting van 2007.

Datum: 30 augustus 2007

Onderwerp: School Paradis des Enfants – Vervanging van het video-parlofoniesysteem – Programma 2007

Raming van de uitgave: € 6.200,00, B.T.W. inbegrepen

Begrotingsartikel: 722/724-60 van de buitengewone begroting van 2007.

BESLIST

kennis te nemen van bovenvermelde beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen en dit in toepassing van artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet.

(16) Voirie - Divers travaux d'aménagement et d'asphaltage - Programme 2007 - Choix du marché Wegen - Verschillende inrichtings- en asfalteringswerken - Programma 2007 - Keuze van de opdracht

A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Le Conseil communal,

Attendu qu'un crédit de € 2.200.000,00 est inscrit à l'article 421/731-60 du budget extraordinaire de 2007 en vue de la réalisation de travaux d'aménagement aux voiries communales ;

Attendu que le programme de cette prévoit, entre autres, des travaux d'aménagement et d'asphaltage divers (sécurisation du carrefour rue Charles Degroux / rue Henri de Braeckeleeer, sécurisation des abords d'école au square Jean Absil, aménagement du carrefour rue des Champs / rue Général Molitor, asphaltage de la rue d'Oultremont, de l'avenue de l'armée, etc.) ;

Attendu que le coût de ces travaux peut être estimé à € 700.000,00, TVA 21 % comprise ;

Attendu que ce marché fera l'objet d'une adjudication publique sur base du cahier spécial des charges n° TP/LG/07/16 ;

Attendu que ce marché sera soumis aux règles de publicité prévues par l'Arrêté Royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'Arrêté Royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Vu l'annexe à l'Arrêté Royal établissant le cahier général des charges ;

Vu l'article 234 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'Arrêté Royal du 25 janvier 2001 concernant les chantiers temporaires ou mobiles et plus particulièrement l'article 30 relatif à l'établissement, par un coordinateur de chantier, d'un plan de sécurité et de santé.

DECIDE

1. de procéder aux travaux d'aménagement et d'asphaltage divers en voirie ;
2. d'arrêter l'adjudication publique comme mode de passation du marché ;
3. d'arrêter le cahier spécial des charges n° TP/LG/07/16 et ses annexes ;
4. de fixer le montant de l'estimation à € 700.000,00, TVA 21 % comprise.

La présente délibération sera transmise à l'Autorité de Tutelle.

De Gemeenteraad,

Aangezien dat een krediet van € 2.200.000,00 werd ingeschreven op artikel 421/731-60 van de buitengewone begroting van 2007 voor de uitvoering van de inrichtingswerken aan de wegen;

Aangezien dat het programma van dit jaar, onder andere, verschillende inrichtings- en asfalteringswerken voorziet (beveiliging van het kruispunt Charles Degrouxstraat / Henri de Braeckeleeerstraat, beveiliging school omgeving Jean Absilsquare, inrichting kruispunt Veldstraat / Generaal Molitorstraat, asfaltering van de d'Oultremontstraat, van de Legerlaan, enz.);

Aangezien dat de kostprijs van deze werken kan geraamd worden op € 700.000,00, BTW 21 % inbegrepen;

Aangezien dat deze opdracht het voorwerp zal uitmaken van een openbare aanbesteding op basis van het bijzonder bestek n° TP/LG/07/16;

Aangezien dat deze opdracht zal onderworpen worden aan de bekendmakingsvoorschriften voorzien in het Koninklijk Besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken;

Gezien de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gezien het Koninklijk Besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;

Gelet op de bijlage aan het hiervoor vermeld Koninklijk Besluit houdende vaststelling van de algemene aannemingsvoorwaarden;

Gezien artikel 234 van de nieuwe gemeentewet;

Gezien het Koninklijk Besluit van 25 januari 2001 betreffende de tijdelijke of mobiele bouwplaatsen en in het bijzonder artikel 30 houdende opstelling, door een bouwplaatscoördinator, van een veiligheids- en gezondheidsplan.

BESLIST

1. over te gaan tot de verschillende inrichtings- en asfalteringswerken aan de wegen;
2. de openbare aanbesteding te weerhouden als gunningswijze van de opdracht;
3. het bijzonder bestek n° TP/LG/07/16 en zijn bijlagen goed te keuren;
4. de raming der werken vast te stellen op € 700.000,00, BTW 21 % inbegrepen.

Deze beraadslaging zal verzonden worden aan de Toezichthoudende Overheid.

- (17) Institut Technique Ernest Richard - Bâtiment II - Remise en état de la cour de récréation - Programme 2007 - Choix du marché
Technisch Instituut Ernest Richard - Gebouw II - Herstelling van de speelplaats - Programma 2007- Keuze van de opdracht**

Le Conseil communal,

Attendu qu'un crédit de € 825.000,00 est inscrit à l'article 735/724-60 du budget extraordinaire de 2007 en vue de la réalisation de travaux de maintenance extraordinaire dans les bâtiments I et II de l'Institut Technique Ernest Richard ;

Attendu que le programme de cette année prévoit, entre autres, la remise en état de la cour de récréation du bâtiment II situé rue Joseph Buedts (nouvel égouttage, nouveau revêtement, création de bacs à arbres, etc.) ;

Attendu que le coût de ces travaux peut être estimé à € 225.000,00, TVA 21 % comprise ;

Attendu que ce marché fera l'objet d'une adjudication publique sur base du cahier spécial des charges n° TP/LG/07/17 ;

Attendu que ce marché sera soumis aux règles de publicité prévues par l'Arrêté Royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'Arrêté Royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Vu l'annexe à l'Arrêté Royal précité établissant le cahier général des charges ;

Vu l'article 234 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'Arrêté Royal du 25 janvier 2001 concernant les chantiers temporaires ou mobiles et plus particulièrement l'article 30 relatif à l'établissement, par un coordinateur de chantier d'un plan de sécurité et de santé ;

DECIDE

1. de procéder aux travaux de réfection de la cour de récréation du bâtiment II de l'Institut Technique Ernest Richard ;
2. d'arrêter l'adjudication publique comme mode de passation du marché ;
3. d'arrêter le cahier spécial des charges n° TP/LG/07/17 et ses annexes ;
4. de fixer le montant de l'estimation à € 225.000,00, TVA 21 % comprise.

La présente délibération sera transmise à l'Autorité de Tutelle.

De Gemeenteraad,

Aangezien dat een krediet van € 825.000,00 werd ingeschreven op artikel 735/724-60 van de buitengewone begroting van 2007 voor de uitvoering van de grote onderhoudswerken in de gebouwen I en II van het Technisch Instituut Ernest Richard;

Aangezien dat het programma van dit jaar, onder andere, de herstelling voorziet van de speelplaats van het gebouw II gelegen Joseph Buedtsstraat (nieuwe riolering, nieuwe grondbekleding, plaatsen van boombakken, enz.);

Aangezien dat de kostprijs van deze werken kan geraamd worden op € 225.000,00, BTW 21 % inbegrepen;

Aangezien dat deze opdracht het voorwerp zal uitmaken van een openbare aanbesteding op basis van het bijzonder bestek n° TP/LG/07/17;

Aangezien dat deze opdracht zal onderworpen worden aan de bekendmakingsvoorschriften voorzien in het Koninklijk Besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken;

Gezien de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gezien het Koninklijk Besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;

Gelet op de bijlage aan het hiervoor vermeld Koninklijk Besluit houdende vaststelling van de algemene aannemingsvoorwaarden;

Gezien artikel 234 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gezien het Koninklijk Besluit van 25 januari 2001 betreffende de tijdelijke of mobiele bouwplaatsen en in het bijzonder artikel 30 houdende opstelling, door een bouwplaatscoördinator, van een veiligheids- en gezondheidsplan;

BESLIST

over te gaan tot de herstelling van de speelplaats van het gebouw II van het Technisch Instituut Ernest Richard; de openbare aanbesteding te weerhouden als gunningswijze van de opdracht; het bijzonder bestek n° TP/LG/07/17 en zijn bijlagen goed te keuren; de raming der werken vast te stellen op € 225.000,00, BTW 21 % inbegrepen;

Deze beraadslaging zal verzonden worden aan de Toezichthoudende Overheid.

(18) Développement durable - Règlement communal relatif à l'octroi de primes à l'installation de chauffe-eau solaires, de panneaux photovoltaïques ou de toitures vertes Duurzame ontwikkeling - Gemeentelijke subsidiereglement betreffende fotovoltaïsche panelen, zonnepanelen en groene daken

Amendement proposé lors de la Commission

« L'octroi de la prime communale est conditionnée par l'obtention préalable de la prime régionale au même objet ».

Il serait à insérer dans l'article 4 du règlement d'ordre intérieur.

Amendement voorgesteld tijdens de Voorberedingscommissie

« De toekenning van de gemeentepremie wordt geconditioneerd door het voorafgaand verkrijgen van de regionale premie betreffende hetzelfde onderwerp ».

Deze dient opgenomen te worden in artikel 4 van het huishoudelijk reglement.

A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Le Conseil communal,

Considérant la volonté politique en matière d'énergie déclarée à l'entame de la nouvelle législature concrétisée par la création d'un échevinat en la matière lors de la présente législature ;

Considérant que l'installation de chauffe-eau solaires, de panneaux photovoltaïques et toitures vertes sont des investissements en terme de performance énergétique susceptibles de réduire l'impact environnemental et financier et d'embellir les toitures (dans le cas des toitures vertes) ;

Considérant qu'un incitant financier, notamment sous forme d'intervention communale –complémentaire à celle de la Région de Bruxelles-Capitale- dans le coût des travaux à effectuer serait un moyen supplémentaire d'impulser ce type d'investissement auprès des citoyens etterbeekois ;

Attendu qu'un crédit est prévu à l'article 922/331-01 pour faire face entre autres à ces dépenses ;

Vu l'Ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'Ordonnance du 1^{er} avril 2004 relative à l'organisation du marché du gaz en Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

ARRETE

Le règlement communal de subside pour l'installation de chauffe-eau solaires, panneaux photovoltaïques et toitures vertes tel qu'il figure ci-après :

REGLEMENT COMMUNAL RELATIF A L'OCTROI DE PRIMES POUR L'INSTALLATION DE CHAUFFE-EAU SOLAIRES , DE PANNEAUX PHOTOVOLTAÏQUES OU DE TOITURES VERTES

Article 1

Dans les limites des crédits inscrits au budget communal, le Collège des Bourgmestre et Echevin de la Commune d'Etterbeek peut accorder des primes à l'installation de chauffe-eau solaires, de panneaux photovoltaïques ou de toitures vertes sur des immeubles situés sur le territoire de la Commune.

Article 2

Le montant de la prime par installation individuelle est de 10 % du coût des travaux avec un maximum de € 500,00 par type d'aménagement.

Article 3

Cette prime est cumulable avec d'autres aides à concurrence de 90% au maximum du prix de revient. Pour un même bâtiment, la prime peut être cumulée pour les trois types d'installations.

Article 4

La demande de prime communale doit être adressée au Collège des Bourgmestre et Echevins, dans les 6 mois suivant l'attribution de la prime régionale.

Elle est accompagnée d'une copie de l'extrait bancaire ou de tout autre document probant attestant le paiement de la prime régionale ainsi que de la lettre de l'IBGE annonçant la promesse ferme de subsidiation.

Article 5

La prime communale à l'installation de chauffe-eau solaires, de panneaux photovoltaïques ou de toitures vertes est liquidée, après examen par le Collège des Bourgmestre et Echevin, au moyen d'un virement, sur le compte désigné à cet effet par le demandeur.

Article 6

Le bénéficiaire s'engage à ne pas vendre ni modifier l'installation ayant bénéficié d'une prime, pendant une durée de cinq ans à dater de l'obtention de la prime. Dans le cas contraire, le Collège des Bourgmestre et Echevins se réserve le droit de réclamer le remboursement de la prime tout ou en partie.

Article 7

Toute demande de remboursement de la prime régionale à l'installation de chauffe-eau solaires, de panneaux photovoltaïques ou de toitures vertes entraîne automatiquement une demande de remboursement semblable de la prime communale équivalente.

Ces procédures de restitution sont poursuivies de manière indépendante.

Article 8

Le présent règlement est valable à partir du 1^{er} janvier 2008 et jusqu'au 31 décembre 2013.

Il est subordonné à l'existence de la prime régionale pour l'installation d'un chauffe-eau solaire, de panneaux photovoltaïques et toiture verte, et sera suspendu ou abrogé de plein droit au cas où celle-ci venait à être suspendue ou abrogée.

Article 9

Au cas où les dispositions qui précèdent doivent être interprétées ou appliquées à des cas non prévus explicitement, le Collège des Bourgmestre et Echevins est chargé de trancher en la matière.

Au cas où le nombre de demandes excéderait le budget disponible, la date d'introduction du dossier complet servirait de critère d'attribution.

Article 10

Le budget communal est imputé à l'article 922/331-01 « Politique de logement ».

DE RAAD,

Aangezien bij het begin van deze legislatuur uitdrukking werd gegeven aan de politiek wil op vlak van rationeel energiebeheer, die in de loop van deze legislatuur aanleiding moet leiden tot de creatie van een schepenambt bevoegd voor energiebeleid ;

Aangezien de installatie van waterverwarmingsapparaten op zonne-energie, van zonnepanelen en van groene daken investeringen zijn op het vlak van rationeel en efficiënt energiegebruik, die een positieve impact kunnen hebben op het leefmilieu en op energie-uitgaven, terwijl groene daken ook een verfraaiing van de daken met zich mee brengt ;

Aangezien een financiële steunmaatregel bovenop de reeds bestaande tegemoetkoming verleend door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, onder de vorm van een gemeentelijke tegemoetkoming in de kosten van de uit te voeren werken een extra middel betekent om dergelijke investeringen te promoten bij de Etterbeekse bevolking ;

Aangezien artikel 922/331.01 een krediet voorziet om de uitgaven van een dergelijke steunmaatregel te voldoen ;

Gelet op de Ordonnantie van 19 juli 2001 betreffende de organisatie van de electriciteitsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gelet op de Ordonnantie van 1 april 2004 betreffende de organisatie van de aardgasmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLUIT

Het gemeentelijke subsidiereglement voor de installatie van fotovoltaïsche panelen, zonnepanelen of groene daken luidt als volgt:

GEMEENTELIJKE SUBSIDIEREGLEMENT VOOR DE INSTALLATIE VAN FOTOVOLTAÏSCHE PANELEN, ZONNEPANELEN OF GROENE DAKEN

Artikel 1

Binnen de perken van de beschikbare begroting, kan het College van Burgemeester en Schepenen van de gemeente Etterbeek premies toestaan voor de installatie van fotovoltaïsche panelen, zonnepanelen of groene daken op gebouwen gelegen op het grondgebied van de gemeente.

Artikel 2

Het bedrag van de premie wordt vastgesteld op 10% van de kostprijs met een maximum van € 500 per soort installatie.

Artikel 3

Deze premie is cumuleerbaar met andere tegemoetkomingen ten belope van maximum 90% van de totale kostprijs. Voor een en hetzelfde gebouw, mogen premies en andere tegemoetkomingen gecumuleerd worden voor de 3 soorten installaties.

Artikel 4

De aanvraag van de premie moet gestuurd worden naar het College van Burgemeester en Schepenen binnen een termijn van maximum 6 maanden na de toekenning van de premie door het BIM.

De aanvraag moet vergezeld zijn van een afschrift van het bankattest of van een ander document dat aangeeft dat de gewestelijke premie effectief werd uitbetaald, evenals de brief van het BIM met een bindende toezegging tot subsidiëring.

Artikel 5

De gemeentelijke premie voor de installatie van fotovoltaïsche panelen, zonnepanelen of groene daken wordt, na onderzoek door het College van Burgemeester en Schepenen, uitbetaald door middel van een overschrijving aan de betrokkene.

Artikel 6

De begunstigen verklaren dat zij de installatie, die met een premie werd betoelaagd, niet zullen verkopen of wijzigen gedurende een periode van vijf jaar na de toekenning van de premie. Indien zulks toch gebeurt, heeft het College van Burgemeester en Schepenen het recht om de volledige of gedeeltelijke terugbetaling van de premie te vorderen.

Artikel 7

Elke vordering tot terugbetaling van een gewestelijke premie brengt automatisch de vordering tot terugbetaling van de gelijkwaardige gemeentelijke premie met zich mee.

De procedures van terugbetaling van de gewestelijke c.q. gemeentelijke premie zullen onafhankelijk van elkaar gebeuren.

Artikel 8

Het huidige reglement is van kracht vanaf 1 januari 2008 tot 31 december 2013.

Het gemeentelijk reglement is gekoppeld aan het bestaan van het gewestelijk reglement voor de installatie van fotovoltaïsche panelen, zonnepanelen of groene daken, en zal van rechtswege opgeheven of afgeschaft worden in het geval van opheffing of afschaffing van het gewestelijk reglement.

Artikel 9

Voor de interpretatie of toepassing van voorgaande schikkingen in niet expliciet voorziene gevallen, berust de ultieme beslissing bij het College van Burgemeester en Schepenen.

Indien het aantal aanvragen het beschikbare bedrag op de gemeentelijke begroting overschrijdt, geldt de datum van de indiening van het volledige dossier als toekenningscriterium.

Artikel 10

De gemeentebegroting wordt geboekt op artikel 922/331-01 « Woonpolitiek »

**(19) Bibliothèque communale ""Hergé"" - Comptes 2006- Budget 2007 ,
Gemeentebibliotheek ""Hergé"" - Rekeningen 2006 - Begroting 2007,**

*A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :
Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :*

Le Conseil communal,

Considérant qu'un subside de 7.437,00 € a été proposé en faveur de la bibliothèque communale « Hergé » au budget ordinaire de 2007 de la commune d'Etterbeek (art. 767/33202/10) ;

Attendu que les instructions de M. le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale précisent que les comptes et budgets des organismes subsidiés par les communes, doivent être approuvés par le Conseil communal ;

Attendu qu'il s'agit d'une institution relevant de la Communauté Française de Belgique et que selon les termes du nouveau Décret du Conseil de la Communauté Française du 10 avril 1995, les comptes et bilans seront arrêtés au 31 décembre de chaque année ;

Vu le comptes 2006 et le budget 2007 arrêtés par l'Assemblée Générale de la bibliothèque communale « Hergé »

Vu les articles 90 et 117 de la Nouvelle Loi communale ;

DECIDE

D'approuver les comptes 2006 et le budget 2007 de la bibliothèque communale « Hergé » tels qu'ils sont annexés à la présente.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat een toelage van 7.437 € ten gunste van de Gemeentebibliotheek « Hergé » op artikel 767/33202/10 van de gewone begroting 2007 van de gemeente Etterbeek werd voorgesteld ;

Aangezien dat de instructies van de Heer Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest benadrukken dat de rekeningen en de begroting van de organismen gesubsidieerd door de gemeenten, goedgekeurd moeten worden door de Gemeenteraad ;

Aangezien dat het om een instelling van de Franse Gemeenschap van België gaat en dat volgens het nieuw decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap van 10 april 1995, de rekeningen en balans zullen vastgelegd worden op 31 december van elk dienstjaar ;

Gelet op de rekeningen 2006 en de begroting 2007 vastgelegd door de Algemene bijeenkomst van de Gemeentebibliotheek « Hergé » ;

Gelet op de artikels 90 en 117 van de Nieuwe Gemeentewet ;

BESLIST

De rekening 2006 en begroting 2007 van de Gemeentebibliotheek « Hergé » goed te keuren.

*Le point 20 est renvoyé au point 29.
Punt 20 wordt verstuurd naar punt 29.*

(22) Subvention spéciale allouée aux communes qui auront augmenté de 2% les barèmes des traitements de leur personnel - Convention
Bijzondere subsidie toegekend aan de gemeenten die de weddeschalen van hun personeel met 2% verhogen - Overeenkomst

*A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :
 Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :*

Le Conseil communal,

Vu protocole n°01/2 relatif à un accord sectoriel 2000/2001 conclu au sein du comité C de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que l'accord sectoriel 2000/2001 prévoit l'octroi d'une revalorisation salariale n'excédant pas 2% des barèmes aux membres du personnel des pouvoirs locaux ;

Considérant que cette revalorisation salariale est de nature à motiver le personnel des pouvoirs locaux pour mener à bien les tâches d'intérêt communal ;

Considérant que le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale souhaite renouveler son soutien aux pouvoirs locaux bruxellois qui ont accordé en 2005 une revalorisation salariale;

Considérant que la situation financière des pouvoirs locaux concernés constitue souvent une entrave à l'octroi de cette revalorisation ;

Considérant par son arrêté du 14 juin 2007 que le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale octroiera une subvention spéciale destinée à couvrir 1% de la charge de la revalorisation salariale ;

Attendu que conformément aux dispositions de l'ordonnance du 13 février 2003 portant octroi de subventions spéciales aux communes de la Région de Bruxelles-Capitale, cette intervention est soumise à l'approbation par le conseil communal de la convention en annexe ;

DECIDE

d'approuver le texte de la convention avec le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale tel qu'annexée au dossier.

De Gemeenteraad,

Gelet op het protocol nr. 01/2 betreffende een sectoraal akkoord 2000/2001 afgesloten in het comité C van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat het sectoraal akkoord 2000/2001 voorziet in een opwaardering van de wedden van ten hoogste 2% van de weddeschalen voor de personeelsleden van de plaatselijke besturen;

Overwegende dat deze opwaardering van de wedden zodanig is dat ze het personeel van de plaatselijke besturen motiveert om zijn taken van gemeentelijk nut te volbrengen;

Overwegende dat de Brusselse Hoofdstedelijke Regering de Brusselse plaatselijke besturen verder wil ondersteunen voor de in 2005 toegekende loonsverhoging;

Overwegende dat de financiële toestand van de betrokken plaatselijke besturen het doorvoeren van deze opwaardering vaak in de weg staat;

Overwegende dat de Brussels Hoofdstedelijke Regering bij zijn besluit van 14 juni 2007 aan de gemeenten die in 2005 een loonsverhoging toegekend hebben, een speciale subsidie wil toewijzen die bestemd is om 1% van de last van de loonsverhoging te dekken;

Overwegende dat overeenkomstig de bepalingen van de ordonnantie van 13 februari 2003 houdende toekenning van bijzondere subsidies aan de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, deze tussenkomst het onderwerp moet uitmaken van een goedkeuring van de bijgevoegde overeenkomst door de gemeenteraad;

BESLUIT

de tekst van de overeenkomst met de Brussels Hoofdstedelijke Regering wordt goedgekeurd zoals bij deze beslissing gevoegd.

(23) Budget 2006 - Modification n° 99 Begroting 2006 - Wijziging nr 99

*A l'unanimité des voix, le conseil communal prend la délibération suivante :
Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :*

Voir annexe – Zie bijlage.

(24) Comptes 2006 Rekeningen 2006

*Par 26 oui et 5 abstentions, le Conseil communal prend la délibération suivante :
Met 26 ja-stemmen en 5 onthoudingen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :*

Ont voté oui/hebben ja gestemd

Sandrine ES, Christophe GASIA, Marie-Rose GEUTEN, Chantal HOORNAERT, Christina KARKAN, Rik JELLEMA, Jean-Claude LAURENT, Jean LAURENT, Patrick LENAERS, Rachid MADRANE, Gisèle MANDAILA, Marie Pascale MINET, Ahmed M'RABET, Eliane PAULISSEN-DE MEULEMEESTER, Jean-Luc ROBERT, Nouridine TAYBI, Frank VAN BOCKSTAL, Didier van EYLL, Laurent VLEMINCKX, Claire ALLARD, Rik BAETEN, Jacqueline BERGER, Jean CORNIL, Patrick CUISINIER, Bernard de MARCKEN de MERKEN, Vincent DE WOLF.

Se sont abstenus/Hebben zich onthouden

Kathy MOTTET, Stéphane VAN VAERENBERGH, Charles de BROUCHOVEN de BERGEYCK, Corinne DE HENAU-MIKOLAJCZAK, André du BUS de WARNAFFE.

Le Conseil communal,

Vu le compte budgétaire 2006 dressé par le Receveur communal ;

Attendu que ce compte se clôture avec un mali de 1.712.944,64 € au service ordinaire et avec un mali de 1.323.943,75 € au service extraordinaire ;

Vu le bilan et le compte de résultat au 31 décembre 2006;

Attendu que le compte de résultat se clôture avec un boni de 1.183.559,91 €, résultat qu'on retrouve au bilan ;

Attendu que ces documents ont été présentés au Collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 30 août 2007 ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

APPROUVE

1. les comptes budgétaires 2006 ;
2. le compte de résultat 2006 et le bilan au 31 décembre 2006.

De Gemeenteraad,

Gezien de begrotingsrekening over 2006 opgesteld door de Gemeenteontvanger;

Overwegende dat deze rekening afgesloten wordt met een tekort van 1.712.944,64 € op de gewone dienst en een tekort van 1.323.943,75 € op de buitengewone dienst;

Gezien de balans en de resultatenrekening op 31 december 2006;

Overwegende dat de resultatenrekening afgesloten wordt met een tegoed van 1.183.559,91 €, resultaat dat men terugvindt op de balans;

Overwegende dat deze documenten aan het College van Burgemeester en Schepenen werd voorgelegd in hun zitting van 30 augustus 2007;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

KEURT GOED

1. de begrotingsrekeningen over 2006;
2. de resultatenrekening over 2006 en de balans op 31 december 2006.

Voir annexes – Zie bijlagen.

**(25) Motion du collège relative aux antennes de télécommunication mobile.
Motie van de College betreffende de mobiele telecommunicatie antennen.**

*Ce point a été retiré de l'ordre du jour du conseil communal.
Dit punt wordt van de agenda van de gemeenteraad uitgeschrapt.*

**(26) Interpellation de Madame Jacqueline BERGER relative aux compétences du Bourgmestre en matière de politique sportive.
Interpellatie van Mevrouw Jacqueline BERGER betreffende de bevoegdheden van de Burgemeester op het gebied van sportbeleid.**

Madame Jacqueline BERGER expose son interpellation.

C'est avec un réel plaisir que je verrai notre commune s'aligner, pour la 1^{ère} fois, parmi les 96 participants retenus pour la 11^{ème} édition du « Trophée commune sportive » le 29 septembre prochain au domaine du Sart-Tilman à Liège.

Ce Trophée qui a pour objectif de rassembler, en Communauté française, sport d'élite et sport pour tous en proposant des épreuves compétitives et des animations sportives, est une excellente opportunité pour notre commune de mettre en avant ses institutions sportives / ses sportifs de haut niveau et de leur associer nos citoyens pour défendre les couleurs d'Etterbeek.

Le règlement du Trophée prévoit que les résultats des communes seront établis suivant 4 composantes :

- 1- les résultats obtenus par l'équipe communale dans les 5 épreuves (jogging, natation, badminton, mini-foot, pétanque)
- 2- le résultat obtenu par le mandataire chargé des sports, vous avez choisi l'épreuve du tir à l'arc

- 3- un bonus de points pour toute commune représentée dans les 6 épreuves officielles sus-mentionnées
Pourriez-vous nous donner la composition de notre équipe et nous préciser si elle sera en mesure de concourir dans chacune des disciplines officielles ?
- 4- la participation sportive des habitants de chaque commune

Chaque commune est donc invitée à faire accompagner son équipe officielle par un maximum de concitoyens pour d'une part l'encourager et d'autre part lui apporter des points supplémentaires (jusqu'à 500) en s'inscrivant et en participant aux activités organisées à leur intention (marche, parcours d'orientation, jogging, natation, initiation à divers sports : squash, tennis, kayak, escrime, escalade, arts martiaux, golf ...) soit 20 disciplines proposées et le tout gratuitement.

La participation active des habitants peut donc influencer fortement le classement final d'une commune.

Serait-il possible d'envisager un appel toutes boîtes, à nos concitoyens, les invitant à venir soutenir notre équipe et à participer activement à cette journée de sports à Liège?

Voire à mettre à disposition les autocars communaux pour assurer le déplacement ?

Monsieur le Bourgmestre remercie d'avoir abordé ce sujet, car cela permet de faire le point sur cette question plutôt agréable. Il ajoute qu'il reviendra un jour en Conseil communal sur la nouvelle politique sportive en termes de table ronde des sports et jeunesse. Début septembre, 50 dirigeants de clubs sportifs etterbeekois se sont réunis pour organiser concrètement les journées portes ouvertes d'initiations gratuites organisées au hall des sports, à la piscine et au stade de football.

Et profitant de ces journées, la commune a demandé aux dirigeants de clubs sportifs d'inviter leurs membres etterbeekois à s'inscrire dans les différentes disciplines pour le Trophée « Commune sportive » et auquel Etterbeek participe pur la première fois. Et jusqu'à présent il ne manque qu'une seule personne : une joggeuse.

Le Bourgmestre ajoute que si on demande aux habitants de participer, il est normal que le membre du Collège chargé du service des sports le fasse aussi et c'est le tir à l'arc qui a été choisi. Monsieur le Bourgmestre dit qu'il ira concourir sportivement avec les etterbeekois.

En ce qui concerne le toutes-boîtes, celui-ci a été distribué. Pour les cars communaux, le nécessaire a également été fait et ceux-ci sont déjà réservés. Le soutien pour les habitants se traduira par une photo de groupe qui annoncera que la commune dispose de son équipe officielle et que les etterbeekois qui le souhaitent peuvent accompagner pour encourager l'équipe.

Mevrouw Jacqueline BERGER legt haar interpellatie uit.

Met veel genoegen zou ik graag zien dat onze Gemeente zich voor de eerste keer, onder tussen de 96 geselecteerde deelnemers voor de 11ste editie van de «Trofee van Sportgemeente», kon plaatsen. Deze gebeurtenis zal plaatsvinden op 29 september in het domein van Sart-Tilman in Luik

De bedoeling van dit trofee, is om in de «Communauté Française», de topsport en de sport voor iedereen bij elkaar te brengen door competitieve wedstrijden en sportanimaties voor te stellen en is ook een uitstekende gelegenheid voor onze Gemeente om zijn sportinstellingen en zijn topsporters naar voor te brengen met het oog om onze burgers te betrekken bij het verdedigen van de kleuren van Etterbeek.

Het reglement van de Trofee voorziet dat de resultaten van de Gemeenten volgens 4 elementen zullen opgesteld worden:

1. De bekomen resultaten door de gemeentelijke ploeg in de 5 wedstrijden (jogging, zwemmen, badminton, mini-voetbal, pétanque);
2. Het resultaat bekomen door de mandataris met de sport belast, u heeft voor het boogschieten gekozen;
3. Een punten bonus voor elke Gemeente die vertegenwoordigd is in de 6 officiële wedstrijden; (Zou u ons de samenstelling van onze ploeg kunnen geven en ons verduidelijken of deze in staat zal zijn om deel te nemen in elk van deze officiële disciplines?);
4. De sportieve participatie van de inwoners van elke Gemeente

Elke Gemeente wordt dus uitgenodigd om zijn «officiële ploeg» door en maximum aantal medeburgers te laten begeleiden: enerzijds om de ploeg te ondersteunen en anderzijds om deze extra punten te bezorgen (tot 500) door zich in te schrijven en deel te nemen aan de activiteiten voor hun georganiseerd (het marcheren, oriëntatielopen,

jogging, zwemmen, initiatie in verschillende sporten zoals: squash, tennis, kayak, schermen, klimmen, vechtsporten, golf,...) wat overeenkomt met 20 disciplines die kosteloos ter beschikking worden gesteld.

De actieve medewerking van de inwoners kan dus de definitieve rangschikking sterk beïnvloeden

Zou het mogelijk zijn om aan al onze medeburgers folders uit te delen, hen uitnodigend om onze ploeg te ondersteunen en om ook om actief deel te nemen aan deze sportdag in Luik? En waarom geen gemeentelijke autobussen ter beschikking te stellen om deze verplaatsing te verzekeren?

De heer Burgemeester dankt dat dit onderwerp voorgelegd werd, want dit was de aanleiding om de stand van zaken op een aangename manier uit te voeren. Hij zegt dat hij tijdens een Gemeenteraad zal terugkomen op het nieuw sportbeleid en dit onder de vorm van een rondetafel voor sport en jeugd. Begin september zijn 50 aanvoerders van etterbeekse sportclubs bijeengekomen om samen de opendeurdagen voor een gratis sportinitiaties te organiseren die zullen plaatsvinden in het Sportcentrum, in het zwembad en in het voetbalstadion.

Om deze dagen nuttig te gebruiken heeft de Gemeente aan de aanvoerders van deze clubs gevraagd om hun etterbeekse leden in de verschillende disciplines voor de «Trofee van Sportgemeente» in te schrijven en waaraan Etterbeek voor de eerste keer meedoet. Tot op heden ontbreekt er maar één persoon: een hardlooper. De Burgemeester voegt ook bij dat indien men aan de inwoners vraagt om deel te nemen, het normaal is dat het lid van het College die met de sport belast is ook zou moeten deelnemen, dus heeft hij voor het boogschieten gekozen. De heer Burgemeester zegt dat hij sportief zal deelnemen aan de wedstrijden met de etterbeekse atleten. Voor wat de berichten aan de inwoners betreft werd alles al uitgedeeld. Wat de gemeentelijke bussen betreft werd het nodige al uitgevoerd en werden ze al voorbehouden. De steun voor de inwoners zal uitgedrukt worden door een groepsfoto die zal aankondigen dat de Gemeente over een officiële ploeg beschikt en dat de etterbeekse atleten die het wensen mogen meegaan om de ploeg te ondersteunen en aan te moedigen.

- (27) Interpellation de Monsieur Rachid MADRANE relative à la stratégie mise en place par la commune d'Etterbeek dans le cadre de l'initiative « 2007 : Année européenne de l'égalité des chances pour tous », à l'attention de Madame Marie-rose GEUTEN, Echevine chargée de l'Égalité des Chances.**
Interpellatie van de heer Rachid MADRANE betreffende de strategie opgestart door de Gemeente in het kader van het initiatief « 2007 : Europees jaar voor de gelijkheid van kansen voor iedereen » genomen door Mevrouw Marie-Rose GEUTEN, Schepen belast met de Gelijkheid van Kansen.

Monsieur Rachid MADRANE expose son interpellation.

L'année 2007 qui s'achève lentement a été déclarée année européenne de l'égalité des chances pour tous. L'Union européenne a d'ailleurs toutes les raisons d'être fière car la législation en matière de lutte contre les discriminations en Europe est l'une des plus développées au monde. Mais pour être pleinement efficaces, ces lois doivent être bien connues, et pleinement appliquées. Il leur faut pour cela être soutenues par une volonté politique claire à tous les niveaux de pouvoir et bénéficier du soutien populaire, auxquels l'Année européenne 2007 contribuera à redonner de l'élan.

Ensuite, proclamer l'égalité des droits et adopter des lois pour la garantir ne suffit pas pour réaliser l'égalité des chances pour tous dans la pratique. Il faut encourager les changements de comportement et de mentalité. Il faut aussi tout à la fois s'attaquer aux schémas d'inégalité complexes dont sont victimes certains groupes et populations en Europe et s'attaquer aux racines de ces phénomènes. Enfin, nos sociétés changent : la population de l'Union européenne vieillit, sa composition est de plus en plus multiculturelle, etc. Cette diversité croissante pose des défis nouveaux que nous devons mieux gérer : elle présente aussi de nombreux atouts qu'il faut savoir saisir.

La Commission européenne a donc proposé, cinq ans exactement après l'adoption par l'Union européenne de deux directives de très grande portée interdisant la discrimination sur le lieu de travail et dans d'autres aspects de la vie quotidienne, de faire de 2007 l'Année européenne de l'égalité des chances pour tous. Cette initiative devait insuffler un nouvel élan à la lutte contre la discrimination et à la promotion de l'égalité des chances pour tous, tout en promouvant un message positif sur la diversité.

L'Année est l'initiative phare d'une stratégie plus ambitieuse qui vise à dynamiser la lutte contre la discrimination au sein de l'Union européenne, et que la Commission a exposée dans un document intitulé « Stratégie cadre pour le non-discrimination et l'égalité des chances pour tous », publié en juin 2005.

L'Année européenne de l'égalité des chances pour tous poursuit trois objectifs principaux :

- sensibiliser davantage les populations de l'Union européenne à leurs droits à l'égalité de traitement
- promouvoir l'égalité des chances pour tous – que ce soit dans l'accès à l'emploi, à l'école, sur le lieu de travail ou encore dans les soins de santé
- promouvoir l'atout que constitue la diversité pour l'Union européenne.

Les actions menées au cours de l'Année se sont concentrées sur la discrimination dont sont victimes certaines personnes du fait de leur race ou de leur origine ethnique, de leur religion ou leurs croyances, de leur âge, de leur sexe, de leur orientation sexuelle ou d'un handicap, autant de motifs de discrimination sur lesquels il est possible d'agir au niveau européen.

L'Année a été rythmée par des centaines d'activités qui ont été organisées dans toute l'Union européenne, à l'échelon local, régional et national. De nombreuses activités ont également été prévues au niveau européen. Citons entre autres :

Un « Sommet de l'égalité » qui s'est tenu à Berlin, un sondage inédit sur l'attitude des Européens envers la discrimination; une campagne d'information pan-européenne sur les politiques et la législation européennes en matière de lutte contre la discrimination.

Pour garantir une proximité maximale avec le public, la plupart des activités de l'Année ont été organisées dans les Etats membres à l'échelon national, régional ou local, en fonction des besoins respectifs.

Les activités ont pu par exemple inclure :

Un concours de rédaction pour les écoles sur le thème du respect et de la tolérance.

Un prix pour les entreprises qui mettent en œuvre des politiques de diversité efficaces

Une formation pour les syndicats locaux sur l'impact de la législation anti-discrimination à leur niveau

Un séminaire réunissant des organismes locaux représentant des personnes victimes de discrimination. Un organisme d'aide aux personnes handicapées et une organisation représentant des migrants ont ainsi pu examiner des approches visant à promouvoir l'égalité de traitement dans les services locaux comme le logement ou l'éducation.

Chaque Etat membre a présenté à la Commission ses idées et sa stratégie pour l'Année et le budget de l'Année avoisine les 15 millions d'euros.

Aussi Madame l'Echevine permettez-moi de vous poser quelques questions sur les intentions et les réalisations du collège dans le cadre de cette année européenne de l'égalité des chances pour tous.

La commune d'Etterbeek a-t-elle été partie prenante à cette année européenne ?

La commune a-t-elle dégagé des moyens et affecté du personnel communal pour mener des actions de sensibilisation et d'information concernant cette année européenne ? Plus globalement comment la commune s'est-elle inscrite dans cette année européenne ?

Quels sont les projets et initiatives que la commune a mené ou compte mener et soutenir ? Quelle est la stratégie mise en place au niveau d'Etterbeek ?

Comment la commune a-t-elle ou compte-t-elle soutenir les initiatives qui émaneraient des habitants, du tissu associatif ou des partenaires sociaux ?

Enfin, Madame l'échevine, existe-t-il une coordination entre la commune, le centre pour l'égalité des chances et la Région ?

Madame Marie-Rose GEUTEN prend la parole et remercie Monsieur Rachid MADRANE d'apporter au Conseil communal un sujet aussi important que l'égalité des chances.

2007 est l'année de l'égalité des chances pour tous mais Madame Marie-Rose GEUTEN aimerait que cela soit chaque année et elle va travailler pour le long terme.

Dans la déclaration de politique générale, approuvée à l'unanimité, figurent des objectifs d'égalité des chances. La réalisation de ces objectifs est en cours de travail. Madame Marie-Rose GEUTEN dit qu'elle va déposer un dossier de demande de subsides à la Région dans le cadre de l'égalité des genres. Cela semble n'être qu'un volet mais il concerne en fait plus de la moitié de l'humanité et donc plus de la moitié des habitants d'Etterbeek.

Madame Marie-Rose GEUTEN expose les projets que la commune a entrepris et compte entreprendre dans le cadre de cette année 2007. Depuis qu'elle est échevine, Madame Marie-Rose GEUTEN s'est rendue à des réunions entre la Région et les communes bruxelloises, avec le soutien de la Secrétaire d'Etat régionale en charge de l'égalité des chances et l'administration des pouvoirs locaux. Il y a une volonté de travailler en étroite concertation, même si l'on ne sent pas encore un grand engouement de la part de certains responsables communaux en terme d'égalité des chances.

Durant le mois de septembre et octobre, une campagne de sensibilisation aura lieu à Etterbeek et dans d'autres communes avec, comme cible privilégiée : les jeunes. En effet, c'est le plutôt possible qu'il faut sensibiliser le respect de l'autre et ce, quelles que soient les différences. Pour sensibiliser les jeunes, nous invitons tous les élèves de 5^{ème} et 6^{ème} primaires ainsi que les 1^{ère} et 2^{ème} secondaires d'Etterbeek à participer à un concours, qui consiste en la création d'un logo. Le but n'est pas de gagner un prix mais de réfléchir ensemble par un dessin, un logo, sur le respect de l'autre.

Les classes participantes enverront leurs œuvres à la commune d'Etterbeek qui s'engage à les exposer dans un endroit accessible au public durant les dix journées de l'égalité des chances pour tous du 20 au 30 octobre prochain. La commune s'engage à en faire la publicité afin de sensibiliser les jeunes et tout les concitoyens à venir voir les œuvres.

Madame Marie-Rose GEUTEN rappelle que notre commune est en plan de redressement financier et que, de ce fait, nous n'avons pas encore pu mettre en place un service de l'égalité des chances à part entière. Il n'y a donc pas de fonctionnaire en charge de cette matière, et elle y travaille donc seule.

Dans ce contexte les choses ne peuvent donc pas se déployer d'un seul coup. Cette politique se fera au fur et à mesure, mais le maximum sera fait.

En résumé, il y a pas mal de projets qui n'attendent qu'à voir le jour. Une demande de subside est en cours pour toute la politique de l'année prochaine.

Madame Marie-Rose GEUTEN ajoute à l'attention de Monsieur Rachid MADRANE qu'elle est ravie que ses préoccupations régionales rejoignent ses préoccupations communales.

Monsieur Rachid MADRANE remercie Madame Marie-Rose GEUTEN pour ses réponses et demande s'il est possible d'élargir cela aux organisations de jeunesse, car au niveau de l'enseignement il y a des choses à faire. Nous sommes dans une commune qui a peu de moyens mais il y des petits chèques « égalité des chances » qui ont été mis en place par la Secrétaire d'Etat Madame Brigitte GRAUWELS et ce serait bien de les utiliser

* * *

De heer Rachid MADRANE legt zijn interpellatie uit.

Het jaar 2007 die langzaam ten einde loopt werd uitgeroepen tot het Europees jaar voor de gelijkheid van kansen voor iedereen!

De Europese Unie heeft trouwens alle redenen om trots te zijn want de wetgeving op het gebied van de strijd tegen de discriminatie is één van de meest ontwikkelde ter wereld.

Maar om doeltreffend te zijn moet men goed op de hoogte zijn van deze wetten en ze in de praktijk volkomen toepassen. Daarvoor moeten ze ondersteund worden door een duidelijk beleid op alle niveaus en op de steun van de bevolking kunnen rekenen waaraan het Europees jaar 2007 zal bijdragen.

Maar, de gelijkheid van de rechten proclameren en wetten goedkeuren om ze te waarborgen is niet voldoende om de gelijkheid van kansen voor iedereen in de praktijk te verwezenlijken. Men moet de gedrags- en mentaliteitsverandering aanmoedigen. Men moet tegelijkertijd de complexe schema's van de ongelijkheden bestrijden waarvan sommige groepen en bevolkingen in Europa het slachtoffer van zijn en deze fenomenen aan de basis bestrijden. Tenslotte is onze maatschappij aan het veranderen: de bevolking van de Europese Gemeenschap is aan het verouderen en de samenstelling lijkt meer en meer op een multiculturele samenleving enz... Deze toenemende diversiteit stelt al nieuwe uitdagingen voor die we beter moeten beheren, ze stelt ook nieuwe troeven voor die we niet mogen laten voorbijgaan.

De Europese Commissie heeft dus, precies 5 jaar na de goedkeuring door de Europese Unie van twee belangrijke directieven met een heel grote draagwijdte houdende het verbod van discriminatie op de werkplaats en in andere aspecten van het dagelijks leven, voorgesteld om van het jaar 2007 het Europees jaar voor de

gelijkheid van kansen voor iedereen te maken. Dit initiatief zou een nieuwe aanloop moeten inboezemen in de strijd tegen de discriminatie en voor de bevordering van de gelijkheid van kansen voor iedereen, met de bevordering van een positieve boodschap over de verscheidenheid.

Het «Jaar» is het vooruitstrevend initiatief van een ambitieusere strategie gericht op het stimuleren van de strijd tegen de discriminatie in de Europese Unie, en dat de Commissie tentoongesteld heeft in een document genaamd «Stratégie cadre pour la non-discrimination et l'égalité des chances pour tous», uitgegeven in juni 2005.

Het Europees jaar voor de gelijkheid van kansen voor iedereen streeft drie belangrijke doelstellingen na:

- De bevolkingen uit de Europese Unie gevoeliger maken voor hun rechten op de gelijkheid aan behandeling;
- De gelijkheid van kansen voor iedereen bevorderen of het nu voor de tewerkstelling is, of op de werkplaats of ook nog voor de gezondheidszorgen, of om het even wat ook;
- De verscheidenheid, die de troef voor de Europese Unie vormt, bevorderen;

De ondernomen acties tijdens het «Jaar» concentreerden zich op de discriminatie waarvan sommige personen het slachtoffer van zijn wegens hun oorsprong, hun ras, wegens hun etnische oorsprong, hun godsdienst of wegens hun geloof, hun leeftijd, hun geslacht, hun seksuele oriëntatie of hun handicap, die zijn zoveel motieven zijn tot discriminatie waarover het mogelijk is te handelen op Europees niveau.

Het «Jaar» werd geritmeerd door talrijke activiteiten die georganiseerd werden door de Europese Unie, zowel op het lokaal, gewestelijk als op het nationaal vlak. Talrijke activiteiten werden ook voorzien op het Europees niveau, zoals bijvoorbeeld: de Europese Top voor de Gelijkheid in Berlijn, een onuitgegeven opiniepeiling over de houding van de Europeanen ten opzichte van de discriminatie; een pan-Europese informatiecampagne over het beleid en de verschillende Europese wetgevingen op het gebied van de strijd tegen de discriminatie.

Om zo dicht mogelijk bij het grote publiek te staan, werden de meeste activiteiten van het «Jaar» in de Lidstaten op het nationaal, op het gewestelijk en ook op het plaatselijk vlak georganiseerd naar gelang de respectievelijke noden.

Deze activiteiten bevatte bijvoorbeeld: een opstelwedstrijd in de scholen met als thema het respect en de verdraagzaamheid;

- een prijs voor de ondernemingen die in de praktijk een efficiënt verscheidenheidsbeleid toepassen,
- een opleiding voor de plaatselijke vakbonden over de invloed van de antidiscriminatiewetgeving op hun niveau;
- een seminarie met de plaatselijke instellingen die de personen, vertegenwoordigen. Een hulporganisatie voor gehandicapte personen, slachtoffer van discriminatie, en een instelling voor de vertegenwoordiging van de migranten hebben zo de aanpak kunnen onderzoeken gericht op de bevordering van de gelijkheid aan behandeling in de plaatselijke diensten zoals de huisvesting en de opvoeding.

Elk Lidstaat heeft aan de Commissie zijn ideeën en zijn strategieën voor het «Jaar» voorgesteld, en de begroting voor het «Jaar» bedraagt ongeveer 15 miljoen €.

Daarom Mevrouw de Schepen, zou ik graag enkele vragen willen stellen over de bedoelingen en de verwezenlijkingen van het College in het kader van dit «Europees jaar voor de Gelijkheid van kansen voor iedereen».

Is de Gemeente Etterbeek ontvangende partij voor dit Europees jaar?

Heeft de Gemeente middelen vrijgemaakt en gemeentelijk personeel aangesteld om informatie- en sensibiliseringsacties uit te voeren betreffende dit Europees jaar? Meer globaal bekeken, hoe heeft de gemeente zich ingeschreven in dit Europese jaar?

Welke zijn de projecten en de initiatieven dat de Gemeente genomen heeft of van plan is te nemen en op welke manier wilt ze deze ondersteunen? Welk strategie werd, op het niveau van de Gemeente Etterbeek, opgestart?

Hoe is de Gemeente van plan om deze initiatieven die zouden voortkomen uit de inwoners, uit het verenigingsleven of komende van de sociale partners, te ondersteunen?

Tenslotte, Mevrouw de Schepen, bestaat er een coördinering tussen de Gemeente, het Centrum voor Gelijkheid aan Kansen en het Gewest ?

Mevrouw Marie-Rose GEUTEN neemt het woord en dankt de heer Rachid MADRANE omdat hij zo'n belangrijk onderwerp als de gelijkheid van kansen aan de Gemeente voorlegd.

2007 is het jaar van de gelijkheid van kansen voor iedereen maar volgens Mevrouw Marie-Rose GEUTEN zou dit elk jaar zo moeten zijn en ze zal werken op de lange termijn.

In het algemeen beleidsverklaring, unaniem goedgekeurd, bevinden zich de doelstellingen voor de gelijkheid van kansen.

De verwezenlijking van deze doelstellingen zijn aan de gang. Mevrouw GEUTEN zegt dat ze een dossier voor het aanvragen van subsidies aan het Gewest zal voorleggen in het kader van de gelijkheid van geslachten. Dit lijkt maar een tipje van de sluier te zijn maar in feite gaat het om meer dan de helft van de mensheid en dus meer dan de helft van de inwoners van Etterbeek.

Mevrouw GEUTEN stelt de projecten tentoon dat de Gemeente ondernomen heeft en van plan is te ondernemen in het kader van dit jaar 2007. Sinds dat ze Schepen is, begaf Mevrouw GEUTEN zich naar talrijke vergaderingen tussen het Gewest en de brusselse gemeenten, met de steun van de gewestelijk Staatssecretaris belast met de gelijkheid van kansen en van het Bestuur van de Plaatselijke Besturen. De wil bestaat wel om in nauw overleg te werken, zelfs indien de geestdrift niet zo'n groot is vanwege enkele gemeentelijke verantwoordelijken in termen van gelijkheid van kansen.

In de loop van de maand en september en oktober zal er een sensibiliseringscampagne, in het bijzonder gericht tot de jeugd, in Etterbeek plaatsvinden alsook in andere gemeenten. Inderdaad, het respect voor de andere moet zo vroeg mogelijk aangeleerd worden, wat de verschillen ook mogen zijn. Om de jongeren gevoelig en bewust te maken, nodige wij alle leerlingen uit het 5de en het 6de studiejaar uit alsook die van het 1ste en 2de lager secundair onderwijs om deel te nemen aan een wedstrijd die bestaat in het creëren van een logo. De bedoeling is niet om een prijs te winnen maar om via een tekening, een logo, samen na te denken over het respect van de andere.

De klassen die meedoen zullen hun werken naar de Gemeente Etterbeek opsturen die de verbintenis neemt om deze om in een plaats, toegankelijk voor het publiek, tentoon te stellen gedurende de tien dagen van de gelijkheid van kansen voor iedereen, van 20 tot 30 oktober aanstaande. De Gemeente verbindt zich om de nodige publiciteit uit te voeren om de jongeren en al de medeburgers gevoelig te maken voor deze problematiek en om de «kunstwerken» te komen bewonderen.

Mevrouw GEUTEN herinnert dat onze Gemeente zich momenteel in een financieel herstelplan bevindt en dat gezien de toestand we nog altijd niet over een waardige dienst van de gelijkheid van kansen beschikken. Er is nog altijd geen ambtenaar met deze materie belast, ze is dus verplicht er alleen aan te werken.

In deze context, kunnen de zaken zich niet snel genoeg ontplooien. Het beleid zal zich langzamerhand verder ontwikkelen, maar het maximum zal uitgevoerd worden.

In het kort, tal van projecten wachten op het startsein. Een subsidieaanvraag is aan de gang voor heel het beleid voor volgend jaar.

Mevrouw GEUTEN zegt aan de heer MADRANE dat ze tevreden is dat haar gewestelijke bezorgdheden zich bij zijn gemeentelijk bezorgdheden voegen.

De heer MADRANE dankt Mevrouw GEUTEN voor haar antwoorden en vraagt om het mogelijk is om dit verder uit te breiden naar de jeugdorganisaties, want op het niveau van het onderwijs is er ook veel uit te voeren. We zijn in een Gemeente met kleine middelen maar er zijn kleine cheques «gelijkheid van kansen» die uitgegeven werden door de Mevrouw GRAUWELS, Staatssecretaris, en het zou goed zijn om deze te gebruiken.

- (28) Interpellation de Monsieur Rik BAETEN relative aux compétences du Bourgmestre en matière de mobilité et participation.**
Interpellatie van de heer Rik BAETEN betreffende de bevoegdheden van de Burgemeester op het gebied van mobiliteit en participatie.

Monsieur Rik BAETEN expose son interpellation.

Une réunion d'information a eu lieu le 27 août dernier à l'Hôtel communal concernant le nouveau plan de circulation dans la Chaussée de Wavre. Naturellement, il va de soi que je salue chaleureusement l'initiative d'avoir organisé de telles séances d'informations. Cependant je ne l'ai appris que le lendemain via le website communal.

Puis-je demander que les Conseillers communaux soient dorénavant chaque fois mis au courant des réunions d'information et de participation que la Commune compte organiser (un simple e-mail est suffisant) ?

Par la voie de quelques personnes présentes lors de la réunion et via la presse j'ai appris que les associations de commerçants, principalement, s'opposent aux modifications présentées. Pourtant vous avez marqué votre accord quant à la proposition de la Région de tester pendant deux mois une partie du site propre du bus. Je soutiens pleinement cette décision.

D'après un journal cette période de test se déroulerait durant les mois de février et de mars, et d'après une autre source durant les mois d'avril-mai. A cet effet, pouvez-vous d'ores et déjà nous renseigner?

Vous avez annoncé à la réunion d'information qu'après cette phase de tests, vous organiseriez une enquête dans le quartier pour sonder les réactions des habitants et des commerçants

Allez-vous également, comme vous l'avez fait pour la Place Jourdan, interroger les clients-usagers de la rue commerçante?

Cette enquête sera-t-elle limitée à des questions concernant les tests avec le site propre du bus, ou le sera-t-elle, comme ce fut le cas pour la Place Jourdan, à des questions concernant les moyens de transports, le parking, les avis et les souhaits concernant l'aménagement de la rue etc... ?

Permettez-moi de saisir cette occasion pour vous donner quelques considérations concernant les plans proposés ainsi que les réactions des commerçants.

Je me rends compte que, malgré le fait que tout le monde est d'accord sur le principe que le quartier est en train de régresser, ils continuent à s'opposer à chaque limitation de la circulation automobile. J'aimerais souligner le fait que les commerçants dans bien des villes Flamandes et Wallonnes, qui au départ se sont fortement opposés aux rues piétonnières, aux réductions du trafic etc... en sont maintenant les plus grands défenseurs.

J'espère qu'en cas de réaction négative de la part des commerçants concernant la circulation réduite sur le site propre du bus et de la circulation automobile, l'entièreté de project de réduction de la circulation dans la Chaussée de Wavre ne sera pas rayée.

Si nous voulons trouver des solutions structurelles afin d'arrêter la régression de ce quartier commerçant, alors une approche intégrée où il faudra tenir compte de tous les aspects est nécessaire: la force de la concurrence des commerçants, la qualité de l'espace public, l'accessibilité (ainsi que pour les personnes handicapées), l'environnement avec une limitation des gaz d'échappement, sans danger pour les enfants, la sécurité.... Et tout ceci dans la perspective du développement durable.

J'aimerais que vous m'appreniez quels sont vos objectifs de base pour le réaménagement de la Chaussée de Wavre et les priorités qui, il est vrai, sont en concordance avec les personnes concernées, doivent absolument être réalisées.

J'ai lu dans «Le journal d'Etterbeek» que, dans le cas où le project du site propre pour le bus, malgré un avis négatif des commerçants, verrait quand même le jour, vous vous enchaîneriez sur la route avec les commerçants. J'espère pour vous, ainsi que pour les commerçants, ne pas devoir en arriver là.

Monsieur André du BUS de WARNAFFE voudrait connaître la procédure par laquelle les citoyens sont tenus au courant de l'évolution d'un dossier qui a fait l'objet d'une dynamique discussion (réunions d'information ou de concertation). En effet, depuis cette fameuse réunion de concertation, il semblerait qu'il n'y aurait plus de période d'essai et les échos sont également divergeants par rapport à la conclusion de cette réunion.

Monsieur le Bourgmestre répond qu'il n'y a pas de procédure, il y a une dynamique qui se met en route lors de ces réunions. En dehors de la commune, les commerçants ont rencontré le responsable de la STIB, et ont, d'un commun accord, élaboré un plan B. Monsieur le Bourgmestre dit qu'il a reçu un tableau avec les rues concernées, l'indication des commerces sur l'ensemble de ces rues et sur 179 commerçants, 178 ont marqué accord. Cela ne veut pas dire que la procédure soit terminée, cela veut simplement dire qu'un partenaire important a pris une position majoritaire. Mais il n'y a pas que les commerçants dont il faut tenir compte, il y a les habitants, les usagers. Donc, ces réunions n'empêchent pas que par la suite, une enquête publique doit se dérouler, que les personnes soient entendues et qu'un procès verbal soit établi.

La Région doit introduire une demande de permis. Les commerçants ont suggéré une rénovation de l'ensemble du quartier. Atrium est arrivé, la volonté politique communale est là mais l'ensemble de ces voiries, tant l'avenue des Casernes que la chaussée de Wavre, le Boulevard Général Jacques et l'avenue de la Force Aérienne, sont des voiries régionales. Les commerçants pensent que ce serait l'occasion de se réunir pour pouvoir réaménager trottoirs, voiries, éclairages publics, mobiliers urbains. Cette idée a recueilli l'accord de la STIB : le bus qui vient d'Auderghem entrerait dans la chaussée de Wavre et tournerait à gauche au niveau de l'avenue de la Force Aérienne pour descendre en site propre dans l'avenue des Casernes.

En ce qui concerne le bus qui monte du centre, il s'agirait de créer un site propre pour le bus dans la partie finale non commerçante de la chaussée de Wavre par l'enlèvement des arbres et leur replantation dans les trottoirs, ainsi que la suppression des emplacements de stationnement le long des Casernes. Dès lors, les véhicules automobiles peuvent continuer à emprunter la chaussée de Wavre dans les deux sens sans modification du sens de la circulation.

Le Bourgmestre conclut en disant que si la STIB et l'ensemble des commerçants sont pour, il va soumettre les propositions au Collège. Il dit qu'il en a déjà parlé à l'Echevine des Travaux et il aimerait bien qu'avec l'Echevin de l'Urbanisme, l'Echevin des Classes Moyennes et ATRIUM, une réunion ait lieu avec une représentation des commerçants et des riverains pour discuter du type d'aménagement que chacun espère obtenir de la Région en compensation des efforts de concertation dans le quartier.

Le Bourgmestre rappelle que c'est la Région qui devra demander le permis. L'ingénieur représentant la STIB attend l'avis officiel du Collège pour introduire sa demande de permis au niveau urbanistique et pour ensuite lancer un marché pour les travaux.

Monsieur le Bourgmestre ajoute que comme Monsieur Rik BAETEN est bien introduit auprès du Ministre bruxellois des travaux publics, il est certains qu'il va peser de tout son poids pour que la commune obtienne les moyens financiers pour que le quartier soit rénové dans l'intérêt de tous.

Monsieur Rik BAETEN pose une question complémentaire au sujet de la phase de test en demandant si elle va se poursuivre. Et si elle n'aura pas lieu, y aura-t-il une alternative ?

Le Bourgmestre répond que l'intention est de demander aux commerçants une période de test de deux mois ; pas décembre ni janvier, mais bien février et mars. Mais selon le Bourgmestre, une période test n'est pas nécessaire car les commerçants sont entièrement d'accord avec le projet ainsi modifié.

* * *

De heer Rik BAETEN legt zijn interpellatie uit.

Op 27 augustus j.l. vond in het gemeentehuis een informatievergadering plaats betreffende het nieuwe verkeersplan in de Waversesteenweg. Uiteraard juich ik het initiatief om dergelijke hoorzittingen te organiseren van harte toe. Ik vernam het evenwel pas de dag nadien via de website van de gemeente. Mag ik vragen om de gemeenteraadsleden voortaan telkens op de hoogte te brengen van de informatie- en inspraakvergaderingen die de gemeente organiseert (een eenvoudige email volstaat) ?

Via enkele aanwezigen en de pers vernam ik dat vooral de handelaarsverenigingen zich verzetten tegen de voorgestelde wijzigingen. Toch hebt u zich akkoord verklaard om het voorstel van het gewest van een gedeeltelijke vrije busbaan gedurende twee maanden uit te testen. Ik ondersteun ten volle deze beslissing. Volgens de ene krant zou deze testperiode gedurende de maanden februari-maart gebeuren, volgens een andere in april-mei. Kunt u ons hierover reeds uitsluitsel geven ?

Op de informatievergadering hebt u aangekondigd dat u na de testfase een enquête in de wijk zult organiseren om naar de reacties van de bewoners en de handelaars te peilen. Zult u, zoals bij het Jourdanplein, hierbij ook de klanten-gebruikers van de winkelstraat bevragen ? Zal deze enquête zich beperken tot vragen over de testfase met de vrije busbaan, of zult u zoals bij het Jourdanplein ook vragen stellen naar de gebruikte vervoersmiddelen, het parkeren, mening en wensen over de inrichting van de straat enz. ?

Sta mij toe van deze gelegenheid gebruik te maken om enkele bedenkingen te geven bij de voorgestelde plannen en de reacties van de handelaars.

Ik stel vast dat zij zich, ondanks het feit dat iedereen het erover eens is dat de wijk erop achteruit gaat, blijven verzetten tegen iedere beperking van het autoverkeer. Mag ik erop wijzen dat de handelaars in heel wat Vlaamse steden die zich aanvankelijk hevig verzetten tegen verkeersvrije of verkeersarme straten, daar nu de grootste pleitbezorgers van zijn.

Ik hoop dat bij een negatieve reactie van de handelaars over de vrije busbaan en de voorgestelde verkeerscirculatie, het hele project van het auto-arm maken van de Waverssesteenweg niet zal afgevoerd worden.

Als we structurele oplossingen willen vinden om de achteruitgaan van deze commerciële wijk te stoppen, dan is een geïntegreerde benadering noodzakelijk waarbij alle aspecten in rekening worden gebracht: de concurrentiekracht van de handel, de kwaliteit van de openbare ruimte, de toegankelijkheid (ook voor gehandicapten), het leefmilieu met de beperking van de uitlaatgassen, de kindvriendelijkheid, de veiligheid... En dit alles vanuit een perspectief van duurzame ontwikkeling.

Graag zou ik van u vernemen wat uw basisobjectieven zijn voor de herinrichting van de Waverssesteenweg en de prioriteiten die, weliswaar, in dialoog met alle betrokkenen zijn, absoluut moeten gerealiseerd worden.

In Le Journal d'Etterbeek las ik dat u zich, als het project van de busbaan ondanks een negatief van de handelaars toch zou doorgaan, samen met de commercianten op de weg zult vastketenen. Ik hoop voor u en de handelaars dat het zover niet zal moeten komen.

De heer André du BUS de WARNAFFE zou de procedure willen kennen waarmee de burgers op de hoogte worden gehouden van de evolutie van een dossier die het voorwerp uitgemaakt heeft van een gespreksdynamiek (informatiebijeenkomsten of overlegcommissies). Inderdaad, sinds deze gedenkwaardige overlegvergadering is het gebleken dat er geen proefperiode meer zou bestaan, en de echo's zijn allemaal uiteenlopend in vergelijking met de conclusies van de vergadering.

Er is geen procedure zegt de heer Burgemeester, er is alleen maar een dynamiek die opgestart wordt tijdens de vergaderingen. Buiten de Gemeente om, hebben de handelaars de verantwoordelijke van de MIVB ontmoet en hebben in onderling akkoord een plan B uitgewerkt. De heer Burgemeester zegt dat hij een tabel gekregen heeft met de betrokken straten, met de aanduiding van de verschillende handelszaken en dat op de 179 handelaars er 178 een positief antwoord gegeven hebben. Dit betekent niet dat procedure voltooid is, dit wil gewoon zeggen dat een belangrijke partner een meerderheidspositie genomen heeft. Maar men moet niet alleen rekening houden met de handelaars, maar ook met de inwoners, de gebruikers. Dus, deze vergaderingen zullen niet beletten dat er achteraf een openbaar onderzoek zal uitgevoerd worden, dat deze personen zullen gehoord worden en dat een proces-verbaal zal opgemaakt worden.

Het Gewest moet een aanvraag voor een vergunning indienen. De handelaars hebben de renovatie van heel de wijk voorgesteld. Atrium is aangekomen, de politieke wil is daar maar het geheel van het wegnen, zowel de Kazernenlaan als de Waverssesteenweg, de Generaal Jacqueslaan et de Luchtmachtlaan zijn gewestelijke wegnen. De handelaars denken dat het de gelegenheid zou zijn om er vergadering te houden om de trottoirs, de wegnen, de openbare verlichting, het stadsmeubilaire, enz... erin te richten. De MIVB ging akkoord met het idee: de bus komende van Oudergem zou binnenkomen langs de Waverssesteenweg en zou naar links draaien op het niveau van de Luchtmachtlaan om via zijn eigen bedding de Kazernenlaan af te dalen.

Wat de bus, komende van het centrum, betreft, zou er sprake zijn om voor de bussen een eigen bedding te creëren in het laatste niet-commerciële gedeelte van de Waverssesteenweg door het wegnemen van de bomen en deze opnieuw in de trottoirs terug te planten alsook de afschaffing van de parkeerplaatsen langs de kazernes. Dientengevolge mogen de voertuigen de Waverssesteenweg verder in de twee verkeersrichtingen gebruiken, zonder wijziging van de verkeersrichting

De Burgemeester sluit af door te zeggen dat de MIVB en het geheel van de handelaars voor zijn, hij dus de voorstellen aan het College zal voorleggen. Hij zegt er al aan de Schepen van Openbare werken over gesproken te hebben, en hij zou ook graag willen dat er een vergadering zou plaatsvinden met een vertegenwoordiging van de handelaars en de buurtbewoners om samen met de Schepen voor de Stedenbouw, de Schepen voor de Middenstand en Atrium te discussiëren over het type van inrichting en over wat iedereen hoopt te krijgen van het Gewest ter compensatie voor de geleverde inspanningen in de wijk.

De Burgemeester herinnert dat het Gewest de vergunning moet aanvragen. De ingenieur, die de MIVB vertegenwoordigt, wacht op het officieel antwoord van het College om zijn stedenbouwkundige vergunning aan vragen om nadien met de werken te kunnen starten.

De heer Burgemeester zegt ook dat de heer Rik BAETEN goed ingevoerd is bij het de brusselse minister van Openbare werken, en dat hij ook zeker is dat hij druk zal uitoefenen opdat de Gemeente de nodige financiële middelen zou krijgen teneinde dat de wijk zou gerenoveerd worden in het belang van iedereen.

De heer Rik BAETEN stelt een bijkomende vraag met betrekking op de testfase en hij zou dus willen weten of deze zal verder voortgezet worden. En indien niet, bestaat er een alternatief?

De Burgemeester antwoordt dat het de bedoeling is om aan de handelaars een testperiode van zo'n twee maanden voor te stellen, niet in december en januari, maar wel in februari en maart. Maar volgens de Burgemeester is een testperiode niet nodig want al de handelaars gaan helemaal akkoord met het zo gewijzigd project.

**(29) Interpellation de Madame Corinne DE HENAU-MIKOLAJCZAK relative à la gestion du blog communal.
Interpellatie van Mevrouw Corinne DE HENAU-MIKOLAJCZAK betreffende Infonet - Uitwerking .**

Madame Corinne DE HENAU-MIKOLAJCZAK expose son interpellation.

Nous nous réjouissons de toute initiative qui peut améliorer la participation entre les habitants de la commune et leurs représentants, nous nous interrogeons sur la gestion future de ce nouveau « blog » communal, outil informatique par ailleurs extrêmement convivial.

1. La procédure d'enregistrement pourrait être améliorée en distinguant bien le nom de l'utilisateur et son adresse email.
2. Qui ou quelle équipe de personnes servira de « gestionnaire modérateur » du blog ? Comment le citoyen sera-t-il assuré d'avoir sa question ou une réponse publiée ? Quels seront les critères éventuels d'écartement d'un message ?
3. Ces critères devraient être clairement mentionnés à l'entrée du blog.
4. Dans sa communication, le collège a fait savoir qu'il tiendrait compte des réactions des habitants à propos des points qui seront soumis au Conseil communal. Comment et quand le Collège prévoit-il de communiquer aux membres du Conseil communal, les réactions des habitants ?

Monsieur le Bourgmestre répond à Madame Corinne DE HENAU-MIKOLAJCZA et Madame Claire ALLARD que c'est consciemment que l'administration s'est lancée dans cette aventure avec le pari de la liberté. C'est-à-dire que quiconque peut s'inscrire, peut écrire ce qu'il souhaite sans censure préalable.

L'utilisateur s'identifie par une adresse E-mail qui peut être un pseudo, c'est-à-dire, une adresse E-mail créée dans un cyber-café. Mais on sait que la plupart de ceux qui utilisent internet dans des cadres particulièrement répréhensibles ne le font pas sous leur nom. Avoir une adresse est déjà une première garantie car s'il devait y avoir des choses graves véhiculées par cette adresse, nous pourrions déposer plainte auprès d'un service de la police fédérale spécialisé en matière de traçabilité sur internet, et des suites pourraient y être réservées.

Les personnes qui s'inscrivent, peuvent laisser, au delà de leur adresse internet, si elles le souhaitent, leur adresse privée, nom, prénom, adresse de domicile etc.

On peut considérer que le blog est une version moderne, novatrice en Belgique, de la Vie Etterbeekoise. Donc, ce sont les fonctionnaires du service Information qui préparent les textes et qui reçoivent les textes que les différents partis démocratiques leur communiquent. En toute liberté, ils vérifient s'il y a un contenu polémique, s'il ne faut pas publier ce document. S'ils ont un problème, ils le soumettent au responsable de l'information, le Bourgmestre, et si lui-même a un problème, il soumet cela au Collège.

Toute personne, et donc aussi tout conseiller communal ou échevin qui veut écrire en réponse sur le blog, peut le faire. Il faudrait peut-être trouver un système pour que la qualité de celui qui répond soit plus clairement précisée. Un conseiller communal a le droit de répondre en son nom mais cela peut prêter à confusion.

Le Blog est avant tout une possibilité pour les citoyens de dialoguer entre eux par rapport à certains projets de la commune. On a dit que tout ce qui passe au Conseil ainsi que les enquêtes publiques seraient mis sur le blog. Mais la commune n'a pas pris l'engagement de correspondre avec le public car sur le plan purement pratique cela paraît difficile à gérer.

Si nous devons avoir des problèmes de détournement d'objets et d'atteinte aux bonnes mœurs (publicité d'offre de service à caractère sexuel, racisme, xénophobie, provocation à commettre des délits etc.), la commune

pourrait mettre des verrous en fonction des mots qui sont employés. Le message ne serait pas autorisé à être inscrit sur le blog. La commune espère ne pas devoir faire usage de ce procédé.

En ce qui concerne la question posée par Monsieur Rik JELLEMA concernant la possibilité de dialoguer dans les deux langues sur un même site, la question a été posée à la société partenaire pour voir si c'est techniquement possible et si c'est le cas, la commune le fera.

Les conditions d'utilisation sont mentionnées sur chaque page du blog en bas de page. En ce qui concerne l'information du Collège et du Conseil, l'ordre du jour du Conseil est publié sur le blog dès son adoption par le Collège. Les membres du Collège sont systématiquement informés des messages postés en référence aux points qui les concernent.

Jusqu'à présent il n'a pas été question d'informer systématiquement les conseillers mais ceux-ci peuvent consulter le blog pour participer aux débats et s'informer.

Après 6 mois, une évaluation sera faite et le système sera enrichi à l'expérience.

* * *

Mevrouw Corinne DE HENAU-MIKOLAJCZAK legt haar interpellatie uit.

Indien men zich verheugd over alle initiatieven die de participatie tussen alle inwoners van de Gemeente en hun vertegenwoordigers kan verbeteren, stellen we ons vragen over het toekomstig beheer van deze nieuwe gemeentelijke blog die bovendien een uiterst aangenaam computerapparaat is.

1. De registratieprocedure zou kunnen verbeterd worden door en onderscheid te maken tussen de naam van de gebruiker en zijn e-mail adres.
2. Wie of welke ploeg zal als «regulator» beheerder van de blog dienen? Hoe zal de burger zeker weten dat zijn vragen of antwoorden gepubliceerd zullen worden? Welke criteriums zullen gelden voor het opzij zetten van een bericht?
3. Deze criteriums zouden duidelijk moeten vermeld staan bij de ingang van de blog.
4. In zijn mededeling laat het College weten dat hij rekening zal houden met de reacties van de inwoners met betrekking op de punten die zullen voorgelegd worden aan de Gemeenteraad. Hoe en wanneer voorziet het College om aan de leden van de Gemeenteraad de reacties van de inwoners mede te delen?

De heer Burgemeester antwoordt aan Mevrouw De HENAU-MIKOLAJCZAK en aan Mevrouw ALLARD dat het bestuur zich bewust is in het avontuur stortte met de inzet op de vrije meningsuiting, met andere woorden iedereen mag zich inschrijven, mag zijn mening uitdrukken zonder daarvoor aan de censuur onderworpen te zijn.

De gebruiker identificeert zich via een E-mail adres die ook een nepnaam kan zijn, of om het anders te zeggen een E-mail gecreëerd in een cybercafé bijvoorbeeld. Maar men weet ook dat de meesten die Internet in het kader van bijzonder laagbare gedragingen gebruiken, het zeker niet uit hun naam doen. Over een webadres beschikken is al een eerste vorm van waarborg want indien er iets zeer ernstig via dit adres zou overgebracht worden, zouden we een klacht kunnen indienen bij een gespecialiseerde dienst van de federale politie op het gebied van de traceerbaarheid op het Internet, en zal men er gevolgen aan kunnen geven.

De personen die zich inschrijven kunnen ook, naast hun internetadres en indien ze het wensen, hun privé-adres, naam, voornaam... plaatsen.

Men kan de blog als een moderne versie van Leven te Etterbeek beschouwen, iets totaal nieuw in België. Het zijn dus de ambtenaren van de dienst Informatie die de teksten voorbereiden en die de teksten afkomstig van de verschillende democratische partijen, ontvangen. Ze kunnen ze in alle vrijheid verifiëren of de inhoud geen polemiek zou kunnen uitlokken, of het document al of niet publiceerbaar is. Hebben ze een probleem, dan kunnen ze deze altijd voorleggen aan de verantwoordelijke van de Informatie, nml. de Burgemeester, en indien deze ook een probleem heeft kan hij het voorleggen aan het College van Burgemeester en Schepenen. Elke persoon, en dus ook elke Gemeenteraadslid of Schepenen die op de blog wenst te antwoorden, mag het dus doen. Men zou misschien naar een systeem moeten zoeken opdat de kwaliteit van de persoon die antwoordt duidelijker zou zijn. Een gemeenteraadslid heeft het recht om in zijn naam te antwoorden, maar dit zou verwarring met zich kunnen meebrengen.

De blog is eerst en vooral een communicatiemiddel tussen de burgers ten opzichte van sommige projecten van de Gemeente. Men beweert dat alles wat er in de Raad gebeurt alsook de openbare enquêtes op de blog zouden geplaatst worden. Maar de Gemeente heeft nog steeds geen verbintenis genomen om met het publiek te corresponderen want praktisch gezien lijkt dit nogal moeilijk te beheren.

Indien we verduisteringsproblemen mochten hebben of die strijdig zijn met de openbare orde of de goede zeden (reclame met sexueel karakter, racisme, xenofobie, aanzetten tot het uitvoeren van misdrijven enz...), zou de Gemeente een slot kunnen plaatsen in functie van de gebruikte woorden. Het bericht zou dan niet op de blog toegelaten worden. Desondanks hoopt de Gemeente toch geen gebruik te moeten maken van dit procédé.

Voor wat de vraag gesteld door de heer JELLEMA, betreffende de mogelijkheid om in de twee landstalen te dialogeren op dezelfde website, werd de vraag reeds gesteld aan de partnermaatschappij om te zien om dit technisch wel mogelijk was, en indien dit wel het geval zou zijn zal de Gemeente het wel doen.

De gebruiksvoorwaarden zijn op elk blad van de blog vermeld, onderaan het blad. Voor wat de informatie van het College en de Raad betreft, zal de dagorde van de Raad op de blog uitgezonden worden van zodra de goedkeuring van het College. De leden van het College worden systematisch verwittigd van de berichten met betrekking op de punten die hen betreffen.

Tot op heden is er nog geen sprake om de raadsleden systematisch te verwittigen maar ze kunnen zelf de blog raadplegen om aan de debatten deel te nemen en om zich te informeren.

Na 6 maanden zal er een evaluatie opgemaakt worden en het system zal zich zelf verrijken met de ervaring.

(20) Infonet - Création d'un blog communal - Signature d'une convention avec Trynisis SPRL pour maintenance.

Infonet - Uitwerking van een gemeenteblog - Afsluiting van een overeenkomst met BVBA Trynisis voor onderhoud.

A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Le Conseil communal,

Vu l'article 117 alinéa 1 de la nouvelle loi communale ;

Attendu que l'un des engagements fondamentaux inscrits dans la déclaration de politique générale établie par la majorité en début de législature est l'impulsion significative que la commune souhaite accorder au principe de participation citoyenne ;

Attendu que le site communal nous a déjà, à de nombreuses reprises, donné l'occasion d'expérimenter avec succès l'une ou l'autre formule d'interactivité ;

Attendu que la commune souhaite aujourd'hui franchir un nouveau cap en matière d'interactivité en créant son propre blog, distinct du site communal ;

Attendu que la société Trynisis propose de concevoir gratuitement le blog communal d'Etterbeek ;

Attendu cependant qu'une convention portant sur le support technique doit être établie avec Trynisis et que ces frais, à charge de la commune, s'élèvent à 62 € HTVA par heure de service presté, celui-ci étant évalué à 4 heures par mois ;

Attendu que la mise en ligne du blog communal nécessite l'acquisition de deux noms de domaines distincts (en français et en néerlandais) pour un montant annuel de 99,16 € HTVA ;

Attendu qu'en marge de ce nouveau service, le service Infonet souhaite acquérir un nom de domaine distinct pour y stocker des documents spécifiques (formulaires, galerie de photos) publiés sur le site pour un montant annuel de 49,58 € HTVA par an ;

Attendu que la dépense s'élèvera à 1980,46 € TVAC et qu'en vertu de l'article 122 – 4° de l'A.R. du 8/01/1996, ce marché sera passé par procédure négociée sans publicité et constaté par la signature de la présente convention entre les parties ;

Attendu que la commune a reçu à l'essai la mise à disposition du blog à titre gratuit pour une durée d'un mois à dater du 3/09/2007 ;

DECIDE

d'approuver la convention reprise ci-dessous sous réserve des deux conditions suspensives suivantes :
évaluation favorable à l'issue de la période d'essai susvisée ;
approbation par les autorités de tutelle

Convention de collaboration entre la société TRYNISIS et la commune d'ETTERBEEK dans le cadre de la création d'un blog communal.

Entre :

La s.p.r.l. TRYNISIS, ayant son siège social au 24, avenue Eugène De Molder, et représentée par M. Olivier LAURENT,

et

La commune de Etterbeek, avenue d'Auderghem, 113-115, représentée par M. Vincent DE WOLF, Bourgmestre et M. Christian DEBATY, Secrétaire communal, agissant en vertu d'une délibération du Conseil communal en date du 17.09.2007,

il a été convenu et est accepté ce qui suit :

Article 1. Introduction – Entrée en vigueur

MonEtterbeek est un blog communal devant être mis en ligne le 1^{er} octobre 2007. Le site sera gracieusement développé, installé et configuré par la société Trynisis.

Pour la société Trynisis, MonEtterbeek est un programme pilote.

L'insertion et la mise en page du contenu seront de la responsabilité de la commune.

Cette offre se concentre sur le support technique et la maintenance que fournira la société Trynisis à la commune d'Etterbeek durant une période de 6 mois, à dater de la mise en ligne du blog.

Article 2. Logiciels supportés par la maintenance

Trynisis supportera le logiciel en charge du site sur le serveur web. Il s'agit de typo3 (<http://www.typo3.org>) et des extensions de CMS installées (connus aussi sous le nom de plug-in).

Le système d'exploitation du serveur, le matériel physique, sa connectivité, le serveur web (probablement Apache) et les logiciels d'envoi d'email (type sendmail) ne sont pas supportés par cet offre. Cette partie de l'installation est de la responsabilité de l'hébergeur.

Cependant Trynisis reste à la disposition de la commune pour faciliter la résolution de tout problème technique en rapport avec le site web en dehors de ses compétences.

Pour rappel : Typo3 est un logiciel « libre ». Ce logiciel n'est en aucun cas la propriété de Trynisis. La base de donnée, c'est-à-dire, l'ensemble des articles et des commentaires des internautes fonctionne elle aussi sur un logiciel libre (MySQL). Elle pourra à tout moment être récupéré par la commune via un utilitaire appelé PHPMyAdmin.

Article 3. Service proposé

Trynisis s'engage à proposer durant les heures de bureau, de 9 à 17 heures, du lundi au vendredi, un support téléphonique et par email. Ce support sera à disposition des collaborateurs de la commune pour faciliter la prise en main des outils d'édition du site.

Un support technique sera également offert pour la résolution de tout bug gênant d'une manière ou l'autre la publication des informations sur le site.

Ces bugs sont classés en trois catégories

Anomalies mineures : Une anomalie mineure affecte une extension mineure du CMS (typo3) sans affecter les autres parties et laissant le reste de l'installation opérationnelle. Trynisis offrira un plan d'action 4 jours au maximum après réception de la demande. Cette réponse devra être approuvée 8 jours au maximum par la commune après réception de la proposition de correction.

Anomalies intermédiaires : Une anomalie intermédiaire affecte une partie ou une extension majeure du CMS, laissant cependant le reste du CMS opérationnelle. Trynisis offrira un plan d'action 2 jours au maximum après réception de la demande. Cette réponse devra être approuvée par la commune 4 jours au maximum après réception de la proposition.

Anomalies majeures : Une anomalie majeure affecte plusieurs extensions majeures ou l'entièreté du CMS. Une anomalie majeure empêche la publication d'information sur le site. Trynisis s'engage à proposer un plan d'action un jour après réception de la demande de la commune. La commune s'engage à accepter un jour au maximum après réception du plan d'action de Trynisis.

Article 4. Hébergement et configuration requise

Typo3 et les extensions requises nécessitent un serveur web ayant au minimum les éléments suivants :

Apache 1.3 ou 2.0

PHP 4.3 ou supérieur

PHP.ini RAM alloué de 128MG (attention la configuration par défaut est de 16MG)

Sendmail (avec un PHP.ini correctement configuré pour pouvoir l'utiliser)

Upload fichier limité à 2M au minimum.

L'installation de typo3 réclame des liens symboliques entre différents répertoires qui doivent être pris en charge par l'hébergeur si aucun compte SSH n'est disponible.

Il est conseillé de bénéficier d'au moins

100MG d'espace disque dur.

Trynisis conseille fortement la société <http://www.euregio.net> et plus particulièrement son programme d'hébergement P5. Trynisis et la société Euregio travaillent régulièrement ensemble. De nombreuses installations similaires ont été réalisées conjointement par Trynisis et Euregio avec succès.

Article 5. Budget prévisionnel

MonEtterbeek est un programme pilote de la société Trynisis.

La charge de travail de support technique est estimée à 4 heures par mois. Elle sera facturée (par trimestre) à raison de 62 Euro HTVA par heure prestée.

Pour la commune d'Etterbeek, M. Vincent DE WOLF et M. Chirstian DEBATHY, Secrétaire communal

Pour la sprl TRYNISIS, M. Olivier LAURENT

De Gemeenteraad,

Overwegende dat één van fundamentele verbintenissen ingeschreven in de algemene beleidsverklaring, opgesteld door de meerderheid in het begin van de legislatuur, de duidelijke impuls betekent dat de Gemeente aan het principe van burgerlijke participatie wenst toe te staan;

Overwegende dat de gemeentelijke website ons al herhaaldelijk de gelegenheid gegeven heeft om met succes de een of de ander interactieve formule uit te testen;

Overwegende dat de Gemeente zich vandaag verder wenst te ontwikkelen op het gebied van de interactiviteit door haar eigen blog, apart van de gemeentelijke website, op te richten;

Overwegende dat de maatschappij Trynisis voorstelt om kosteloos de gemeentelijke blog van Etterbeek te ontwerpen;

Overwegende niettemin dat een overeenkomst houdende de onderhoudskosten opgemaakt moet worden met Trynisis en dat deze kosten, op last van de Gemeente, zelfs oplopen tot 62 € per gepresteerde uur exclusief BTW en dat deze geraamd wordt op 4 uur per maand;

Overwegende dat de opstelling van de gemeentelijke blog de verwerving noodzakelijk maakt van twee verschillende domeinnamen (in het frans en in het nederlands) voor een jaarlijks bedrag van 99,16 € exclusief BTW;

Overwegende dat buiten deze nieuwe dienst de infonet dienst, een domeinnaam wenst te verwerven om er specifieke documenten op te slaan (formulieren, foto's,...) op de website gepubliceerd tegen een jaarlijks bedrag van 49,58 € exclusief BTW;

Overwegende dat de uitgave 1980,46 € BTW inbegrepen zal bedragen en dat krachtens artikel 122 – 4° van het K.B. van 08/01/1996, zal de opdracht verlopen volgens de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking en zal vastgesteld worden door de ondertekening van onderhavige overeenkomst tussen beide partijen;

Overwegende dat de Gemeente kosteloos de aanwending van de blog ontvangen heeft voor een periode van een maand, te beginnen op 03/09/2007

BESLIST

de overeenkomst hieronder hernomen goed te keuren, onder voorbehoud van twee opschortende voorwaarden:

- een gunstige evaluatie gekregen hebben na afloop van de proefperiode binnen voormeld tijdvak;
- goedkeuring door de toezichhoudende overheden ;

Samenwerkingsovereenkomst tussen de Maatschappij TRYNISIS en de Gemeente ETTERBEEK in het kader van de oprichting van een gemeentelijke blog.

De V.Z.W. TRYNISIS met maatschappelijke zetel 24, Eugène de Molderlaan, en vertegenwoordigd door Dhr. Olivier LAURENT,

En

Anderzijds

De Gemeente Etterbeek, Oudergemlaan 113-115 vertegenwoordigd door Dhr. Vincent DEWOLF, Burgemeesteren en Dhr. Christian DEBATY, Gemeentesecretaris, handelend krachtens een beraadslaging van de Gemeenteraad van 17.09.07,

Is overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 Inleiding – Inwerkingtreding

«Mijn Etterbeek» is een gemeentelijke blog die op 1 oktober 2007 moet opgesteld worden. Deze website zal kosteloos ontwikkeld, geïnstalleerd en geconfigureerd worden door de maatschappij Trynisis;

Voor de maatschappij Trynisis, is «MijnEtterbeek» een pilootprogramma.

De inlassing en de lay-out van de inhoud zijn op last van de Gemeente;

Dit aanbod concentreert zich op de technische ondersteuning en het onderhoud dat de maatschappij Trynisis aan de Gemeente Etterbeek zal leveren gedurende een periode van 6 maanden, te beginnen van zodra de opstelling van de blog.

Artikel 2 Software onder onderhoudscontract.

Trynisis zal verantwoordelijk zijn voor de software belast met de website server. Het gaat om de typo3 (<http://www.typo3.org>) en van de uitbreiding van de geplaatste CMS (beter bekend als de plug-in)

Het exploitatiesysteem van de server, het materiaal, zijn aansluitingsmogelijkheid, de web server (waarschijnlijk van het type Apache) en de software voor het verzenden van e-mails (type sendmail) vallen niet onder dit aanbod. Dit deel van de installatie valt onder de verantwoordelijkheid van de gebruiker.

Niettemin blijft Trynisis steeds ter beschikking van de Gemeente om alle technische problemen in verband met de website gemakkelijker op te lossen buiten zijn bevoegdheden.

Ter herinnering: Typo3 is een «vrij» software. Deze software is in geen geval het eigendom van Trynisis. De gegevensbank, met andere woorden, het geheel van de artikels en de commentaren van de surfers werkt ook op een «vrij» software (MySQL). Deze zal op elk moment door de Gemeente gerecupereerd kunnen worden via een gebruiksnuts (PHPMYAdm).

Artikel 3: Voorgestelde dienst.

Trynisis neemt de verbintenis om gedurende de kantooruren, van 9u tot 17u, van maandag tot vrijdag, een helpdesk en Email ondersteuning voor te stellen. Deze steun zal aan de medewerkers van de Gemeente ter beschikking gesteld worden om de aanpak van de hulpmiddelen van de website te vergemakkelijken.

Een technische ondersteuning zal eveneens aangeboden worden voor het verwerken van alle bugs die op de één of andere manier de publicatie van de informatie op de website hinderen

Deze bugs worden in drie categorieën onderverdeeld:

De weinig belangrijke afwijkingen: een weinig belangrijke afwijking treft een kleine uitbreiding van de CMS (typo3) zonder de andere delen aan te tasten en laat het geheel van de installatie operationeel. Trynisis zal maximum 4 dagen na de inontvangstneming van de aanvraag een actieplan aanbieden. Dit antwoord zal door de Gemeente moeten goedgekeurd worden maximum 8 dagen na de inontvangstneming van het voorstel tot verbetering.

De tussenliggende afwijkingen: Een tussenliggende afwijking treft een deel of een belangrijke uitbreiding van de CMS, maar laat niettemin het overige van CMS operationeel. Trynisis zal maximum 2 dagen na de inontvangstneming van de aanvraag een actieplan aanbieden. Dit antwoord zal door de Gemeente moeten goedgekeurd worden maximum 4 dagen na het voorstel.

Een belangrijke afwijking: Een belangrijke afwijking treft verschillende belangrijke uitbreidingen of het geheel van de CMS. Een belangrijke afwijking belet de publicatie van informatie op de website. Trynisis neemt de verbintenis om een actieplan voor te stellen na de inontvangstneming van de aanvraag van de Gemeente. De Gemeente neemt de verbintenis om maximum 1dag na de inontvangstneming het actieplan van Trynisis aan te nemen.

Artikel 4 Plaatsing en Vereiste configuratie.

Typo3 en de vereiste uitbreidingen impliceren een web server met ten minste de volgende elementen:

- Apache 1.3 of 2.0
- PHP 4.3 of hoger
- PHP.ini RAM toegewezen met 128 MG (opgepast, de configuratie bij verstek is de 16MG)
- Sendmail (met een PHP.ini correct geconfigureerd om te kunnen gebruiken)
- Upload bestand beperkt tot 2M minimum
- De installatie van de typo3 vereist symbolische links tussen de verschillende directory's die moeten opgenomen door de verlener indien geen SSH-rekening beschikbaar is.

Het is aangeraden om minstens over het volgende te beschikken:

- Een harde schijf met 1000MG ruimte.

Trynisis raadt de maatschappij <http://www.euregio.net> sterk aan en in het bijzonder zijn P5 programma. Trynisis en de maatschappij Euregio werken regelmatig samen. Talrijke gelijkaardige installaties werden samen met succes door Trynisis en Euregio verwezenlijkt

Artikel 5 Begrotingsraming

«MijnEtterbeek» is een pilootprogramma van de maatschappij Trynisis.

De werklust van de technische ondersteuning wordt op 4 uur per maand geraamd, en zal per trimester gefactureerd worden tegen 62 € exclusief BTW per gepresteerde uur.

La séance est levée à 22h30
De zitting wordt gesloten om 22u30.

PAR LE CONSEIL:
NAMENS DE RAAD

Le Secrétaire,
De Secretaris,

Le Bourgmestre,
De Burgemeester,

Christian DEBATY

Vincent DE WOLF